

---

## Bulletin n° 15, Chantiers 2003

---

### Bulletin n° 15

Bulletin n° 15, Printemps 2003

Hélène Harter, p. 9-13

→ [Editorial](#)

#### CHANTIERS

David Beausoleil, p. 15-26

→ [Le comité yougoslave \(1914-1918\)](#)

Emmanuel Perrin, p. 27-38

→ [La construction de l'imaginaire national mexicain à travers les fresques de Diego Rivera au ministère de l'Education \(1923-1929\)](#)

Ludivine Gilli, p. 39-51

→ [L'activisme étudiant à l'université Brandeis dans les années soixante](#)

François Grimpret, p. 53-65

→ [Janis Joplin et la contre-culture américaine](#)

Elodie Lejeune, p. 67-74

→ [Suzanne Bidault : une pionnière oubliée. Essai biographique sur la première femme diplomate française \(1930-1962\)](#)

Amélie Niard, p. 75-88

→ [Les relations franco-dahoméennes entre 1958 et 1972 :](#)

Simon Sarazin, p. 89-101

→ [L'URSS en Afghanistan : aux sources de la décision d'intervention de décembre 1979](#)

#### THÈSES

Adrien Lherm, p. 103-131

→ [La fête d'Halloween de l'Ancien Continent au Nouveau Monde du XVIIe siècle à nos jours](#)

Ines Sabotic, p. 133-147

→ [Les cafés de Zagreb de 1884 à 1914 : sociabilités, normes et identités](#)

Julien Papp, p. 149-168

→ [Révolution ou "soviétisation" : la Hongrie à la fin de la Seconde guerre mondiale \(septembre 1944-septembre 1947\)](#)

André Urban, p. 169-175

→ [Les Etats-Unis face au Tiers-Monde à l'ONU de 1953 à 1960](#)

## COLLOQUE

Corine Defrance, Ulrich Pfeil, p. 177-184

→ [Les historiens et le traité de l'Elysée](#)

## LIEUX DE RECHERCHE

Denis Rolland, p. 185-201

→ [Relations internationales et nouvelles technologies : les sites du ministères des Affaires étrangères du monde, l'histoire et la mémoire](#)

Hélène Harter, p. 9-13

→ [Editorial](#)

Hélène Harter,

Les articles réunis ici présentent quelques-uns des meilleurs travaux de maîtrise et de thèse qui ont été soutenus pendant l'année universitaire 2001-2002. La diversité des aires géographiques et géopolitiques abordées est à l'image des cinq centres qui composent l'Institut Pierre Renouvin. Les Amériques, l'Europe mais aussi les pays d'Afrique et d'Asie ont nourri la réflexion des étudiants. L'ampleur du champ chronologique étudié est aussi impressionnante.

Ce numéro nous mène en effet de l'Angleterre pré-industrielle aux États-Unis d'aujourd'hui en passant par l'Europe de la fin du XIXe siècle et de la Première Guerre mondiale, le Mexique post-révolutionnaire, la Hongrie des premières heures de la guerre froide, l'Afrique et l'Asie au temps de la décolonisation, les États-Unis au cœur des années soixante ou encore l'Afghanistan en 1979.

L'intérêt de ces recherches tient aussi à la diversité des sources utilisées: archives diplomatiques françaises, archives soviétiques récemment déclassifiées, archives de l'ONU, registres artisanaux et menus des cafetiers de Zagreb, correspondance de Janis Joplin, notes des membres du Comité yougoslave, almanachs américains de la fin du XIXesiècle ou encore journaux étudiants des années 1960. Si les documents écrits jouent un rôle incontournable dans les travaux des historiens, d'autres sources ont été aussi utilisées avec le plus grand profit. Les fresques murales peintes par Diego Rivera constituent ainsi le principal support de l'article sur la construction de l'imaginaire mexicain dans les années 1920. Quant à la musique, elle est un élément central d'analyse dans l'article consacré à Janis Joplin. N'oublions

pas non plus Internet. Denis Rolland nous montre à travers l'exemple des sites des ministères des Affaires étrangères que ce nouveau support peut constituer une source d'une très grande richesse si on se donne la peine de l'étudier avec l'œil critique de l'historien. Il permet notamment de mettre en lumière «l'instrumentalisation de l'histoire nationale».

Au-delà de la diversité des travaux présentés ici, on remarque que l'histoire culturelle occupe une place importante dans les réflexions de nos jeunes chercheurs. François Grimpret s'intéresse à Janis Joplin, icône par excellence de la contre-culture, dont on sait finalement peu de choses. Il nous explique le parcours d'une jeune femme de la classe moyenne en rupture avec la société et nous permet ainsi de mieux comprendre ce qui a attiré les jeunes Américains dans la contre-culture et les raisons pour lesquelles ils s'en sont finalement éloignés. L'article de Ludivine Gilli est aussi novateur car il va à l'encontre de l'idée que la contestation a pris naissance dans les années 1960 dans les grandes universités comme Columbia ou Berkeley. Elle démontre le rôle moteur que joue l'université Brandeis. Elle s'interroge sur les raisons de cet activisme, mettant notamment l'accent sur l'identité particulière de cette jeune université créée en 1948 grâce au financement de la communauté juive. Son étude est aussi particulièrement intéressante car elle permet de cerner ce qu'est la vie quotidienne sur un campus américain dans les années 1960.

L'étude des sociabilités est aussi très présente dans la thèse d'Adrien Lherm sur Halloween et dans celle de Ines Sabotic sur les cafés de Zagreb entre 1884 et 1914. Les cafés sont une «institution culturelle» qui n'a donné lieu à des études historiques que depuis une vingtaine d'années. Ines Sabotic démontre qu'ils sont à la fois producteurs de «sociabilités, de normes et d'identités». Dans une Croatie rattachée à l'empire austro-hongrois, ils sont les «lieux de rencontre mais aussi d'affrontement des différentes logiques de modernisation»: une logique «impériale (autrichienne et hongroise)» face à une logique «royale (croate) marquée par la problématique nationaliste». Ines Sabotic montre que les cafés de Zagreb sont par excellence le «lieu d'éveil de l'identité croate». On retrouve une même réflexion sur les constructions identitaires dans la maîtrise que David Beausoleil a consacrée au Comité yougoslave entre 1914 et 1918. Cet organe s'est donné pour but de «lutter pour créer un État commun à tous les Croates, Serbes et Slovènes». David Beausoleil se demande s'il a joué un rôle déterminant dans la création en décembre 1918 du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, c'est-à-dire d'un État yougoslave. Au-delà du yougoslavisme, quelles relations entretient ce comité dominé par les Croates avec le gouvernement serbe? Le nouvel État yougoslave ressemble-t-il à ses aspirations? La construction de l'identité nationale occupe aussi une place centrale dans le travail d'Emmanuel Perrin. Il montre comment la culture, et notamment l'image, est utilisée par les autorités mexicaines au lendemain de l'échec de la révolution pour créer une «nouvelle identité nationale». Les fresques commandées à Diego Rivera pour le ministère de l'Éducation contribuent en effet à promouvoir au Mexique, mais aussi à l'étranger, l'image de «l'homme mexicain nouveau» et la «mexicanisation» du pays. Ces divers travaux sur l'identité nationale sont les bienvenus à une époque où la mondialisation nivelle les différences culturelles et

génère en retour des mouvements de résistance identitaires. Il suffit de penser aux oppositions que suscite aujourd'hui le développement de la fête d'Halloween en France.

La thèse d'Adrien Lherm permet d'avoir un regard plus distancé sur cette question. Dans une vaste synthèse qui commence dans l'Angleterre pré-industrielle du XVIII<sup>e</sup> siècle pour s'achever dans l'Amérique actuelle, il nous montre que la fête d'Halloween, qui passe pour immémoriale, a connu bien des transformations au fil du temps. Elle n'a cessé d'être une «fête adaptée au contexte moderne». C'est par ailleurs une fête «réinventée» qui se modifie au gré des sociétés d'accueil. Ainsi, contrairement aux idées reçues, on fête aujourd'hui différemment Halloween en France et aux États-Unis. Cette thèse qui mélange les apports de l'histoire, mais aussi de l'ethnologie et de la sociologie, nous offre un bel exemple d'étude des transferts culturels de part et d'autre de l'Atlantique.

Les relations internationales sont en effet au cœur des réflexions de plusieurs travaux présentés dans ce bulletin. Élodie Lejeune a étudié dans son mémoire de maîtrise la vie de Suzanne Bidault, la première femme à avoir exercé des fonctions de diplomate en France. Elle s'inscrit dans une histoire des relations internationales qui met en avant le rôle des individus tout en alliant une réflexion novatrice sur la place des femmes dans cette histoire. Amélie Niard s'intéresse quant à elle à une aire géopolitique peu abordée: l'Afrique. Elle a consacré son mémoire de maîtrise aux relations entre la France et le Dahomey (Bénin) entre 1958 et 1972. Elle cherche à comprendre la nature des relations qui s'instaurent entre la France et son ancienne colonie et plus largement les premières années de la politique africaine de la France. S'agit-il de coopération? Ou voit-on se mettre en place une nouvelle forme de colonialisme? Comment la France est-elle perçue en Afrique? Une question qui n'est pas dénuée d'intérêt si on songe aux controverses qu'a soulevées le rôle de la France dans la récente crise ivoirienne. L'Afrique du temps de la décolonisation sert aussi de support à la recherche d'André Urban. Il a récemment soutenu une thèse sur «les États-Unis face au Tiers-Monde à l'ONU, 1953-1960». Il étudie comment en pleine guerre froide, sous l'effet de la décolonisation et du mouvement des non-alignés, les rapports de force se modifient au sein de l'ONU. Comment passe-t-on en quelques années d'une domination américaine à une domination tiers-mondiste? Il s'interroge sur les moyens d'actions dont disposent les différentes parties pour construire des majorités et sur la perception que les Américains ont de l'ONU. Sa thèse l'amène notamment à s'interroger sur la manière dont un État peut concilier souveraineté nationale et appartenance à une organisation internationale.

La guerre froide est aussi au cœur de la thèse de Julien Papp. Il étudie la «Hongrie à la fin de la Seconde Guerre mondiale (septembre 1944-septembre 1947)» et se demande si ce pays a connu durant cette période de transition une révolution ou au contraire si les bases de la

«soviétisation» sont déjà en train de se poser. Son travail est particulièrement intéressant car il montre qu'au-delà de l'image globalisante qu'on donne des «pays de l'Est», les «démocraties populaires» ont chacune une histoire particulière qu'on a trop souvent négligée. Le mémoire de maîtrise de Simon Sarazin contribue aussi à une approche plus distanciée de la guerre froide. S'appuyant sur des documents récemment déclassifiés, il cherche à déterminer qui sont les hommes à l'origine de l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS en 1979. Quelles sont leurs motivations? Leurs sources d'information? Cette recherche sur le processus de décision donne un nouvel éclairage sur le fonctionnement interne du Politburo et sur ses divisions. Elle permet de dépasser l'image consensuelle donnée par cette institution.

Autre exercice de «démystification», le colloque franco-allemand qui s'est tenu le 20 janvier 2003 à l'occasion du quarantième anniversaire du traité de l'Élysée. Corine Defrance et Ulrich Pfeil nous proposent un compte rendu de cette rencontre scientifique organisée par l'Institut historique allemand de Paris et l'Unité mixte de recherche IRICE (ParisI, ParisIV, CNRS)[[ L'Institut Pierre Renouvin est une composante de l'UMR IRICE.]]. Abordant les aspects diplomatiques et politiques de la question, mais aussi militaires, économiques et culturels, les intervenants se sont livrés à un bel exercice d'étude des relations internationales au sens large. La pluralité des approches historiques, et notamment le double regard français et allemand, ont permis de dresser un bilan scientifique des relations franco-allemandes depuis 1945 au-delà des commémorations officielles.

La diversité des questionnements qui sous-tend les différents articles présentés ici témoigne de la richesse des recherches menées par nos jeunes chercheurs. Ils sont d'autant plus intéressants qu'ils donnent souvent un éclairage qui permet de mieux comprendre les crises actuelles, à l'image des travaux sur la France et l'Afrique ou sur les relations entre les États-Unis et le Tiers-Monde à l'ONU.

## CHANTIERS

David Beausoleil, p. 15-26

→ [Le comité yougoslave \(1914-1918\)](#)

David Beausoleil

Créé *de jure* le 30 avril 1915 à l'Hôtel Madison[[Établissement situé au 143 boulevard Saint-Germain (6<sup>e</sup> arrondissement). Bien qu'il ouvre des bureaux dans la capitale française, le Comité choisit Londres comme siège de ses activités. C'est dans cette ville, en effet, qu'avait été signé, le 26 avril 1915, l'accord «secret» dit Traité de Londres qui prévoyait notamment l'octroi à l'Italie par les Alliés de territoires à majorité croate et slovène le long de l'Adriatique. En échange, l'Italie devait entrer en guerre aux côtés de la France, du Royaume-Uni et de la Russie. Les membres du Comité yougoslave avaient eu connaissance de cette clause du Traité et tenaient tout naturellement à la voir modifier.]] de Paris, le Comité yougoslave regroupait une vingtaine de personnalités politiques et culturelles croates (très majoritaires), slovènes et serbes de l'Empire austro-hongrois. Le noyau du Comité s'était formé l'année précédente, au lendemain de l'attentat de Sarajevo, autour de trois Croates fuyant les régions slaves du Sud pour l'Italie, pays neutre: Ante Trumbic (1864-1938), maire de Split et député de Zadar au parlement autrichien, désigné président du Comité yougoslave; Frano Supilo (1870-1917), député et rédacteur en chef du quotidien de Rijeka (Fiume) *Novi list*; et Ivan Meštrovic (1889-1962), grand sculpteur de l'arrière-pays dalmate.

D'emblée, l'objectif du Comité yougoslave est clair: attirer l'attention des puissances alliées sur le sort des Slaves du Sud et lutter pour la création d'un État commun à tous les Croates, Serbes et Slovènes. Dans les pays alliés, les représentants du Comité rencontrent régulièrement hommes politiques, diplomates, journalistes et personnalités publiques diverses. Pour ce faire, ils bénéficient souvent de l'aide «logistique» du gouvernement serbe, présente en France et au Royaume-Uni par l'intermédiaire de ses légations.

En effet, à côté du Comité yougoslave, qui n'est mandaté par aucune instance officielle, ni même par le parlement croate, l'autre «représentant» des Slaves du Sud pendant la Première Guerre mondiale est le gouvernement serbe, dirigé par la figure de Nikola Pašić (1845-1926), Premier ministre depuis 1904. L'action de l'un et de l'autre contribuera à la création, au mois de décembre 1918, du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

L'idée de rédiger un mémoire sur le Comité yougoslave est née de mon intérêt à la fois pour les questions touchant au yougoslavisme et à l'idée yougoslave dans les pays croates et pour l'œuvre de l'un de ses membres les plus éminents, Ivan Meštrovic. Étudier le Comité yougoslave revient à se pencher notamment sur l'un et sur l'autre de ces thèmes.

## **Du yougoslavisme**

Le yougoslavisme, parfois qualifié d'«idéologie politico-nationale»[[KOVAC (Miro), *La France, la création du royaume «yougoslave» et la question croate, 1914-1919*, Berne, Peter Lang, 2001, p.2.]], est un nationalisme supranational appelant à l'unité politique et culturelle des Slaves du Sud (Serbes, Slovènes, Croates et, parfois, Bulgares).

Ce n'est pas un hasard s'il prend naissance en pays croates dans la première moitié du XIXesiècle avec le mouvement illyrien de Ljudevit Gaj (1809-1872). L'écrivain Miroslav Krleža (1893-1981) expliquait très justement l'attachement traditionnel des Croates aux idées panslaves:

«La chair croate se sentait trop faible dans son isolement pour liquider l'occupation turque, ébranler la Vienne impériale et se débarrasser de la tyrannie vénitienne. D'où le développement de l'idée de «réciprocité», née d'une illusion, l'idée d'une unité linguistique en dépit du schisme religieux et le rêve d'une continuité ethnique de Karlovac à Moscou et de Salonique à Prague et Cracovie».

Cet émiettement des pays croates explique que les idées de la réciprocité slave s'y développent très tôt. Parmi les précurseurs du yougoslavisme, nous pouvons citer le théologien dominicain Vinko Pribojevic[[En 1525, devant une assemblée de nobles à Hvar, il tient un discours intitulé «De l'origine et des aventures de Slaves» - publié à Venise en 1532 - dans lequel il magnifie la «grande communauté des Slaves» dont font partie les Croates et les autres Slaves du Sud. Faisant l'apologie des Slaves, Pribojevic prétend que les Slaves sont les descendants du petit-fils de Noah, Thyras, le père de tous les Thraces, eux-mêmes descendants des Illyriens. Les Slaves descendraient ainsi des Illyriens. Cela signifie que tous les anciens héros de Thrace, de Macédoine et d'Illyrie sont des Slaves. Autrement dit, Alexandre le Grand, Aristote et saint Jérôme auraient été slaves.]] (milieu du XVe- vers 1532) de l'île de Hvar ou encore le prêtre Juraj Križanic[[Križanic se battait pour l'unification de l'Église russe avec Rome. Il estimait que les Slaves forment un seul peuple parlant la même langue. Selon lui, tous les Slaves, à l'exception des Russes, avaient perdu «leur État, leur pouvoir, leur langue, leur génie». En 1651, il se rend en Russie, où il gagne la confiance du tsar, qui l'emploie dans ses services. Il passe plus de 15 ans à écrire des traités politiques rédigés dans un mélange de langues slaves. Il écrit aussi une grammaire slave. Dans l'un de ses ouvrages, il demande au tsar de «libérer les Slaves au-delà du Danube».]] (1617-1683), considéré comme l'un des pères du panslavisme.

Dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, les principaux idéologues du yougoslavisme sont l'évêque de Đakovo Josip Juraj Strossmayer (1815-1905) et son collaborateur, le chanoine et historien Franjo Racki (1828-1905), qui sont à l'origine de la création de l'Académie yougoslave[[En croate, *Jugoslavenska akademija umjetnosti i znanosti*. Le terme «yougoslave» avait été introduit pour la première fois dans les langues slaves du Sud par le linguiste slovène Jernej Kopitar (1780-1844), l'un des pionniers de la linguistique comparée slave. Au sein de l'Académie, l'adjectif «yougoslave» est utilisé même lorsque les travaux portent sur des sujets spécifiquement croates, notamment dans les très nombreux documents ethnographiques.]] des Arts et des Sciences (1866) et de l'Université de Zagreb (1874). Leur programme est un illyrisme mis à jour qui appelle à l'unification spirituelle des Slaves du Sud, unification fondée sur une culture et une langue littéraire commune. Par ailleurs, Strossmayer se bat pour une grande cause: la réconciliation des Églises catholique et orthodoxe, considérée comme un élément préalable et fondamental au rapprochement entre Serbes et Croates.

Si les deux dernières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle consacrent un net recul du yougoslavisme, il est réactivé au début du siècle dernier, en particulier après l'annexion par l'Autriche-Hongrie de la Bosnie-Herzégovine (1908). La conscience d'appartenir à une communauté de frères slaves du Sud est ainsi activement développée par les étudiants croates, serbes et slovènes de l'Université Charles de Prague, séduits par les idées de Tomáš Masaryk (1850-1937)[[Pour décrire cette période de renouveau du yougoslavisme, les historiens slovènes parlent de «néo-illyrisme».]]. Ceux-ci développent leur théorie d'un seul peuple composé de «trois tribus», un concept soutenu également par les élites serbes à compter de 1908, lorsque Petar Karadordevic succède à l'austrophile Aleksandar Obrenovic sur le trône du Royaume de Serbie.

Pour nombre de ces jeunes nationalistes yougoslaves, la Serbie constitue un modèle étatique et culturel autour duquel pourrait se bâtir le futur État commun. Ainsi, dans leurs efforts pour «yougoslavisier» les «trois tribus», ces jeunes intellectuels - des étudiants, mais aussi des écrivains et une minorité d'hommes politiques - rejettent fermement le droit historique croate et serbe et «goment» les différences (et donc les obstacles à l'unification yougoslave) entre Slovènes, Croates et Serbes. Ces «yougoslavophiles» se heurtent toutefois aux nationalismes croate et serbe, plus fortement enracinés dans les classes politiques, et aux idées austroslaves, encore très présentes chez les Croates et surtout les Slovènes, peuple «non-historique».

Le Comité yougoslave est, quant à lui, constitué d'anciens membres du Parti du droit (croate) (comme Ante Trumbic et Frano Supilo) qui ont renoncé aux idées d'Ante Starcevic (1823-



1896), de députés du Parti national (croate) héritier des idées de Strossmayer, de politiciens serbes de Bosnie (comme Nikola Stojanovic) et de diverses personnalités privées, avocats (par exemple Josip Jedlovsky, secrétaire de la célèbre association slovène de Trieste *Edinost*), professeurs d'université (Mihajlo Pupin de l'Université Columbia de New York), ou artistes (Ivan Meštrovic).

## Ivan Meštrovic et le yougoslavisme culturel

L'artiste Ivan Meštrovic, autrefois «le sculpteur le plus justement célèbre de l'Europe centrale»[[DEZZAROIS (André), «Introduction», *Exposition Ivan Meštrovic*, Paris, Musée national des écoles étrangères contemporaines, Jeu de Paume des Tuileries, mars 1933.]], est, au début du siècle dernier, le chef de file du yougoslavisme culturel. Ce Croate, dont Auguste Rodin disait qu'il était le plus grand des sculpteurs de sa génération, éclate sur la scène artistique mondiale en 1911 lorsqu'il expose aux côtés d'autres artistes croates dans le Pavillon serbe à l'Exposition internationale de Rome. En y exposant son *Cycle du Kosovo* (héros, veuves, caryatides, etc.), inspiré du mythe serbe du même nom, le sculpteur exprime de manière spectaculaire son soutien à la cause yougoslave. Dans les années 1910, ces œuvres sont largement acclamées par la critique des pays occidentaux, en particulier britannique[[Au mois de juin 1915, le Victoria Albert Museum de Londres organise une importante exposition des œuvres de Meštrovic. Il s'agit de la première exposition organisée du vivant d'un artiste par ce musée. La presse britannique acclame unanimement celui qu'elle qualifie de «génie serbe». L'exposition, composée presque exclusivement de sculptures du *Cycle du Kosovo*, est ensuite montrée dans plusieurs autres villes du Royaume-Uni (comme Leeds, Glasgow).]], qui y voit l'expression de la grandeur et l'héroïsme du peuple serbe.

Au moment de l'attentat de Sarajevo, Meštrovic se trouve à Split, où il revient de la Biennale de Venise. Au mois de juillet 1914, les autorités autrichiennes procèdent à l'arrestation de plusieurs centaines de personnalités soupçonnées de sympathies yougoslaves (autrement dit, serbes) en Dalmatie et en Croatie. Craignant d'être arrêté, le sculpteur embarque de nouveau pour Venise, où Trumbic et les autres futurs membres du Comité yougoslave le rejoindront. Meštrovic se rend ensuite à Rome, d'où il «invite tous les émigrants [yougoslaves]»[[HORVAT (Josip), *Politicka povijest Hrvatske* [Histoire politique de la Croatie], Zagreb, August Cesarec, 1990, p.335.]]. Les bases du Comité yougoslave sont posées. En effet, en Italie, Meštrovic et ses collègues rencontrent les ambassadeurs de France, du Royaume-Uni et de Russie et leur exposent leurs revendications. L'entrée en guerre de l'Italie l'année suivante obligera les émigrés à quitter Rome pour Paris.

## Regards croisés sur l'action du Comité

En entamant mes recherches, je voulais comprendre non pas tant les motivations de la création du Comité yougoslave et les différentes étapes de sa constitution que le rôle de cette organisation politique dans la formation du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Sachant qu'il s'agissait d'un groupe d'émigrés réunis «à la hâte» par les conditions exceptionnelles du conflit mondial et qu'il n'avait reçu, de ce fait, aucun mandat officiel pour travailler à la construction du premier État yougoslave, il me paraissait intéressant de mesurer l'influence du Comité yougoslave sur les autorités des pays alliés. Que dire aussi des relations qu'il entretenait avec le gouvernement serbe? Les deux partis pouvaient-ils discuter, débattre, négocier d'égal à égal? Quelle conception avaient-ils du yougoslavisme? Enfin, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes a-t-il été, *a posteriori*, l'État pour lequel luttait le Comité yougoslave?

Pour m'aider à répondre à ces interrogations, je me suis appuyé sur des sources variées, pour la plupart en langue croate mais aussi, par ordre d'importance quantitative, en serbe, slovène, anglais, français et italien. En premier lieu, j'ai étudié les mémoires des membres du Comité yougoslave, en particulier ceux d'Ivan Meštrović, intitulés *Uspomene na političke ljude i događaje* [Mes souvenirs d'hommes et d'événements politiques]. Les mémoires, publiés en Argentine en 1961, couvrent une période allant de 1904 à 1945. L'ouvrage rassemble les notes et les observations écrites consignées par le sculpteur au cours de ces années. Meštrović n'avait nullement l'intention de les publier, mais il s'y résolut à la demande de proches et d'amis. Le livre constitue néanmoins un ensemble cohérent, divisé en sept grandes parties, dont une intitulée «À l'étranger, après l'attentat de Sarajevo», qui couvre l'époque du Comité yougoslave et que j'ai étudiée pour les besoins du mémoire. L'ouvrage a été publié une deuxième fois en 1969, à Zagreb, mais la comparaison des deux éditions fait apparaître de nombreuses modifications. Ainsi, des expressions du type «les Serbes ont [...]», placées dans un contexte peu valorisant, ont été remplacées par des phrases du type «les nationalistes serbes ont [...]». En 1993, une troisième édition est parue en Croatie. Elle est identique à la première, à l'exception de l'ajout de neuf chapitres dans la dernière partie, qui ont trait aux premières années passées par Meštrović aux États-Unis après la Deuxième Guerre mondiale.

Parmi les autres écrits de membres, je me suis servi des mémoires de Hinko Hinković (1854-1929)[[HINKOVIĆ (Hinko), *Iz velikog doba. Moj rad i moji doživljaji za vrijeme svjetskog rata* [De la grande époque. Mes activités et impressions pendant la Guerre mondiale], Zagreb, Komisionalna naklada Cirilo-Methodske knjižare D.D., 1927. Hinković est aussi l'auteur de

livres publiés à Paris dans les années 1910: *Les Croates sous le joug magyar, Les persécutions des Yougoslaves, Les Yougoslaves, leur passé, leur avenir, Liberté, Égalité, Fraternité*, etc.]], l'une des personnalités les plus connues et les plus actives du Comité yougoslave en France. En effet, cet avocat zagrébois a prononcé un grand nombre de conférences sur la question yougoslave dans les universités parisiennes pendant la Première Guerre mondiale. Il a également été invité à la Loge du Grand Orient de France[[Ironie de l'histoire, la Loge du Grand Orient, située rue Cadet (Paris 9e), se trouvait en face des bureaux du Comité yougoslave. Certains historiens croates spécialisés dans les questions maçonniques estiment que plusieurs membres du Comité, dont Hinkovic et Meštrovic, étaient francs-maçons.]], dont il était probablement lui-même membre. Hinkovic a aussi séjourné de long mois en Amérique du Nord en tant que représentant du Comité yougoslave. Ses mémoires constituent ainsi une source précieuse sur les activités de l'organisation outre-Atlantique. Enfin, j'ai pu croiser les écrits de Hinkovic et de Meštrovic avec ceux des membres suivants: Ljubo Leontic, auteur en 1961 d'un ouvrage qui se veut scientifique sur le Comité yougoslave, mais qui est en réalité autobiographique[[LEONTIC (Ljubo), *O Jugosloverskom odboru u Londonu* [Du Comité yougoslave à Londres], Zagreb, Izdavacki zavod Jugoslavenske akademije, 1961.]]; Franko Potocnjak, représentant du Comité aux États-Unis puis en Russie, qui a publié de minutieuses descriptions des activités et de l'organisation internes du Comité[[POTOCNJAK (Franko), *Iz emigracije* [De l'émigration], Zagreb, U komisiji knjižare Mirka Breyera, 1919.]]; aussi, Nikola Stojanovic[[STOJANOVIC (Nikola), *Jugoslavenski odbor* [Le Comité yougoslave], Zagreb, Nova Evropa, 1927.]] et le Slovène Bogumil Vošnjak[[VOŠNJAK (Bogumil), *U borbi za ujedinjenu narodnu državu. Utisci i opažanja iz doba svetskog rata i stvaranje nove države* [Dans la lutte pour l'union nationale. Impressions et observations sur l'époque de la Guerre mondiale et la création de notre État], Ljubljana, Tiskovna zadruga, 1928.]].

La correspondance des membres du Comité yougoslave constitue aussi des sources de premier plan qui m'ont permis de recouper, et donc de vérifier, les informations fournies par leurs auteurs. J'ai effectué le dépouillage de ces documents dans les archives du Comité yougoslave (Zagreb) et les fonds des archives personnelles d'Ante Trumbic (Split). Je me suis aussi appuyé sur la correspondance publiée, notamment celle de Frano Supilo, et l'excellent recueil des lettres de Robert-William Seton Watson (1879-1951)[[Historien écossais qui s'est beaucoup intéressé aux peuples d'Europe centrale, où il a effectué de nombreux voyages, en particulier en Croatie. En 1908, il fait la connaissance de Frano Supilo et de Josip Smodlaka, futurs membres du Comité yougoslave. Pendant la Première Guerre mondiale, il soutient très activement le Comité yougoslave à Londres.]] édité en deux volumes[[*R.W. Seton-Watson I Jugoslaveni, Korespondencija 1906-1941*, Zagreb-London, Sveucilište u Zagrebu-Institut za hrvatsku povijest-Britanska akademija, 1976.]]. J'ai également étudié le très volumineux ouvrage *Jugoslavenski odbor*[[PAULOVA (Milada), *Jugoslavenski odbor* [Le Comité yougoslave], Zagreb, Prosvjetna nakladna zadruga, 1925.]] de l'historienne tchèque Milada Paulova, qui m'a fourni un cadre chronologique et thématique des différentes activités du Comité yougoslave, tant en Europe (Londres, Paris, Saint-Petersbourg) qu'en Amérique du Nord et du Sud (Cleveland, Washington, Valparaiso). Publié en 1925, ce livre est considéré par certains historiens comme une «apologie» de Trumbic tant l'auteur s'est basé sur les archives personnelles du président du Comité yougoslave. Mais il s'agit là en même temps de son principal intérêt. Paulova, amie de Trumbic, a eu cette chance d'avoir accès «à chaud» à

quantité de documents privés et nous les restitue en les interprétant brillamment. Il demeure jusqu'à ce jour le livre le plus exhaustif jamais publié sur le Comité yougoslave.

Enfin, j'ai étudié les documents publiés par le Comité yougoslave, qui a lancé à Londres, en 1915, une collection intitulée *The Southern Slav Library*, imprimant quantité de brochures et de cartes ethnographiques à des fins de propagande. J'ai également dépouillé le *Bulletin yougoslave*, la revue du Comité, publiée de 1915 à 1918 à Paris et à Londres, en français et en anglais. L'ensemble de ces sources m'a permis de mieux comprendre les positions du Comité yougoslave et de saisir l'étendue de ses activités.

### **L'action du Comité yougoslave et ses limites**

L'étude de ces sources écrites variées et parfois contradictoires m'a permis, je l'espère, de tirer quelques conclusions intéressantes sur le Comité yougoslave. Tout d'abord, l'histoire de cette organisation est jalonnée de succès, mais elle est aussi marquée par un échec fondamental: les émigrés yougoslaves n'ont pas réussi à créer l'État des peuples égaux qu'ils souhaitaient. Pourquoi? Le Comité n'a pas réussi à transcender ses limites: une organisation émigrée; sa vulnérabilité face aux initiatives serbes; l'incompatibilité de ses demandes territoriales avec les aspirations italiennes; sa composition, presque exclusivement croate (dalmate).

Malgré ses amis «yougoslavophiles» au Royaume-Uni (par exemple l'historien Seton-Watson ou Wichkam Steed, journaliste au *Times* de Londres) dont le soutien actif tranche singulièrement avec l'attitude générale des Français, nettement plus favorables à la cause serbe; malgré le soutien des organisations slaves du Sud en Amérique du Nord et la présence d'hommes politiques de renom dans ses rangs, le Comité yougoslave est demeuré une organisation émigrée, sans la reconnaissance d'aucune puissance étrangère et jamais officiellement mandatée par ceux qu'elle disait représenter. Au début de la guerre, cela n'avait pas d'importance. Il pouvait aisément conduire sa propagande en tant que groupe d'intérêts privés. Plus tard, en revanche, son seul espoir d'influer sur la forme que prendrait l'État yougoslave passait par sa reconnaissance par les grandes puissances. Idéalement, il lui fallait être le représentant d'un peuple allié. Or ses compatriotes slovènes et croates, qui combattaient en grande partie dans les unités autrichiennes, n'étaient pas nécessairement perçus comme des alliés. Enfin, pour obtenir cette reconnaissance, il lui fallait l'aval d'au

moins deux des Alliés qui convoitaient eux aussi les terres slaves du Sud de l'Adriatique, l'Italie et la Serbie.

Si la création d'un État yougoslave constitue, dès le mois de novembre 1914, l'un des buts de guerre de la Serbie, le gouvernement du Royaume a, semble-t-il, tout mis en œuvre pour empêcher la reconnaissance du Comité yougoslave. La Serbie espérait être le pays libérateur des Slaves du Sud et ne voulait d'aucun partenaire politique. Enfin, la reconnaissance du Comité yougoslave par les Alliés, qui a failli se produire dans les derniers mois de la guerre, aurait pu compromettre les projets grand-serbes de Nikola Pašić. Les relations entre le Comité yougoslave et le gouvernement ont donc été tendues, tout au mieux cordiales, pendant la durée du conflit mondial. En dépit de ces difficultés, les membres du Comité yougoslave ont toujours cherché à collaborer avec les autorités serbes car leur soutien, si mince soit-il, leur était indispensable face à leurs interlocuteurs alliés.

Ainsi, le yougoslavisme des Croates du Comité, qui s'inscrit clairement dans la tradition de l'idée yougoslave que nous avons évoquée plus haut, s'est manifestement heurté au grand-serbisme (ou «yougoslavisme serbe»). L'étude des sources montre quantité d'exemples de l'intolérance des hommes politiques serbes vis-à-vis de toute idée authentiquement yougoslave. Cela va jusqu'au nom du Comité yougoslave, que Pašić voulait nommer «Comité croate». Lorsque Meštrović fait publier l'affiche de son exposition à Londres (1915), le chargé d'affaires serbe Bošković lui ordonne de remplacer la mention «artiste yougoslave» par «artiste serbe». Il ne s'agit pas seulement de simples querelles terminologiques, mais de problèmes de fond.

Aujourd'hui, certains historiens croates n'hésitent pas à rendre le Comité yougoslave responsable de l'union «gâchée» des Slaves du Sud (décembre 1918) et du douloureux rattachement des pays croates au Royaume de Serbie. Toutefois, la situation en Croatie dans les derniers mois de la guerre était à ce point difficile (désertions, mutineries, famine et surtout avancée des troupes d'occupation de l'armée serbe) que les régions n'avaient d'autre choix que de proclamer leur union avec la Serbie. Ainsi, l'union yougoslave a été grandement précipitée et a été réalisée sans véritable consultation populaire.

En dépit de ses limites, le Comité yougoslave a incontestablement joué un rôle-clé dans la création du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Toutefois, une fois l'union réalisée, ses

propres membres, comme la majorité des hommes politiques croates, sont venus gonfler les rangs des «décus» du nouveau yougoslavisme. En avril 1919, au moment de la dissolution du Comité yougoslave, Franko Potocnjak, ancien représentant de l'organisation à Odessa, disait craindre que «le Royaume soit dominé par les Serbes et que le yougoslavisme soit mort»[[POTOCNJAK (Franko), *Iz emigracije* [De l'émigration], Zagreb, U komisiji knjižare Mirka Breyera, 1919, p.7.]].

Emmanuel Perrin, p. 27-38

→ La construction de l'imaginaire national mexicain à travers les fresques de Diego Rivera au ministère de l'Education (1923-1929)

Emmanuel Perrin

La nation appartient au domaine de l'imaginaire. Elle est un «artefact culturel»[[ANDERSON (Benedict), *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, traduit de l'anglais par Pierre-Emmanuel Dauzat, Paris, La Découverte, 1996, 212p.]], qui permet de penser l'unité de la communauté nationale, c'est-à-dire l'unité d'une population sur un territoire donné. La nation, qui se donne comme une réalité immuable est le fruit d'une création culturelle que l'on peut étudier[[THIESSE (Anne-Marie), *La création des identités nationales: Europe XVIIIe-XXesiècle*, Paris, Seuil, L'Univers historique, 1999, 309p.]]. L'imaginaire national désigne cette construction culturelle qui permet de penser et de se représenter la nation. Le Mexique post-révolutionnaire se caractérise par l'élaboration d'une nouvelle conception de la nation: la Révolution (1910-1920) marque l'échec du projet libéral de construction de la nation

En effet, les Indiens ont été exclus de la communauté nationale pendant la période libérale et présentent un défi à l'intégration, car ils n'ont pas conscience d'appartenir à la nation mexicaine. Les intellectuels au service du régime post-révolutionnaire affrontent ce problème et forgent le projet d'intégrer l'Indien à la nation. Pour reprendre l'expression de Monica Quijada, la nation est «reformulée»[[QUIJADA (Monica), «La nacion reformulada: Mexico, Peru, Argentina (1900-1930)», in ANNINO (A.), CASTRO LEIVA (L.), GUERRA (F.-X.), *De los imperios a las naciones*, Zaragoza, Ibercaja, 1994, p.567-590.]] en des termes patriotiques et intégrateurs. Car les Indiens constituent le socle autochtone pour la construction de la nation entendue dans les termes de Renan, comme «une âme, un principe spirituel» constitué par «la possession en commun d'un riche legs de souvenirs» et par «le consentement actuel, le désir de vivre ensemble, la volonté de faire valoir l'héritage qu'on a reçu indivis»[[RENAN (Ernest), *Qu'est-ce qu'une nation*, Paris, Pocket, 1992, p.54.]]. L'indigène devient le cœur de la nation. Le problème national n'est plus envisagé en des termes politiques et abstraits, mais en des termes culturels.

Les fresques de Diego Rivera au ministère de l'Éducation sont un témoin de cette mutation de l'idée nationale. Elles inaugurent une nouvelle façon de représenter le Mexique. Tout d'abord, elles sont un témoin de l'intégration de l'Indien. Ensuite, elles sont une des premières œuvres du muralisme naissant qui fait aujourd'hui partie intégrante du patrimoine national du pays: le muralisme constitue de nos jours une «imagerie nationale», un réservoir d'images pour se représenter la nation, diffusées à l'échelle du pays mais aussi à l'étranger. Il s'agit ici d'étudier cette construction culturelle et une de ses représentations iconographiques.

### **Le parcours de Diego Rivera**

Rivera (1886-1957) est tributaire dans une certaine mesure de sa formation. Par un long voyage en Europe, il s'est détaché de la peinture officielle du régime précédent. D'abord élève de l'Académie de San Carlos à Mexico, sous l'influence de l'académisme européen, il part en Europe à partir de 1907. Il fait alors partie du mouvement cubiste, puis s'intéresse à Cézanne. Le nouveau ministre de l'Éducation, José Vasconcelos, élabore dès son arrivée aux affaires en 1920 un programme de promotion des arts. En 1921 il permet à Rivera, alors à court de liquidités, de partir en Italie, où l'artiste étudie les fresques de la Renaissance italienne; il lui paie également son voyage de retour et l'engage pour peindre sa première œuvre murale dans un amphithéâtre de l'École nationale préparatoire, *La Création*, fortement influencée par ailleurs par les travaux de Puvis de Chavanne à la Sorbonne et au Panthéon, et dont le sujet est la création d'un homme nouveau, le métis. Jugeant que l'artiste ne connaît pas suffisamment le patrimoine folklorique du pays, il l'emmène dans le Yucatán début décembre 1921 au cours d'une visite officielle[[*Boletín de la SEP*, t.I, n°1, p.583-605.]], puis l'envoie dans l'isthme de Tehuantepec pendant trois mois entre décembre 1921 et mars 1922. Ces deux régions sont alors considérées comme les plus «indiennes» du Mexique. L'artiste y prend contact avec le passé précolombien du pays et avec le folklore indigène. Puis en mars 1923, il commence son travail au ministère de l'Éducation.

La production de ses fresques s'étale sur près de six ans, de mars 1923 à février 1929, entrecoupée par de multiples épisodes. Diego Rivera décore en parallèle un hymne à la terre dans la chapelle de la nouvelle École nationale d'agriculture à Chapingo, à une quarantaine de kilomètres de Mexico, où se trouve le ministère. Par ailleurs, des périodes de troubles politiques ou de conflits avec les hommes qui gouvernent le pays interrompent la production. Enfin, le voyage de Diego Rivera en URSS, d'août 1927 à juin 1928 retarde l'achèvement des fresques. Les seuls éléments dont on dispose pour dater les différents panneaux sont les articles de journaux qui font référence aux fresques. On peut globalement distinguer deux

phases dont la date charnière serait la démission de Vasconcelos de son poste de ministre en juillet 1924. Pendant la première période Rivera peint les travaux et les peines du peuple mexicain (l'artisanat mais aussi l'exploitation des travailleurs agricoles et des mineurs par la minorité créole), des allégories du Mexique (l'incarnation de la beauté indienne à travers la femme de l'isthme de Tehuantepec, la confraternité dans la douleur du péon et du mineur), et des allégories de la révolution. Les décorations de la seconde période voient la systématisation de certaines figures, notamment celles de l'ouvrier et du paysan dans de grands ensembles représentant les foules des fêtes folkloriques ou des rassemblements révolutionnaires. En effet, Diego Rivera est très proche du Parti communiste mexicain dont il est membre par intermittence. Une lecture politique des décorations est toujours possible et encouragée par Rivera dont la signature au bas des panneaux est agrémentée d'une faucille et d'un marteau.

Rivera forme petit à petit une théorie qui lie indissolublement art et politique. Dans un premier temps, cette réflexion est menée dans le cadre du Syndicat des ouvriers techniques, peintres et sculpteurs, créé fin 1922 par les artistes que José Vasconcelos a engagés (D.A. Siqueiros et J.C. Orozco en font partie, entre autres). Selon le manifeste du syndicat:

«les créateurs de beauté doivent s'efforcer à ce que leur travail présente clairement à travers une propagande idéologique le bien du peuple, assignant à l'art, qui est actuellement une manifestation de masturbation individualiste, une finalité de beauté accessible à tous, d'éducation et de lutte»[[«El Manifiesto del sindicato de obreros técnicos, pintores y escultores», *El Machete*, n°7, deuxième quinzaine de juin 1924.]].

Cet art accessible au peuple doit être un art monumental dont le lieu ne peut être que les édifices publics, à l'image du ministère de l'Éducation. Ainsi, celui-ci «étant, plus que tout autre édifice public, l'édifice du peuple, le thème de sa décoration ne pouvait être autre que la vie de ce même peuple»[[RIVERA (Diego), «Los primeros murales. Los patios de la Secretaría de Educación Pública», *El Arquitecto*, série II, n°1, septembre 1925, p.19-20.]]. La fresque est l'incarnation de cet art à vocation didactique et politique:

«Par ses principaux attributs de caractère esthétique, elle est le meilleur moyen d'expression picturale de la collectivité. [...] Elle est à la hauteur de sa fonction, celle d'enseigner aux



masses à s'organiser»[[RIVERA (Diego), «Das Werk des Mahlers Diego Rivera», *Neuer Deutscher Verlag*, Berlin, 1928.]].

**Le ministère de l'Éducation, un «édifice symbole»**[[VASCONCELOS (José), «Informe del licenciado Vasconcelos en el acto de inauguración», *Boletín de la SEP*, t.I, n°2, p.5-9.]]

Le ministère est construit entre 1920 et 1921 dans un style néo-colonial en plein centre de la ville, à quelques encablures de l'ancienne place d'armes, du palais présidentiel et de la cathédrale. Il est édifié sur les ruines d'un ancien couvent, utilisé comme école de droit et école élémentaire après la sécularisation des biens du clergé dans la seconde moitié du XIXesiècle, puis détruit par un tremblement de terre en 1910. Il se situe non loin du *Templo Mayor*, découvert en 1913 par Manuel Gamio. Des fouilles ont encore lieu dans le centre ville autour de l'édifice, dont la signification symbolique évolue. Les dernières découvertes, consécutives au tremblement de terre de 1985 et à la réhabilitation de l'édifice, renouent le fil ininterrompu des âges entre l'époque actuelle et le Mexique ancien: le site même du ministère aurait été le lieu de formation de l'élite aztèque de l'ancienne Tenochtitlan. Dans la géographie symbolique de Mexico, l'édifice est en lui-même le lieu de projection d'une histoire idéale, fantasmée, imaginaire.

José Vasconcelos est le maître d'œuvre de la nouvelle culture nationale, qui apparaît au lendemain de la Révolution. Elle se caractérise par un rejet de la culture positiviste de la fin du XIXesiècle. Vasconcelos crée lui même le ministère de l'Éducation, avec une double mission: alphabétiser et hispaniser la population, et développer un art national en sauvant le folklore populaire. Dans la perspective de la reconstruction nationale après la période révolutionnaire, le ministre est à la fois le créateur d'une nouvelle institution, mais aussi un bâtisseur d'édifices publics et d'écoles. La nouvelle culture nationale doit être syncrétique. Dans sa réaction au positivisme, il élabore un nationalisme spiritualiste. Selon lui, le Mexique est le lieu de la régénération de la civilisation universelle: «Nous avons la conviction [...] que dans notre patrie existent les germes d'une civilisation qui doit remplacer l'ancienne, qui doit prendre sa place, qui doit la dépasser»[[VASCONCELOS (José), Conférence prononcée dans le salon de l'Académie brésilienne des Lettres, le 28 août 1922, *Boletín de la SEP*, t.I, n°3, janvier 1923, p.511-532.]]. L'esprit indigène doit revitaliser l'héritage de la culture occidentale, en décadence. Le Mexique doit être le creuset d'une nouvelle civilisation, au carrefour entre l'Inde de Bouddha, la Grèce de Platon, l'Espagne de Las Casas et le Mexique de Quetzalcoatl. Ces quatre figures tutélaires sont sculptées par Manuel Centurion dans d'immenses bas-relief aux quatre coins de la cour dont Rivera peint les corridors. Le discours d'inauguration du ministre, le 9 juillet 1921, est clos par cette injonction évocatrice: «que la

lumière de ces murs radieux soit comme l'aurore d'un Nouveau Mexique, d'un Mexique resplendissant»[[VASCONCELOS (José), «Informe...», *op.cit.*]].

Le ministre commande à Rivera une représentation du Mexique sur les murs du ministère car le siège du ministère doit incarner le Mexique. Le peintre doit s'adapter à l'architecture de l'édifice, qui s'organise autour de deux cours et de trois niveaux: il peint les 1500m<sup>2</sup> de murs des corridors qui permettent la circulation entre les différents bureaux du bâtiment administratif. Rivera est influencé dans une certaine mesure par la pensée esthétique de son commanditaire. Dans ses peintures en «grisaille», il représente lui aussi les personnages et abstractions des bas-reliefs: Bouddha, Apollon, mais aussi les arts (la Musique, l'Architecture, la Sculpture, la Peinture) qui doivent régénérer le Mexique. Cependant, après la démission de José Vasconcelos en juillet 1924, Rivera n'est plus tenu de respecter les idées esthétiques de son commanditaire, et sa peinture évolue vers une peinture moins abstraite et plus sociale, conforme à ses propres engagements ainsi qu'aux orientations du président Calles, dont l'élection a provoqué le départ de son premier mécène.

## **La redécouverte de l'Indien**

Vasconcelos a donné aux artistes, et plus particulièrement à Diego Rivera, non seulement les moyens de se former mais aussi des murs à peindre. Cependant, son influence est limitée à la représentation d'abstractions qui lui sont chères. Manuel Gamio est quant à lui un personnage beaucoup plus influent dans la création de la nouvelle rhétorique nationale.

Manuel Gamio est à la fois anthropologue et archéologue. Formé par l'anthropologue américain Franz Boas, il récuse le présupposé racialisé alors en vigueur pour s'intéresser à la culture. Il s'agit de rompre avec une classification qui prévalait à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et qui démontrait l'infériorité de l'Indien. Par ses fouilles archéologiques, Gamio montre que l'indigène est le dépositaire d'une grande civilisation (en témoignent les pyramides de Teotihuacan qu'il met alors à jour), et par ses recherches anthropologiques, qu'il a une culture propre qui s'exprime dans son folklore. Dans son livre manifeste *Forjando Patria* (1916), il lance un mot d'ordre révolutionnaire:

«pour incorporer l'Indien ne prétendons pas «l'européaniser» d'un coup; au contraire, «indianisons-nous» un peu, pour lui présenter, diluée avec la sienne, notre civilisation, qu'alors il ne trouvera plus exotique, cruelle, amère et incompréhensible»[[GAMIO (Manuel), *Forjando Patria*, Tercera edición, Mexico, Editorial Porrúa, 1982, p.96.]].

Gamio s'adresse alors aux élites qui tentent de répondre au problème de l'inachèvement de l'unité nationale et de la difficile modernisation du pays. Il trouve une grande audience parmi les intellectuels qui mènent la reconstruction du régime. Vice-ministre de l'Éducation jusqu'en juin 1925, il est aussi à la tête de nombreux organismes d'État.

Gamio influence également les artistes et tout particulièrement Rivera. Toute une partie de la démonstration de Gamio pour réhabiliter l'indigène se fonde sur la statuaire précolombienne dont il montre la valeur artistique. À la suite de Gamio, Rivera s'intéresse à l'art précolombien, et s'en sert comme modèle dans ses fresques. D'abord dans sa représentation d'une déesse, Xochipilli, puis de manière détournée: il représente une paysanne indienne contemporaine dans la posture caractéristique de la déesse du maïs Xilonen. Le second mouvement de cette réhabilitation de l'Indien est l'intérêt porté à ses coutumes et à son folklore: les scènes folkloriques représentant les fêtes et les traditions indiennes prédominent au rez-de-chaussée de la seconde cour (10 panneaux sur 20). Rivera y représente les danses folkloriques, les différentes fêtes de la Toussaint, les fêtes paysannes après la récolte etc.

Mais surtout, à la suite de Gamio, Rivera est un des acteurs de la construction du folklore national mexicain dont les arts populaires font partie intégrante. Il réhabilite un certain nombre de formes artistiques populaires: la peinture des *pulquerías*, la tradition des ex-voto, la gravure de Posada. Il affirme que le peuple mexicain est un «créateur de beauté»[[RIVERA (Diego), «La exposición de la escuela nacional de bellas artes», *Azulejos*, octobre 1921.]]. Cependant, le statut de l'art populaire demeure confus: «ce qui reste au Mexique d'authentique et que l'on a appelé art populaire n'est que la manifestation de la survivance du génie originel à travers la couche lourde et épaisse des rebuts européens et nord-américains»[[*Ibid.*]]. Autrement dit, Rivera semble faire abstraction des processus de métissage pour ne voir dans l'Indien contemporain et dans ses productions qu'un héritier des civilisations précolombiennes.

Prenant pour sujet de sa peinture l'indigène et s'inspirant des arts et artisanats populaires, Diego Rivera fait donc doublement «œuvre nationale». Il permet d'attacher à l'Indien des valeurs positives, qui enracinent la nation dans le sol. De même, à travers les polémiques qui naissent de l'apparition dans la sphère artistique de la représentation de l'Indien et des arts populaires comme source d'inspiration légitime, Rivera «indianise» les élites. Selon un commentateur de l'époque, grâce à ces décorations murales, «le Mexique a commencé sa mexicanisation»[[PELICER (Carlos), «El pintor Diego Rivera», *Azulejos*, t.2, n°2, décembre 1923.]].

### Une imagerie marxiste?

Déterminer la part de la «veine communiste» est le problème le plus épineux que pose l'œuvre de Rivera, et plus globalement celle des muralistes qui ont forgé l'imagerie nationale mexicaine. Après avoir mis en scène les souffrances du peuple mexicain, bien souvent sur le mode christique (mineurs portant des bois de mine tel le Christ sa croix, etc.), Rivera représente la future révolution prolétarienne dans un ensemble, *Le Corrido de la Révolution*, qui constitue un cinquième de son œuvre au ministère de l'Éducation. Il est peint entre 1927 et 1929, et clôt le cycle tant chronologiquement que dans la déambulation du spectateur dans l'édifice.

Il lui permet de mettre en scène l'union du peuple mexicain, autour de deux personnages centraux: le paysan (ou péon, c'est-à-dire le travailleur agricole des haciendas) et l'ouvrier. Ils sont les deux personnages récurrents et centraux des fresques, apparaissant respectivement dans un tiers et dans la moitié des panneaux. Ils sont liés à des personnages historiques: les ouvriers aux artistes et aux intellectuels du Parti communiste mexicain représentés dans le dernier panneau, *Dans l'arsenal* (postérieur au voyage en URSS), et les paysans aux figures, récurrentes dans l'ensemble des fresques, d'Emiliano Zapata, d'Otilio Montano et de Felipe Carrillo Puerto, tous trois morts pendant la révolution. Ainsi, Rivera dresse un panthéon de héros de la Révolution, et laisse entendre que le parti communiste mexicain poursuit cet héritage en organisant la future révolution. Dans cette perspective, les fresques sont censées montrer la voie à suivre- l'union du prolétariat- pour réaliser la révolution.

Le personnage récurrent du péon (959péons sur 1896personnages comptabilisés) est sans doute le plus significatif. Il porte à la fois les valeurs de l'Indien (il incarne le folklore

populaire, il représente l'héritage précolombien) et les espoirs du prolétariat aux côtés de l'ouvrier. Il permet la synthèse entre l'indigénisme (recherche des origines) et le marxisme (définition d'un avenir) qui fondent la nation dans un passé et définissent un projet. Aussi le marxisme peut-il être considéré comme un des éléments parmi d'autres de l'inspiration de l'artiste.

Par opposition à ces figures positives, Rivera peint la légende noire du Porfiriat et se livre à une intense satire sociale. Les péons sont exploités par les contremaîtres et *hacendados* blancs. D'autre part, les représentations caricaturales du capitaliste américain, du bourgeois, du clergé et des hommes politiques corrompus, ainsi que des intellectuels sous influence de la culture étrangère sont le pendant de l'évocation positive de l'ouvrier et du paysan véritablement mexicains, dont les racines sont ancrées dans les traditions multiséculaires. Là encore, cette satire sociale doit être rattachée à l'anarcho-syndicalisme bien plus qu'à l'influence du Parti communiste mexicain.

La représentation du Mexique est enfin résolument tournée vers l'avenir. Rivera fait certes une large place à la profondeur historique de l'indigène qui apparaît pour la première fois comme sujet et objet d'art, mais il fait la part belle aux thèmes du progrès technique à travers la figure de l'ingénieur et de la machine, avec la représentation du train, de l'avion et du tracteur. Ainsi, la peinture de Rivera est traversée par de nombreux mythes: le mythe de la révolution, le mythe de la société nouvelle, prospère grâce au progrès technique, et le mythe de l'homme nouveau, dont le Mexicain est une des expressions, produit de «la fraîcheur pure des instincts primitifs et de l'intelligence civilisée»[[RIVERA (Diego), «Du carnet de notes d'un peintre mexicain», *Arts*, vol.7, n°1, New York, janvier 1925.]].

Par son travail de revalorisation de l'Indien, Rivera construit donc un nouvel imaginaire national. L'indigène porte les valeurs ancestrales, autochtones, mais aussi un projet régénérateur, par rapport à l'oppression et à la décadence bourgeoises et créoles. L'indigène obtient droit de cité dans l'art officiel. Par son art syncrétique et didactique, qui intègre les arts populaires mexicains à la tradition occidentale dont il est un produit (quoi qu'il en dise), Rivera parvient à créer une expression artistique dans laquelle tous les éléments de la société mexicaine peuvent se reconnaître. Encore faudrait-il étendre le corpus iconographique à d'autres œuvres du même artiste pour en percevoir les évolutions, ainsi qu'aux œuvres des autres muralistes pour avoir une vision plus nuancée de ce nouvel imaginaire national. Cependant, il est indiscutable que ce nouveau langage pictural national a été voué à une grande fortune. Proches du public parisien, les murs transportés à la Villette pour l'exposition «Indiens: ChiapasMexicoCalifornie» (tenue jusqu'au 17 novembre 2002) montrent que ce même langage est utilisé par les minorités pour revendiquer une place dans la

nation mexicaine, en l'occurrence les partisans du nouvel indigénisme et du néo-zapatisme de l'EZLN dont la figure la plus médiatisée est celle du commandant Marcos.

Ludivine Gilli, p. 39-51

→ [L'activisme étudiant à l'université Brandeis dans les années soixante](#)

Ludivine Gilli

Si l'université Brandeis n'est pas l'université la plus célèbre aux États-Unis, elle est au moins l'une des plus originales. Combinant jeunesse, petite taille et excellence académique, elle se distingue aussi par l'activisme incessant de ses étudiants et professeurs et par son identité religieuse particulière. L'université Brandeis est en effet la première université multiconfessionnelle à financement juif aux États-Unis.

Implantée à Waltham, dans le Massachusetts, elle est depuis 1948 un foyer de contestation permanent. De la critique du maccarthysme aux protestations contre la guerre en Afghanistan, les Brandeisiens ont toujours été prompts à critiquer la politique étrangère, économique ou sociale de leur gouvernement.

Au cours des années soixante, cette tradition jeune mais solide est renforcée. Il est vrai que le contexte s'y prête. La guerre du Viêt-nam, les droits civiques, la persistance de la pauvreté dans une société prospère, sont autant de raisons avancées par les étudiants pour exprimer leur mécontentement. Et tandis que les manifestations se multiplient aux quatre coins du pays, les Brandeisiens lancent de nombreuses initiatives. Leur rôle dans le mouvement contestataire étudiant est essentiel tout au long des années soixante. Il se manifeste sur de multiples sujets, à l'échelle locale comme à l'échelle nationale.

Comment s'explique et se manifeste l'activisme des Brandeisiens au cours des années soixante? Tout d'abord, quand la tradition contestataire du campus de Waltham émerge-t-elle? Ensuite, dans quelle mesure les racines juives de l'université et l'engagement des professeurs sont-ils responsables de la vigueur de l'activisme brandeisien? Enfin, de quelle manière les Brandeisiens expriment-ils leur mécontentement et leurs revendications au cours des *Sixties*?

## Histoire d'une université engagée

L'ouverture de l'université Brandeis, le 7 octobre 1948, est la concrétisation d'une idée longtemps véhiculée au sein de la communauté juive américaine. Depuis plusieurs décennies en effet, certaines personnalités juives américaines espèrent créer une université juive, au sein de laquelle les étudiants pourraient non seulement suivre un enseignement classique, mais aussi étudier les valeurs et principes prônés par leur religion. En vain. C'est à force de persévérance que ce projet maintes fois reporté est finalement mené à son terme.

En 1946, l'université Middlesex, implantée à Waltham, est au bord de la faillite. Son président, C. Ruggles Smith, est alors mis en relation avec un comité de Juifs de New York qui recherchent un campus afin d'établir une université juive. Un compromis est rapidement trouvé, et l'université Middlesex change officiellement de mains le 7 février 1946. Peu après, les nouveaux *trustees* [[Membres du conseil d'administration de l'université, en général les plus importants contributeurs au budget.]] décident de donner à l'université le nom de Louis Dembitz Brandeis. Célèbre pour être devenu le premier Juif membre de la Cour suprême, «l'avocat du peuple» s'était également forgé une réputation de défenseur des causes sociales avant la Première Guerre mondiale. De plus, il avait embrassé la cause sioniste avec ferveur vers la fin de sa vie. Restent à trouver les crédits pour financer la restauration du campus et fournir à l'université le budget nécessaire à son fonctionnement. Une collecte de fonds règle ce problème. Puis au mois de mai 1948, l'université Brandeis se dote enfin d'un président, en la personne d'Abram Sachar. Ce dernier s'occupe de recruter les premiers enseignants, ces 14 professeurs aventureux qui font leur rentrée à Waltham le 7 octobre 1948, aux côtés de 107 *freshmen* [[Étudiants de première année.]].

Tandis que les anciens bâtiments sont restaurés et que de nouveaux apparaissent, les structures académiques de la jeune université se précisent également, dans une atmosphère survoltée. Enthousiasme et optimisme sont les maîtres mots des enseignants et étudiants pionniers. Toutes les initiatives sont les bienvenues, et les projets les plus impensables deviennent soudain réalisables. Jack Goldstein, professeur de sciences physiques, décrit ainsi l'état d'esprit qui règne alors sur le campus:

“we were young and ambitious, and had not yet come to realize that somewhere, beyond whatever horizon we could see, there might be limits. For us, there seemed to be

none”[[«Nous étions jeunes et ambitieux, et n'avions pas encore réalisé que quelque part, au-delà de notre horizon, des limites existaient. Pour nous, il ne semblait y en avoir aucune», cité dans GOLDSTEIN (Jack), “Early Days of Brandeis: there was a time when it was possible to ask for too little money”, *Brandeis Review*, 50th Anniversary Issue - Fall 1998 / Winter 1999, p.31.]].

Comme lui, la plupart des Brandeisiens se sentent investis d'une mission très particulière. Étudiants et professeurs savent bien que le destin de la première université américaine à financement juif dépend de leurs résultats. Et ces étudiants qu'Abram Sachar surnomme des “kooks with a passion for adventure”[[Des «dingues attirés par l'aventure»: voir SACHAR (Abram), *Brandeis University: A Host at Last*, Londres, Brandeis University Press, 1995, p.37.]] ne se contentent pas d'étudier à Brandeis. Selon lui, ils contribuent à façonner l'identité brandeisienne en exprimant leur souci pour les personnes défavorisées[[“Helped give Brandeis its image of intellectual vitality and passionate concern for the underprivileged and disinherited”: *ibidem*, p.v.]]. C'est le début d'une tradition qui se développe au fil des ans.

Dès les années cinquante, les étudiants expriment sans ambages leur point de vue en matière de politique intérieure et extérieure. L'*alumnus* Charles Giuliano explique ainsi:

“During my time at the Waltham, Massachusetts campus, Brandeis was the most radical academic environment in America”[[«Lorsque j'étudiais à Waltham, dans le Massachusetts, Brandeis était l'université la plus contestataire aux États-Unis»: voir GILLI (Ludivine), «L'activisme étudiant à l'université Brandeis dans les années soixante», mémoire de maîtrise, ParisI, 2002, p.16.]].

À cette époque, c'est surtout la question des droits civiques qui suscite les protestations des Brandeisiens. Le sujet n'est alors que peu débattu dans le pays, mais à Brandeis, un comité de la NAACP (*National Association for the Advancement of Colored People*) est créé dès 1952 pour mieux agir en faveur des droits des Noirs. Ils créent également des groupes d'études sur la discrimination, rédigent de multiples articles sur le sujet, organisent des conférences avec des personnalités aussi célèbres que Martin Luther King ou Ralph Abernathy[[Ralph Abernathy est l'un des leaders du mouvement des droits civiques. Il aida Martin Luther King à organiser le boycott des bus de Montgomery en 1955. Membre de la SCLC (*Southern Christian Leadership Conference*), il en devint le président à la mort de Martin Luther King,



et le resta jusqu'en 1977.]]. Les Brandeisiens participent aussi à des opérations de *testing* dans la banlieue de Boston pour mettre en évidence la discrimination pratiquée à l'encontre des Noirs. Ils lancent un programme d'action sociale reconduit d'année en année, qui s'adresse à la communauté noire: aide à la réfection et la réhabilitation de logements, amélioration des infrastructures des quartiers défavorisés... Et ce n'est pas une poignée de Brandeisiens qui s'implique dans ces actions: en 1953, leur comité de la NAACP compte 121 membres, soit 15% des étudiants (ils sont alors 800).

Au début des années cinquante, les Brandeisiens protestent également contre le maccarthysme. Ils écrivent de nombreux articles dans leur journal étudiant indépendant *The Justice*, et organisent par exemple une manifestation de soutien à Dirk Stuick, lorsque ce professeur du MIT est renvoyé de son poste pour raison politique. Lorsque éclate l'affaire Rosenberg, ils envoient une lettre de protestation au président Dwight Eisenhower. Dans tous les cas, leur credo est la défense de l'*academic freedom*[[L'expression pourrait être traduite par «liberté de l'enseignement», mais elle recoupe la notion plus large de liberté d'opinion et d'expression au sein de l'université.]], qui est l'un des arguments de leur opposition à la guerre de Corée: selon certains Brandeisiens, les États-Unis devraient en effet défendre les libertés chez eux avant de prétendre les promouvoir en Corée.

Tout au long des années cinquante, les Brandeisiens affirment ainsi leur promptitude à contester les politiques menées aussi bien par leur gouvernement que dans des pays étrangers. Les protestations exprimées contre le traitement des Noirs, le maccarthysme ou la guerre de Corée sont en effet accompagnées par un soutien aux étudiants contestataires hongrois, ou encore une condamnation ferme de la politique d'apartheid en Afrique du Sud. Comment expliquer la force de l'activisme à l'université Brandeis?

### **À la source de l'activisme brandeisien**

Lorsque les *trustees* se réunirent pour trouver un nom à l'université à naître, en 1947, l'engagement constant de Louis D.Brandeis en faveur des plus démunis fut l'un des facteurs déterminants dans leur choix. Né aux États-Unis, il était issu d'une famille d'immigrants juifs ayant fui Prague en 1848. Après de brillantes études à Harvard, il ouvrit son propre cabinet à Boston, et commença à s'investir dans la défense des intérêts des plus pauvres. Il travailla notamment sur des affaires d'intérêt général et développa une conception nouvelle de la

justice. Il partait du principe que la loi devait promouvoir la justice sociale, même s'il n'existait pas de précédent juridique. Ce type d'argument plus sociologique et idéaliste que strictement juridique devint célèbre sous le nom de *Brandeis Brief* et révolutionna véritablement la pratique du droit. Nommé juge à la Cour suprême par le président Woodrow Wilson en 1916, il y poursuivit son action progressiste jusqu'en 1939. Ce profil n'est pas étranger à la décision des *trustees*. En donnant le nom de Brandeis à la première université américaine à financement juif, ces derniers ne rendaient pas seulement hommage à un grand Juif américain; ils faisaient de lui l'incarnation des idéaux de cette université à bâtir, des principes mis en avant depuis des siècles par la communauté juive.

L'engagement politique et social du peuple hébraïque est bien connu. Il trouve notamment sa source dans le messianisme juif. L'idée messianique du *Tikkun Olam* est ainsi l'un des fondements de la tradition libérale juive. Dans la vision juive, en effet, la création du monde par Dieu n'a pas été achevée, et les hommes ont le devoir de la poursuivre afin de la mener à son terme. C'est cette mission, dont le but est d'œuvrer pour la rédemption du monde et de préparer la voie au Royaume, que l'on appelle en hébreu *Tikkun Olam*: la «réparation du monde». La foi hébraïque n'appelle donc pas à une attente passive du Messie, mais véhicule plutôt un idéal d'activisme. Au lieu d'attendre que le Messie vienne achever la réparation du monde, les hommes sont invités à unir leurs efforts pour initier eux-mêmes l'âge utopique. Leur engagement doit être orienté vers les hommes. La relation entre Dieu et les fidèles ne se limite donc pas à la foi et au respect des principes hébraïques, mais s'étend à la manière que les croyants ont de traiter leur prochain. L'amour de Dieu est incomplet sans l'amour des autres hommes, et prier n'a aucun sens si un fidèle ne s'emploie pas à rendre le monde meilleur.

Les Juifs américains ne font pas exception à la règle: leur histoire est jalonnée de luttes politiques, sociales, syndicales... Après une immigration principalement sépharade du XVe au XVIIIesiècle, ce sont les Ashkénazes qui prennent le dessus parmi les arrivants juifs aux États-Unis. Au XIXesiècle, les causes de l'émigration vers les États-Unis sont essentiellement économiques et politiques. L'échec de la révolution de 1848, puis les pogroms perpétrés en Russie sont responsables de deux vagues d'immigration distinctes, mais dont les participants ont une caractéristique commune: leur forte politisation. Beaucoup de ceux qui arrivent aux États-Unis autour de 1905 avaient choisi de rester et de s'opposer à l'oppression. Ils ont donc souvent un bagage politique considérable, rarement sans lien avec le *Bund*[[Créé en 1897, dans la capitale lituanienne, le *Yiddish Arbeit Bund* (Union des ouvriers juifs de Pologne, de Lituanie et de Russie) est le premier parti socialiste ouvrier juif. Parti de 3500adhérents à sa naissance, le Bund en revendique 30000 en1910. L'objectif principal du mouvement était de défendre les travailleurs juifs qui subissaient discrimination et exploitation non seulement en tant qu'ouvriers, mais également du fait de leur religion.]]. Plutôt que de fuir, ils avaient participé à la lutte contre les pogroms, joué un rôle clé dans la révolution de 1905, ou organisé des grèves et des syndicats en Europe de l'Est. Ils n'apportent donc pas seulement des théories radicales bien rodées, mais l'expérience pratique pour les mettre en œuvre. Une fois arrivés

aux États-Unis, ces activistes découvrent un terrain favorable à l'expansion de leurs idées au sein de leur communauté et au-delà. La majorité deviennent ouvriers, et ceux qui échappent aux usines et au *sweating system*[[Ce système tire son nom des ateliers et des usines dans lesquels les ouvriers sont exploités, les *sweatshops*.]] ne se préoccupent pas moins du sort de leurs coreligionnaires. Les conditions de vie et de travail des immigrants récents jouent un rôle capital dans le développement du radicalisme syndical et politique juif. C'est ainsi que naît une forte tradition syndicale dans la communauté juive américaine, symbolisée par l'*United Hebrew Trades*[[Syndicat juif unifié.]]. Au cours de leur histoire, les Juifs ont été au premier plan de la lutte pour une société plus juste. Pour les générations successives de Juifs américains, la lutte pour la justice sociale s'est exercée sur plusieurs fronts: syndicalisme, campagnes électorales, manifestations, création de partis politiques radicaux et libéraux... Ce n'est donc pas par hasard que les noms de syndicalistes et d'activistes juifs jalonnent l'histoire contestataire américaine, de Emma Goldman[[Syndicaliste et féministe américaine. Elle est expulsée du territoire des États-Unis en raison de ses activités lors de la «Red Scare» du début des années 1920.]] à Abbie Hoffman[[Activiste étudiant pendant les années soixante, il est l'une des piliers du mouvement contestataire.]] en passant par Betty Friedan[[Auteur de *The Feminine mystique* (La femme mystifiée), B.Friedan est la figure la plus connue du mouvement féministe des années 1960.]], Michael Schwerner[[Militant pour les droits civiques, il est assassiné dans le Mississippi en 1964.]] et Rose Schneiderman[[Syndicaliste.]]. Être juif n'est pas simplement une religion; cela recouvre également une signification historique, culturelle, et politique. Sans doute cet héritage humaniste est-il l'une des explications de la forte propension des Brandeisiens à contester.

Les étudiants de l'université Brandeis ont néanmoins de bons maîtres en matière de contestation. Leurs professeurs, eux-mêmes engagés dans les luttes politiques et sociales de leur temps, les incitent à exprimer leur opinion. Pendant les années soixante, le nombre de professeurs passe de 175 à 380. Beaucoup des premiers professeurs recrutés l'ont été pendant le maccarthysme. L'identité libérale revendiquée par l'université Brandeis a alors attiré de nombreux marxistes. Et même si tous les professeurs ne sont pas marxistes, le clivage se situe entre radicaux et libéraux plus qu'entre républicains et démocrates. La plupart des maîtres à penser des activistes brandeisiens enseignent la sociologie, l'histoire, ou les sciences politiques. Dans certains cas, leur forte personnalité n'est pas étrangère à leur rôle de meneur de la contestation. Herbert Marcuse en est un exemple. C'est à coup de déclarations provocantes et de prises de position fermes qu'il incite les étudiants à réfléchir aux problèmes de leur temps et à exprimer leur opinion. Gordon Fellman est un autre professeur dont le rôle est fondamental dans la contestation des Brandeisiens. Son impact est même plus important que celui de Herbert Marcuse. Dès son arrivée à Brandeis comme professeur assistant de sociologie en 1964, il s'implique fortement dans la contestation. En plus de sa participation à de nombreux débats, conférences et manifestations, il est la cheville ouvrière de l'opposition à la guerre du Viêt-nam. Il propose un soutien constant aux activistes brandeisiens, met lui-même en place un atelier de réflexion sur la contestation non violente. Son objectif est non seulement d'obtenir que les étudiants forment leurs convictions, mais aussi qu'ils agissent ensuite en conséquence. C'est le but visé par beaucoup de professeurs brandeisiens.

Imprégnés d'une culture d'action sociale et de contestation, les Brandeisiens sont donc également poussés à exprimer leurs opinions par l'exemple et l'incitation de leurs professeurs. Dans le contexte très agité des années soixante, leurs actions se multiplient et prennent souvent une ampleur nationale.

### **Les *Sixties*: une décennie très agitée**

Tout au long des *Sixties*, les sujets de contestation ne manquent pas pour les étudiants américains. La particularité des Brandeisiens réside principalement dans la vigueur de leur activisme et dans les innovations qu'ils proposent. C'est ainsi que leurs actions atteignent une résonance nationale à plusieurs occasions.

Le début de la décennie est l'occasion de plusieurs rassemblements et manifestations pour le désarmement, ou contre la politique américaine vis-à-vis de Cuba. Puis, en 1965, sur l'impulsion des étudiants d'origine latino-américaine, les Brandeisiens apportent leur soutien à l'*United Farm Workers Organization Committee*[[Comité d'organisation de l'union des travailleurs agricoles.]], qui se bat pour défendre les travailleurs agricoles californiens.

Néanmoins, le début des *Sixties* est principalement marqué par la lutte en faveur des droits civiques. Les Noirs du Sud du pays se révoltent contre la ségrégation qu'ils subissent et obtiennent le soutien d'étudiants de tout le pays dans leur combat. Poursuivant les actions entreprises au cours des années cinquante, les Brandeisiens passent du stade des conférences à celui des *sit-in*, des boycotts et des manifestations. À Waltham, Boston, ou Washington, ils participent à de nombreux rassemblements et manifestations de 1960 à 1965. Mais ces actions ne les satisfont apparemment pas. Soucieux d'apporter une aide concrète aux Noirs du Sud des États-Unis, ils décident d'organiser un *Fast for Freedom*[[Jeûne pour la liberté.]]. Le principe est simple: les étudiants s'engagent à jeûner le temps d'un repas, et remettent aux organisateurs la somme qu'ils auraient dépensée pour s'alimenter. De la nourriture est ensuite achetée avec l'argent collecté, et acheminée dans le Sud. En mai 1963, ce sont ainsi 600 Brandeisiens qui participent à l'opération sur un total de 1700. L'initiative est reconduite et élargie l'année suivante. Cette fois, près de 1000 Brandeisiens y participent, et 32 universités se joignent à eux. La somme totale récoltée atteint 10000 dollars. La troisième édition du *Fast for*

*Freedom*, soutenue par le président Lyndon Johnson et Martin Luther King, recueille 38000dollars dans plus de 150universités. L'opération se poursuit ainsi de 1963 à 1967, sans s'essouffler. Pour preuve, le sixième et dernier *Fast for Freedom*, organisé en 1967, rassemble encore 110universités. Ainsi, l'idée lancée par les Brandeisiens en 1963 a connu un grand succès dans tout le pays.

Tandis que la question des droits civiques s'estompe au fil des ans, de nombreux problèmes restent en suspens pour la communauté noire. L'accès à l'éducation supérieure en est un. Ce sujet met l'université Brandeis à la une des journaux nationaux lorsqu'en janvier1969, 75étudiants noirs prennent possession de *Ford Hall*, le bâtiment administratif de l'université. Les dix exigences[[Les *Ten demands* exigent principalement la création d'un département d'études africaines, le recrutement de davantage d'étudiants noirs et la création de bourses à leur intention.]] dont ils demandent la satisfaction reçoivent vite l'approbation et le soutien des étudiants blancs de l'université, qui manifestent et se mettent en grève pour les soutenir. Ils procurent également aux occupants de *Ford Hall* un soutien logistique. Le bâtiment est évacué onze jours plus tard. Entre-temps, les contestataires ont reçu des messages de soutien de très nombreuses universités américaines. C'est une action de plus dont l'impact est national.

En dehors des droits civiques, le sujet de contestation majeur des années soixante est bien entendu la guerre du Viêt-nam. Les Brandeisiens commencent leurs actions à la fin 1964. La contestation s'intensifie rapidement, et jusqu'en 1970, le campus est le théâtre de débats acharnés, de rassemblements, de manifestations incessantes contre la guerre ou le recrutement de l'armée au sein de l'université. De nombreuses actions se déroulent aussi ailleurs, principalement à Boston, New York et Washington. Mais en décembre 1968, le campus redevient le centre des préoccupations, lorsque les Brandeisiens offrent leur protection à John Rollins, un déserteur de l'*US Army* qui refuse de partir au Viêt-nam. Ils l'accueillent dans *Mailman Hall* pour une quinzaine de jours, après quoi il finit par se rendre aux autorités. Cette initiative n'est rien toutefois en comparaison de ce qui reste à venir...

Lorsque le président Richard Nixon annonce sa décision d'étendre la guerre au Cambodge, le 30avril 1970, les étudiants américains réagissent en multipliant les manifestations. Le 2mai, une quarantaine de Brandeisiens[[Ils sont réunis à New Haven à l'occasion du procès de Bobby Seale, le leader des *Black Panthers*.]] proposent de lancer une grève nationale. La décision est annoncée le jour même par Tom Hayden. Un centre national de coordination est alors établi à l'université Brandeis: le NSIC[[*National Strike Information Center*.]]. Leur rôle principal est de centraliser les informations sur les actions menées dans toutes les universités et de les communiquer à tous les campus. Le 4mai, la mort de quatre étudiants à Kent State, sous les balles de la garde nationale, provoque une réaction de très grande ampleur dans les

universités américaines. De nouveaux établissements se mettent en grève. La nécessité de coordonner le mouvement s'en trouve renforcée. Les Brandeisiens organisent des conférences de presse très régulièrement et diffusent quotidiennement un bulletin dressant le bilan des actions passées et à venir. À cet effort de coordination s'ajoutent les actions concrètes entreprises par les Brandeisiens eux-mêmes. Les réunions sont nombreuses pour débattre des actions à mener. Ils décident ainsi d'appeler au boycott des compagnies qui participent à l'effort de guerre ou ne la condamnent pas ouvertement. Ils exercent également une pression continue sur leurs élus au Congrès, distribuent des tracts dans les environs du campus, multiplient les manifestations et les rassemblements. Lorsque les vacances d'été débutent, et que les étudiants des autres campus sont rentrés chez eux, une partie des Brandeisiens décide de mettre en place un *Summer Institute*[[Université d'été.]], destiné à la fois à mener une réflexion sur la contestation et à poursuivre les actions concrètes. Ils organisent des actions de soutien aux hommes politiques favorables à la paix, poursuivent leur campagne d'information de l'électorat et leur implication contre le *draft*[[La conscription.]]. Mais à ces actions désormais habituelles s'ajoutent des initiatives à destination de la communauté locale. Ils se proposent en effet comme bénévoles au sein d'un programme d'aide aux jeunes qui ont interrompu leurs études, aux toxicomanes, ainsi qu'aux alcooliques. Une fois de plus, leur volonté de contestation s'accompagne de considérations sociales. Les Brandeisiens poursuivent leurs actions jusqu'au mois d'août. La fin de la grève est finalement votée à la rentrée, mais elle aura duré bien plus longtemps qu'ailleurs.

Au cours des années soixante, l'université Brandeis est le théâtre de nombreuses actions contestataires. À l'instar de beaucoup d'autres étudiants américains, les Brandeisiens vont de rassemblements en manifestations. Le contexte s'y prête. Mais l'esprit activiste qui flotte dans l'air des *Sixties* n'explique pas tout. Il n'explique pas, notamment, que les Brandeisiens soient si souvent à l'origine d'initiatives d'ampleur nationale. Il n'explique pas non plus pourquoi l'activisme brandeisien touche le campus dans des proportions bien plus importantes qu'ailleurs. Pour trouver une explication à cela, il faut se pencher sur l'identité à part de l'université Brandeis. Car les principes culturels et sociaux véhiculés au sein de la communauté juive ne sont pas étrangers à l'activisme incessant des Brandeisiens. Sur ces principes, ainsi que sur l'exemple et les incitations des enseignants, l'université Brandeis a très vite créé une tradition activiste. Cette tradition, qui émerge dès les années cinquante, se renforce considérablement dans les années soixante pour se poursuivre ensuite. Opposition à la guerre du Golfe, poursuite et intensification de la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud, soutien à la cause du Tibet libre et dernièrement, opposition à l'opération *Enduring Freedom* en Afghanistan. Aujourd'hui encore, la tradition contestataire brandeisienne est donc bien implantée, et les étudiants n'ont toujours pas remisé leurs pancartes.

François Grimpret

Le choix d'un mémoire de maîtrise se fait le plus souvent selon deux critères: l'intérêt historique qu'il représente et la valeur affective qu'on lui attribue.

Étudier Janis Joplin et la contre-culture américaine, c'est inscrire le propos dans une période particulière de l'histoire globale des États-Unis: les années soixante. Les dates habituellement reconnues comme repères de cette période sont, pour le début, l'année 1960 (l'élection du président Kennedy) et, pour la fin, les années 1974-1975 (le scandale du Watergate ou la chute de Saïgon).

En l'espace de quelques années, tout un ensemble de mouvements d'idées, de courants idéologiques, politiques, sociaux et culturels, investissent l'horizon le plus immédiat de chaque citoyen américain. Les consciences s'animent de toute part: jeunes, adultes, femmes, Noirs, Indiens...

Ces années coïncident avec l'arrivée à l'âge adulte de Janis Joplin, née en 1943. Dès son adolescence, Janis Joplin porte en elle les racines de la révolte hippie. Ensuite, elle participe pleinement au mouvement contestataire de la décennie et meurt au moment où la contre-culture elle-même décline. Ce «hasard» chronologique est parfaitement exceptionnel et contribue à donner au personnage sa dimension historique. Étudier la vie de Janis Joplin, c'est aussi étudier la trame historique de cette période, c'est essayer de comprendre les forces qui la composent et l'entretiennent. Bref, Janis Joplin représente à elle seule, tout au long de sa vie, un exemple - parmi d'autres - d'une jeune Américaine en rupture avec la société dominante des années soixante.

Réfléchir au sujet «Janis Joplin et la contre-culture», c'est aussi aborder une période fondamentale de l'histoire culturelle. Janis Joplin est une artiste. Son œuvre n'est pas le simple reflet d'une époque mais une manifestation à part entière de la révolution culturelle des années soixante. Cette œuvre est riche, profonde et inspirée. Elle stimule les aspirations esthétiques et la curiosité intellectuelle de chacun, mettant ainsi à l'épreuve le sens critique de l'historien.

Ainsi, deux centres d'intérêt dominant: l'aspect strictement historique - Janis Joplin en tant que personnage de l'histoire de la contestation des années soixante aux États-Unis - et la dimension artistique, plus intuitive, mais tout aussi déterminante. À chaque aspect s'offre une historiographie fournie et variée.

### **Faire l'histoire de la contre-culture à travers l'exemple de Janis Joplin**

Il existe de nombreuses biographies consacrées à Janis Joplin. Citons ici la plus éclairante: *Buried Alive*[[FRIEDMAN (Myra), *Buried Alive*, New York, William Morrow and Company, 1973.]] de Myra Friedman, dont certains passages sont remarquables de finesse et certaines analyses saisissantes de clarté. L'historiographie concernant la contre-culture est également très riche. La contestation a suscité aux États-Unis et ailleurs une multitude d'ouvrages et d'études, et ce dès la fin des années soixante et le début de la décennie suivante. Deux ouvrages ont particulièrement inspiré ce mémoire. D'une part, *The making of a counter culture*[[ROSZAK (Theodore), *Vers une contre-culture. Réflexions sur la société technocratique et l'opposition de la jeunesse*, Paris, Stock, 1970.]] de Theodore Roszak (1969), traduit en français en 1970 sous le titre: *Vers une contre-culture*. D'autre part, la remarquable synthèse de Marie-Christine Granjon, *L'Amérique de la contestation*[[GRANJON (Marie-Christine), *L'Amérique de la contestation. Les années soixante aux États-Unis*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1985.]] (1985), donne des informations indispensables à la compréhension globale du phénomène de contre-culture.

Ce mémoire n'est pas une biographie mais une réflexion historique sur un personnage central de la contestation des années soixante aux États-Unis. Cette réflexion ciblée sur Janis Joplin est aussi le filtre nécessaire à l'étude d'un phénomène plus général: la contre-culture.

Rapprocher Janis Joplin et la contre-culture, c'est chose commune et évidente. Rassembler les deux dans un même sujet d'étude, ça l'est déjà moins. Certes Janis Joplin est souvent citée comme exemple dans les ouvrages concernant la contre-culture. Ce ne sont pourtant que des allusions, de brefs commentaires perdus dans l'ensemble. De même, les biographies de l'artiste font référence au phénomène en question, mais elles n'étudient pas précisément la nature des liens unissant Janis Joplin et l'idée de contre-culture. La contre-culture est souvent abordée comme un simple concept: philosophique, historique ou culturel. Les ouvrages



traitant du phénomène demeurent le plus souvent dans l'abstraction conceptuelle. Ainsi, rapprocher le concept de contre-culture et Janis Joplin, c'est comparer l'abstraction à son application concrète. C'est donc tenter de déceler les décalages qui pourraient exister entre ces deux ordres de réalité, c'est essayer d'approfondir notre connaissance et notre compréhension, selon un autre regard historique. Dans ce mémoire, la contre-culture est ainsi étudiée selon une approche particulière. Celle-ci n'a pas pour prétention de donner une définition universelle de la contre-culture mais seulement de fournir une grille de lecture originale.

À cette fin, diverses sources, associées à la bibliographie brièvement présentée, fournissent matière à une réflexion et à une analyse singulières.

## **Les sources**

Il existe différents types de sources accessibles pour traiter du sujet. D'abord, les écrits personnels de Janis Joplin. Entendons par là les lettres écrites à sa famille ou à ses amis, les textes de ses chansons et enfin les carnets de route.

Les lettres sont une source rare mais précieuse lorsqu'il s'agit de Janis Joplin. Souvent denses et précises, elles permettent au lecteur de se laisser conduire au travers du monde hippie de la deuxième moitié des années soixante, et lui font découvrir une part de la vie privée d'une figure de la contre-culture. Ces lettres sont une voie d'accès vers l'intimité du phénomène de contre-culture dans lequel vit Janis Joplin.

Les textes de ses chansons sont plus nombreux et plus faciles à obtenir. Les textes écrits par Janis Joplin sont l'expression la plus achevée de l'état d'esprit de l'artiste. Ils décrivent ses intentions et ses prétentions à l'égard de la contestation culturelle et sociale. Ils constituent le message qu'elle adresse personnellement aux milliers de jeunes qui l'entendent.

À côté des lettres et des textes de chansons se trouvent les notes personnelles de Janis Joplin, griffonnées au long de ses tournées. La plupart sont réunies dans son *Performance Diary*[[*Janis Joplin. A Performance Diary, 1966-1970*, San Francisco, Acid Test Productions, 1997.]], publié en 1997.

Avec les écrits personnels de Janis Joplin, il existe aussi d'autres sources, de natures différentes mais aux apports tout aussi importants. D'une part les articles de presse, ceux écrits du vivant de Janis Joplin et ceux composés après sa mort. Ils concernent ses prestations scéniques, ses déclarations, sa vie privée, sa conception de la musique, ses opinions sur le mouvement de contestation... Ils sont d'autant plus décisifs que Janis Joplin est reconnue comme étant la première femme vedette du rock à déclarer publiquement la moindre de ses pensées, le moindre de ses désirs, en particulier ses appétits sexuels. La matière qu'ils fournissent semble idéale à un travail de discernement et d'interprétation.

D'autres sources sont fondamentales: les documentaires audiovisuels, en particulier *The Way She Was*[[*Janis. The Way She Was*, documentaire, 1974, MCA Home Video, 80080.]] (1974) qui retrace la carrière de Janis Joplin. Ce film fournit des entretiens exclusifs et surtout il donne à chacun la possibilité d'étudier et de comprendre le jeu scénique de l'artiste.

On ne saurait oublier, évidemment, les sources discographiques. Comprendre la vie et le message de Janis Joplin, c'est aussi tenter de percevoir certaines intonations propres à sa voix.

Quelques autres sources ont leur intérêt dans l'étude de Janis Joplin et de la contre-culture: des photos, des rapports de police, des témoignages recueillis dans des autobiographies ou des journaux personnels de personnes ayant connu Janis Joplin.

Toutes ces sources nous permettent de mener un réel travail de réflexion et d'analyse historiques. Elles nous font découvrir l'intimité des liens existant entre Janis Joplin et la

contre-culture. Toutefois, leur contenu ne peut être dissocié d'un contexte plus général de l'histoire américaine des années soixante.

### **Janis Joplin en son époque**

La vie de Janis Joplin fut brève: elle meurt le 4 octobre 1970, dans sa vingt-septième année. Aussi furtive soit-elle, cette existence n'en a pas moins profondément et durablement marqué la période. «J'ai tendu des cordes de clocher à clocher; des guirlandes de fenêtre à fenêtre, des chaînes d'or d'étoile à étoile, et je danse»[[RIMBAUD (Arthur), «Phrases», *Illuminations*, Paris, Gallimard, 1984, p.168.]]. Tout y est: rêverie, amusement, audace, insouciance, illusion.

Comme Arthur Rimbaud, Janis Joplin a été une sorte de funambule, s'élevant au-dessus de tout ce qui pouvait corrompre sa liberté, «l'autre mot pour dire: je n'ai plus rien à perdre»[[«Freedom is just another word for nothing have to lose»: «Me and Bobby McGee», chanson écrite par Kris Kristofferson, interprétée par Janis Joplin sur l'album *Pearl*, 1971.]], tressant au long de sa vie des toiles illusoires et fragiles - «les cordes, les guirlandes, les chaînes». Car juste au-dessous se trouve l'histoire des États-Unis des années cinquante et soixante. Or ces deux décennies sont violemment ponctuées par diverses explosions: raciales, sociales, sexuelles, artistiques et culturelles. Janis Joplin, comme des milliers d'autres Américains, est au cœur de ce tumulte et y participe.

Les années cinquante voient le triomphe des États-Unis et du modèle américain, fondé sur quelques valeurs dominantes, propres à la tradition WASP[[White Anglo-Saxon Protestant: Blanc, Anglo-Saxon, Protestant, en référence aux premiers colons.]]. Pourtant, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, ce schéma de civilisation, à peine triomphant au sortir de la Seconde Guerre mondiale, est déjà menacé par une agitation politique, sociale et culturelle. Toutefois, c'est bien au cours de la décennie suivante que l'agitation devient explosion.

Durant ces années, les États-Unis, comme d'autres pays occidentaux, sont secoués par une remise en cause du consensus sur lequel ils sont fondés. Le conservatisme et le conformisme de la société américaine lui sont reprochés par une nouvelle génération qui émerge alors. Elle est statistiquement composée des enfants nés entre 1940 et 1945. Ainsi, de 1960 à 1970, le nombre de jeunes de 14 à 24 ans fait un bon fulgurant: de 27 à 40 millions. Comme quelque 6 à 7 millions d'entre eux fréquentent l'université, l'enseignement est en train de s'affirmer comme «l'industrie» la plus importante du pays. À elle seule, la «classe» étudiante va représenter plus que celle des travailleurs agricoles, des mineurs et des ouvriers de l'automobile et du textile réunis. Les jeunes deviennent une nouvelle force de la vie sociale, politique, économique et culturelle de la nation américaine. La contestation qu'ils mènent est multiple. Elle est politique, idéologique, sociale, morale et culturelle.

Le courant politique est lui-même très complexe. Il se constitue de nombreuses «familles» idéologiques, d'inspiration socialiste, communiste, syndicaliste... parmi lesquelles se distinguent encore les nuances marxiste, trotskiste... On l'appelle la «Nouvelle Gauche». Ses rapports avec son pendant - c'est-à-dire la contestation culturelle - sont variables, allant de l'intérêt à l'aversion réciproques. Finalement, il existe tout un ensemble de courants contestataires, parfois désigné sous le terme générique de «Mouvement».

La contre-culture est une forme particulière du «Mouvement». Par définition, elle est une contestation essentiellement culturelle et sociale, fondée sur des principes - l'instinct et la spontanéité - opposés aux canons traditionnels. La contre-culture se manifeste principalement sous trois aspects: la célébration de la drogue, la liberté sexuelle et une nouvelle approche de l'art que, mieux que tout autre discipline, la musique incarne, et particulièrement la musique rock. La contre-culture se manifeste aussi par un certain style de vie et certaines considérations philosophiques qui se définissent avant tout par leur opposition aux modes de pensée de la grande majorité de la population - en somme la culture de la société industrialisée.

Les États-Unis sont ainsi bousculés à l'intérieur par toute une gamme d'aspirations: lutte pour les droits civiques (en particulier les droits des minorités), féminisme, naissance du mouvement homosexuel, et revendications hédonistes des hippies. À ces déchirements internes s'ajoutent les enjeux d'ordre international: affrontement avec l'Union soviétique mais surtout, entre 1964 et 1973, la guerre au Viêt-nam, où combattent des milliers de jeunes Américains. Cette guerre, la contre-culture la rejette, comme elle rejette les autres traits de la société dominante.

La vie de Janis Joplin s'inscrit pleinement dans cette trame historique. Mieux, le début de sa carrière (1966) coïncide avec l'émancipation et l'affirmation de l'idée hippie vis-à-vis du courant beatnik[[On a appelé *Beat Generation* un mouvement artistique et social né au milieu des années quarante (Jack Kerouac, Neal Cassidy...)].] et de l'aile politique de la contestation juvénile. Les jeunes hippies inventent de nouveaux codes, de nouveaux principes de vie et surtout une nouvelle musique: au jazz des beatniks, ils préfèrent le rock. Et cette musique devient le seul manifeste politique qu'ils supportent. Ainsi Abbie Hoffman[[Diplômé de psychologie, il devient l'un des leaders du mouvement étudiant. En 1968, en collaboration avec Allen Ginsberg et Jerry Rubin, il fonde le *Youth International Party*, dont les membres sont appelés *yippies*.]] est conquis lors du festival de Woodstock (août 1969) alors qu'il tentait de délivrer un message politique. D'autre part, la disparition de Janis Joplin survient au moment où la contre-culture dégénère dans la violence et la mort. Ainsi quelques icônes de la période meurent brutalement, happées par les surdoses de drogues: Brian Jones (le guitariste du groupe The Rolling Stones) est retrouvé mort dans sa piscine en juillet 1969, Jimi Hendrix meurt du même mal en septembre 1970. En décembre 1969, le festival d'Altamont tourne à la bataille rangée: une personne est massacrée à coups de couteau. La période «Paix et Amour» est révolue. La contre-culture, fondée sur ces principes, disparaît dans la confusion.

Janis Joplin est la première femme vedette de l'histoire du rock. Ce qu'elle chante, ce qu'elle revendique, les jeunes l'écoutent. Janis Joplin possède un charisme et un magnétisme naturels qui font d'elle un des étendards les plus convaincants - du moins en apparence - de la contre-culture, avec Jimi Hendrix, Jim Morrison, Mick Jagger...

Cette place particulière qu'occupe Janis Joplin dans l'histoire des États-Unis des années soixante impose d'elle-même un questionnement historique approfondi.

Janis Joplin est communément considérée comme une icône de la contre-culture. Ou plutôt son image historique incarne les fondements et les principes de la contre-culture. Il faut pourtant réévaluer cette affirmation. Il faut au moins apporter les preuves de son bien-fondé, et ne pas la considérer *a priori* comme chose acquise.

De son enfance à sa mort, Janis Joplin symbolise l'existence d'une partie de la jeunesse américaine en rupture avec la société dans laquelle elle vit. Certes tous ces jeunes n'ont pas eu le même destin que Janis Joplin, tous ne sont pas devenus des vedettes, tous ne sont pas morts par overdose d'héroïne. Toutefois, Janis Joplin «est au cœur de tous ces mondes, [et elle] en porte les complexités et les contradictions»[[VACHER (Jeanne-Martine), *Sur la route de Janis Joplin*, Paris, Seuil, 1998, p.403.]]. Janis Joplin est un modèle pour l'étude de la contre-culture. Autrement dit, qu'apprenons-nous sur la contre-culture à travers Janis Joplin?

Trois grandes interrogations constituent le corps de ce mémoire. D'abord il apparaît nécessaire de connaître les conditions qui ont déterminé la révolte de Janis Joplin. Ensuite, il faut savoir comment Janis Joplin a épousé le style de vie hippie, pour en devenir l'une des figures les plus médiatiques. Enfin, cette place d'égérie n'impose-t-elle pas d'elle-même une lecture critique des liens unissant Janis Joplin et l'idée de contre-culture?

De ces questions, et après analyse historique, s'établissent certaines conclusions, réparties selon deux principaux axes. L'un concerne la personnalité de Janis Joplin, sa place dans l'histoire américaine de cette période, son rôle effectif dans la contre-culture. Le deuxième axe propose une définition synthétique de la contre-culture, d'après l'étude de la vie de Janis Joplin.

### **Le rôle de Janis Joplin dans le développement de la contre-culture**

Janis Joplin est l'une des figures les plus marquantes de l'histoire américaine des années soixante. Si sa vie permet de restituer une approche principalement culturelle de la période, elle porte aussi en elle des implications politiques et sociales. C'est un personnage complexe, aux attitudes parfois contradictoires. Son comportement est souvent étonnant, toujours ambigu, difficile à cerner:

«Janis pouvait être une petite fille, expansive et enthousiaste, avec une innocence bouillonnante; puis de l'autre côté, elle pouvait être brutale, sarcastique et vulgaire. [...] Elle

pouvait aussi bien rayonner qu'être sombre et renfermée, très féminine, adorable et vulnérable à la fois»[[DAVIS (Clive), *Clive inside the record business*, New York, William Morrow and Cie, 1975, p.80.]].

Janis Joplin navigue entre les extrêmes. De la même manière, ses relations avec l'idée de contre-culture sont changeantes, lunatiques. Être instable et mystérieux, Janis Joplin est cependant un vrai sujet d'étude historique, à condition qu'on fasse le tri entre le spectacle médiatique et la réalité quotidienne. Quatre états caractérisent la place de Janis Joplin dans l'histoire des États-Unis.

Janis Joplin est d'abord une jeune Américaine en rupture avec la société dans laquelle elle vit. Son environnement familial lui inspire très tôt l'envie de contourner les conventions et le conformisme de la société américaine tout entière. Le contexte politique et social de son Texas natal lui révèle une conscience politique et artistique tournée contre l'*establishment*. Janis Joplin suit alors les préceptes beatniks: la route, la communauté, la découverte du «moi»...

Puis elle participe à la naissance de la contre-culture, au cours de la seconde moitié de la décennie 1960-1970. Comme en témoignent ses lettres, en particulier celles écrites durant l'année 1966, son regard est enthousiaste. Janis Joplin est alors la parfaite expression humaine de la contre-culture, une jeune hippie, une «enfant-fleur» en harmonie avec le triptyque: drogue, sexe, rock.

C'est dans ce dernier domaine qu'elle devient l'expression médiatique de la contre-culture. Vedette adulée, elle chante les préoccupations et les revendications d'une nouvelle classe sociale: la jeunesse. Janis Joplin est élevée au rang d'icône de la contre-culture. Paradoxalement, cet état, loin de la changer en prêtresse de l'idée hippie, lui inspire au contraire certaines réticences à l'égard de la contre-culture. Au fil de sa carrière et des tumultes de sa vie privée, Janis Joplin saisit par instants (de plus en plus proches les uns des autres) le décalage qui existe entre l'utopie et la réalité, entre l'idée de contre-culture et son application concrète. Il existe par exemple une contradiction entre son état de vedette mondiale et l'idéologie de l'échec prônée par la philosophie hippie. Elle manifeste par ailleurs des réserves en tant que femme, dont la position, même au sein du mouvement, n'a guère évolué. Devenue vedette et peut-être plus mature, Janis Joplin parvient à prendre du recul vis-

à-vis du rêve hippie. Elle ressent une sorte de malaise à l'encontre de la contre-culture qu'elle considère finalement comme un système pesant et exigeant.

Que Janis Joplin soit devenue une vedette a donné à son personnage sa dimension historique. Après sa mort et encore aujourd'hui, elle est célébrée comme un modèle de la contestation hippie. Sa mémoire se focalise le plus souvent autour de deux mots: révolte et jeunesse.

Ainsi, la place de Janis Joplin dans l'histoire des États-Unis se divise selon quatre ordres: l'adolescente rebelle, la jeune hippie passionnée, la vedette sceptique et le mythe historique. La diversité de ces états offre la possibilité de redéfinir la contre-culture selon notre approche historique, c'est-à-dire selon l'exemple de Janis Joplin.

### **Une autre définition de la contre-culture**

L'analyse de la vie de Janis Joplin impose une première remarque. La contre-culture, à ses débuts (1966-1968), est bien perçue par l'enfant de Port Arthur comme un mouvement de libération pour une jeunesse qui veut «vivre au lieu de survivre, aimer au lieu de tolérer, sourire au lieu de grincer des dents, marcher au lieu de courir, donner au lieu de vendre, découvrir au lieu d'apprendre, faire l'amour au lieu de faire semblant»[[CARTIER (J.-P.), NASLEDNIKOV (M.), *L'univers des hippies*, Paris, Fayard, 1970, p.45]]. La contre-culture, c'est le pouvoir des jeunes et de leur mode vie. Leur force, c'est leur nombre. La contre-culture constitue le premier véritable mouvement culturel de masse propre à la jeunesse. Au cours de ces années, à l'instar de Janis Joplin, «les jeunes entrent bruyamment, massivement dans le débat politique et social»[[KASPI (André), *États-Unis 68. L'année des contestations*, Bruxelles, Complexe, La mémoire du siècle n°52, p.169.]].

Toutefois, la contre-culture est par définition une contestation culturelle et sociale plus que politique. À ce titre, le cas de Janis Joplin est exemplaire. Pour elle, la contre-culture est une «esthétique de la découverte», une philosophie fondée sur une interprétation artistique et sensorielle du monde. La contre-culture, c'est l'avènement des sens, seuls outils valables pour



la recherche d'une autre voie. «Laisse toi aller et tu deviendras bien plus que ce que tu croyais pouvoir être!»[[SAAR (Hubert), «Janis», *Newsweek*, 24 février 1969, p.46.]]. Comme Janis Joplin, des milliers de jeunes Américains tentent de nouvelles expériences: le sexe, la musique, la religion et surtout la drogue. Or aucun de ces nouveaux principes ne peut être une base solide à l'établissement d'une nouvelle société. Finalement, rien n'est plus instable que le rêve hippie dont la joie et la force sont faites d'amour, d'émotion et de sensibilité.

La valeur d'une idée se mesure à l'espace existant entre l'intention originelle et le résultat effectif. Dans le cas de la contre-culture, et selon l'analyse de la vie de Janis Joplin, l'espace est suffisamment important pour expliquer la vague de violence dans laquelle le phénomène - et Janis Joplin elle-même - ont dégénéré. Pour la vedette, il s'agit d'une violence autodestructrice: alcoolisme et toxicomanie, tandis que l'une des ambitions de la contre-culture était de redonner au corps sa pleine liberté et sa pureté originelle. À la fin des années soixante, la contre-culture implose. «Sans doute est-elle allée trop loin. Les excès déclenchent inmanquablement les retours de bâton. Peut-être a-t-elle donné tout ce qu'elle pouvait offrir»[[KASPI (André), *op.cit.*, p.102.]].

En effet, la contre-culture n'offre plus à Janis Joplin la souplesse d'esprit de ses débuts. L'euphorie passée (1966-1968), l'idée hippie lui apparaît rigide, car elle repose finalement sur l'opposition entre un irrésistible désir de liberté et la nécessité quasi dogmatique de vivre en autarcie. Janis Joplin ne peut se résoudre à considérer le monde hippie comme le seul monde existant et valable, même si c'est celui-ci qu'elle a choisi. Pour se préserver de l'autre monde, les hippies s'enferment dans des quartiers qu'ils nomment «ghettos». Par delà la provocation et le sens de l'image, on peut encore y voir un aveu d'échec. Un ghetto n'est pas par définition un espace de liberté, mais un territoire contrôlé par des règles et des codes imposés à une population soumise.

Cette dernière remarque dévoile bien le caractère instinctif, spontané et désordonné de la contre-culture. C'est un phénomène historique fondé sur de nombreuses contradictions, parfois très souple dans sa lecture du monde, il repose d'autres fois sur des prétentions dogmatiques et idéologiques. Il apparaît par ailleurs inachevé, «balayé» en quelques mois seulement par la mort de certains de ses plus illustres symboles, parmi lesquelles Janis Joplin.

L'exemple de Janis Joplin permet de montrer la contre-culture selon une approche originale. Cette approche n'établit pas une définition universelle de la contre-culture mais une interprétation singulière du phénomène. C'est un mouvement complexe et hétéroclite. Étudier la contre-culture, c'est aussi multiplier les angles de lecture. La contre-culture, en tant qu'événement de l'histoire politique, sociale et culturelle américaine, ouvre un champ de recherche et de réflexion assez vaste.

Elodie Lejeune, p. 67-74

→ Suzanne Bidault : une pionnière oubliée. Essai biographique sur la première femme diplomate française (1930-1962)

Elodie Lejeune,

Pourquoi s'intéresser à une «pionnière oubliée»? Autrement dit pourquoi réaliser la biographie de la première française à avoir exercé des fonctions de diplomate?

La réponse semble *a priori* évidente. Ce travail n'aurait été guidé que par un dessein féministe. Il s'inscrirait dans les nombreux travaux destinés à mettre en avant les femmes exceptionnelles qui, par leurs engagements politiques ou leurs succès professionnels, furent perçues comme les premières combattantes pour l'égalité des sexes. Il est vrai que l'expérience de Suzanne Bidault, née Borel, peut parfaitement se prêter à ce type d'interprétation. Rien n'est plus facile que de la transformer en égérie du féminisme et de sombrer dans des écueils à la limite de l'hagiographie. Pionnière en matière de diplomatie, elle possède certes des traits caractéristiques d'une «grande» femme. Fille d'un polytechnicien, elle reçut une éducation assez atypique pour l'époque. Diplômée en philosophie et en langues orientales, étudiante à l'École libre des sciences politiques, elle justifia dans son journal intime son inscription à l'université en 1922 comme un moyen d'échapper à une destinée qui lui semblait déjà toute tracée. Étudier lui permettait de ne pas rester chez elle- cantonnée à des tâches domestiques, en attendant un hypothétique mariage- et d'envisager un avenir professionnel qui lui fournirait l'autonomie dont elle rêvait. Plutôt que de lui donner l'image stéréotypée de la femme victime de misogynie car rebelle à l'ordre masculin, il convient d'analyser et de comprendre les inégalités qu'elle a subies, sans bien évidemment en minimiser la portée, en ayant recours au concept de «gender». Utilisé au sens de construction sociale des rapports entre les sexes, il permet de dépasser les préjugés et d'éviter les travers connus de l'histoire du féminisme. Ainsi, on remarque que son admission, malgré quelques remarques désagréables, s'est faite totalement dans les règles. Ses résultats, ses copies de concours et les délibérations du jury ne comportent aucune anomalie[[Ministère des Affaires étrangères, Direction du personnel, Fonds des concours (19mai 1930), cartons n°108 à 110.]]. Le «grand» concours pour les carrières diplomatiques et consulaires impliquait un recrutement par classes, notamment à travers l'épreuve du stage. On peut donc en déduire que la majorité des membres du jury de 1930 a davantage pris en compte son appartenance à une catégorie sociale, quasi identique à celle de ses concurrents, que son sexe. Toujours dans cet esprit, il paraît nécessaire de souligner que l'hostilité masculine qu'elle rencontra au sein du ministère des Affaires étrangères ne fut pas le fait de tous les hommes. Certes l'accueil ne fut pas des plus

chaleureux. Dès son arrivée au Quai d'Orsay, le directeur du personnel, M. Harismendy, s'empressa de lui faire signer une lettre dans laquelle elle reconnaissait qu'elle ne pouvait en l'état actuel des lois être «affectée aux emplois des services extérieurs ainsi qu'à ceux réservés aux agents des cadres des services extérieurs»[[Voir LEJEUNE (Élodie), «Suzanne Bidault: une pionnière oubliée. Essai biographique sur la première femme diplomate française (1930-1962)», mémoire de maîtrise, ParisI, 2002, annexe n°4 p.222.]]. Ce qui s'avère être une lecture très restrictive du décret d'ouverture du concours pour les carrières diplomatiques et consulaires daté du 15 février 1928: les femmes éventuellement admises pouvaient être nommées «à des emplois de l'administration centrale ou des services annexes». Un an après, quand Suzanne Borel se plaignit de l'injustice de sa situation auprès de ce même directeur, ce dernier écrivit en réponse ces quelques mots[[Ministère des Affaires étrangères, *op.cit*, note de Suzanne Bidault adressée au ministre le 29 juillet 1932.]]:

«J'ai expliqué que le cas était unique et le résultat des circonstances exceptionnelles. La réalité est claire. Si on avait appliqué strictement les textes on aurait dû écarter simplement Mlle Borel [...]. Au lieu de cela on lui a donné un emploi identique à celui des agents du cadre extérieur employés à l'administration centrale. Que veut-elle de plus?»

La situation semblait donc bloquée. Son admission entraîna le recours de l'Association des agents du ministère des Affaires étrangères au Conseil d'État contre les dispositions des décrets de 1928, 1929 et 1930 ouvrant le concours aux femmes. Devant un recours qui allait très certainement connaître une issue favorable, le Quai d'Orsay s'engagea à partir de 1931 à ne plus recruter de femmes pour les postes d'agents des services extérieurs. Malgré cette opposition, elle intégra rapidement l'univers des diplomates et fut reconnue pour sa compétence. Sur le plan des relations humaines, elle vécut selon ses propres termes «la plus agréable des vies». La plupart de ses chefs se montrèrent bienveillants et elle put profiter de la convivialité qui existait entre certains services. Si aux yeux de l'administration elle ne pouvait prétendre être un diplomate comme les autres, elle eut au moins le loisir de mener en France la même vie mondaine que ses collègues masculins. La biographie de cette pionnière ne répond pas à un dessein féministe. Elle cherche avant tout à donner une vision objective en utilisant l'apport des «gender studies».

S'intéresser à l'expérience de Suzanne Borel, future Mme Georges Bidault, permet d'évoquer les conditions dans lesquelles la machine diplomatique française s'est féminisée. Question d'autant plus importante que l'histoire du corps diplomatique français a toujours été traitée d'une manière masculine. Cela constituait une telle évidence- et apparaissait à la limite si «naturel»- qu'on ne s'est jamais interrogé sur l'absence de prénoms féminins dans l'épopée des illustres fonctionnaires du Quai d'Orsay. D'ailleurs aucun travail, qui serait à la limite de la

sociologie et de l'histoire, n'a réellement envisagé d'expliquer sérieusement la faible féminisation du personnel du ministère des Affaires étrangères. Face à des chiffres peu importants, nous n'en sommes qu'au stade des présupposés: désigner une femme dans un pays où l'égalité entre les sexes n'est qu'un vague concept est peut-être jugé délicat, mener une vie de famille et une carrière diplomatique n'est pas forcément tout ce qu'il y a de plus évident... L'utilisation du concept de «gender» en relations internationales n'a été le fait que de certains travaux anglo-saxons, qui se sont développés depuis les années 1970 en marge de la science politique. Les thèmes abordés sont très divers et tentent d'appliquer un regard «genré» sur le pouvoir et la construction du savoir. On trouve par exemple des ouvrages sur la division du travail, sur le développement, sur la manière dont les relations internationales ont changé la place des femmes dans différentes sociétés, sur le rôle des femmes dans le maintien de la paix, sur les images qui leur sont attribuées sur la scène internationale, notamment pendant des périodes de guerres[[Voir LEANDER (Anna), “Non-individualist Rediscoveries of Individual: Feminist Approaches to World Politics”, in GIRARD (Michel) (ed.), *Individualism and World Politics*, Londres, Palgrave Macmillan, 1999.]]. À la lumière de ces réflexions, le questionnement sur la féminisation du corps diplomatique français peut apparaître comme un moyen parmi d'autres de faire entrer les femmes dans l'histoire des relations internationales, histoire qui est restée jusque-là, à l'exception de l'apparition ponctuelle de quelques personnalités comme celles de Golda Meir ou plus récemment de Madeleine Albright, assez masculine.

Ainsi le ministère des Affaires étrangères a amorcé sa féminisation avec l'arrivée de Suzanne Borel. On observe alors un curieux mélange d'ouverture et de fermeture assez caractéristique de l'esprit de la III<sup>e</sup> République. Mélange qui se comprend plus comme une façon de moderniser un système inégalitaire que comme une manière d'instaurer une politique d'égalité entre les sexes. L'article 13 du décret de 1928 condamne les éventuelles candidates admises à rester en poste à l'administration centrale ou dans les services annexes. Pourquoi? Selon l'argumentation du rédacteur, M. Fromageot, les femmes ne pouvaient endosser le rôle de secrétaire d'ambassade car le deuxième secrétaire en poste à Santiago du Chili devait exercer des fonctions de consul. Fonctions qu'il était impossible d'endosser pour un agent féminin qui ne jouissait pas en France de la plénitude des droits civiques et qui ne pouvait donc être officier d'état civil. Décision radicale dont les motivations s'apparentent plus à un prétexte et qui eut deux conséquences majeures sur la situation de Suzanne Borel. Jusqu'en 1934, elle fut privée du traitement de grade que les agents ne percevaient qu'en poste à l'étranger. Ce fut aussi le début de querelles juridiques prenant leur source dans un décret contradictoire. Les juristes ne surent pas vraiment si l'article 13 écartait seulement les femmes des postes à l'étranger- et par voie de conséquence des grades- ou s'il les excluait définitivement- n'en ayant ni l'emploi ni les titres - du corps des agents des services extérieurs, vu leur incapacité temporaire au regard de la loi. Or s'il y avait exclusion, le décret de 1928 entraînait en contradiction avec l'article premier du décret organique du 15 juin 1918[[Qui signale que les «emplois de directeur [...], de rédacteurs [...] sont réservés à des agents dans le cadre des services extérieurs...»]]. Le manque de clarté dans la rédaction, l'absence de prévoyance révèlent une sorte d'hypocrisie: il s'agissait d'offrir «au sexe faible» la possibilité de se présenter au concours, tout en pensant que celui-ci, réputé l'un des plus difficiles de son époque, jouerait le rôle d'une barrière infranchissable. Ce décret, ambigu et contestable, fut pour Suzanne Borel le point de départ d'un imbroglio administratif, atteignant son paroxysme

au moment de la réforme de 1934. Elle passa d'une situation bancale à une situation artificielle qu'on pourrait qualifier, à la limite, d'ubuesque, et qui dura 10 ans. Les agents diplomatiques et consulaires pouvant toucher leur traitement de grade à l'administration centrale, le directeur du personnel, après avoir pris l'avis d'un avocat au Conseil d'État, inventa une solution, qui se concrétisa par le décret du 30 octobre 1935. Consacré uniquement au cas de Suzanne Borel, il lui permettait de toucher d'une part le traitement afférent à son emploi, et d'autre part une indemnité dont le montant était fixé par le traitement de grade de l'agent issu du concours de 1930 promu à l'ancienneté.

Si cette biographie offre la possibilité de mettre en avant la manière dont le Quai d'Orsay s'est féminisé, il ne faut cependant pas s'arrêter à ce seul aspect. Il paraît illusoire de séparer Suzanne Borel de Suzanne Bidault, tout autant que de s'intéresser à sa situation administrative en ignorant la nature de ses fonctions au ministère des Affaires étrangères, que ce soit au service des Œuvres françaises à l'étranger, au premier cabinet de Georges Bidault ou plus tard à l'OFPRA. On passerait alors à côté d'un destin singulier en ne donnant qu'une vision tronquée, fade et peu intéressante de sa vie.

Il peut paraître assez étrange que la recherche bibliographique se soit avérée peu fructueuse. On ne trouve que peu d'éléments, qui sont d'ailleurs éparpillés dans différents types d'ouvrages. La notion d'oubli s'est donc imposée et l'absence d'informations justifie en partie le choix du titre. Malgré cette faiblesse, on constate une certaine singularité. La problématique s'orienta ainsi vers l'étude de la profonde originalité du personnage, en dépit du scepticisme des historiens et des sociologues quant à ce concept. Originalité d'une carrière, d'un caractère, mais aussi d'une vie: d'une enfance passée dans les colonies françaises (Indochine, Sénégal, Madagascar) avec des études faites de bric et de broc, elle parvint tant bien que mal à exercer les fonctions d'un diplomate condamné à rester en France, puis finalement après son mariage avec Georges Bidault, elle finit par endosser les rôles de femme diplomate et d'épouse de diplomate et d'homme politique. On découvre aussi le rôle qu'elle a pu jouer pour le cinéma français au sein de la section des Œuvres diverses du service des Œuvres françaises à l'étranger, en participant par exemple à la création du festival de Cannes en 1939, la place qu'elle occupa dans la Résistance, en appartenant à divers réseaux (NAP, Combat, Martial-Armand), ses efforts pour les prisonniers français en Indochine... Aborder les grands événements du siècle dernier grâce à une vie particulière confère à la «grande» histoire du XX<sup>e</sup> siècle une dimension plus humaine. L'accès à son journal intime, à sa correspondance, mais aussi la lecture des quatre ouvrages qu'elle publia entre 1971 et 1986[[BIDAULT (Suzanne), *Je n'ai pas oublié*, Paris, La Table Ronde, 1971; *Par une porte entrebâillée ou comment les Françaises entrèrent dans la Carrière*, Paris, La Table Ronde, 1972; *Souvenirs de Guerre et d'Occupation*, Paris, La Table Ronde, 1973; *Souvenirs*, Ouest-France, 1986.]] permirent de déterminer la façon dont elle a pu percevoir des événements comme ceux de Munich, de la défaite de 1940, du 13 mai 1958... et les «grands hommes» qu'elle a rencontrés après son mariage: le général Marshall, Molotov, Churchill, Adenauer, Bevin, Dulles... La période de décolonisation fut perçue comme un moment de rupture. Elle vécut la perte de

l'Indochine, et notamment la chute de Dien Bien Phû qu'elle apprit à Genève par un télégramme que lui tendit Jean Chauvel, comme un véritable drame. Elle perdait le pays de sa petite enfance: le Tonkin étant la région où elle avait l'impression d'être née. La guerre d'Algérie et les engagements de son mari radicalisèrent ses positions. Si elle ne pouvait concevoir la grandeur de la France sans son Empire, grandeur dont elle avait fait l'expérience dans sa jeunesse, il ne faut pas oublier que derrière une conviction, qui peut paraître *a priori* intellectuelle et rationnelle, se cachent des réactions affectives. On constate aussi des décalages entre la place qu'elle occupait et l'influence qu'on lui prêtait, entre ce qu'elle pensait et la manière dont ses contemporains pouvaient la percevoir. Images souvent artificielles ou critiques issues d'un panel de journaux hétéroclites: *Le Temps*, *L'Excelsior*, *La Française*, *Le Journal*, *Paris-Match*, *Le Canard enchaîné*... mais aussi de souvenirs d'hommes politiques. Contrairement à la presse anglo-saxonne, la presse française éprouva quelques difficultés à envisager l'ambivalence de ses fonctions: l'accent est tantôt mis sur son caractère de femme de ministre ou d'homme politique, ce qui est le fait du *Canard enchaîné* et de *Paris-Match*, tantôt sur sa profession de diplomate, ce que fait Claude Sarraute pour *Le Monde diplomatique*[[*Le Monde diplomatique*, 4 septembre 1956.]]. Par des caricatures satiriques, parues dans *Le Canard enchaîné* entre 1953 et 1955, elle fut décrite comme une femme tyrannique, ambitieuse, manipulatrice et influente[[Voir l'annexe n°8 du mémoire, p.228-230.]]. Un de ses anciens collègues, dans un de ses romans, alla jusqu'à la surnommer Mlle Crapotte et à lui faire jouer le rôle d'une vieille fille aigrie, laide, et sans argent[[PEYREFITTE (Roger), *La fin des ambassades*, Paris, Flammarion, 1953.]]. Si elle fut parfois personnellement visée par des articles datés des années correspondant grosso modo aux périodes de son admission et de l'après-guerre, on s'aperçoit que dans la majorité des cas, elle n'est qu'un moyen comme un autre de critiquer l'univers et les pratiques des diplomates de la IIIe République ou d'attaquer son mari, en le faisant passer pour un homme faible, alcoolique et incompétent.

Réaliser la biographie de la première Française à avoir exercé des fonctions de diplomate répond donc à un triple intérêt: mettre en avant une personnalité et un destin hors du commun, faire entrer les femmes, en s'interrogeant sur la féminisation du corps diplomatique français, sur la scène de l'histoire des relations internationales, essayer de produire un mémoire sur une véritable pionnière, tombée jusqu'alors dans l'oubli, sans sombrer dans les travers connus par les prosopographies féministes.

Amélie Niard, p. 75-88

→ [Les relations franco-dahoméennes entre 1958 et 1972 :](#)

Amélie Niard

La France et le Bénin, ancien Dahomey, entretiennent des relations depuis le XVIIesiècle. À cette époque, elles ne sont que commerciales. Trois royaumes cohabitent alors dans les

frontières actuelles du Bénin: les deux royaumes du sud - Hogbônou (Porto-Novo) au sud-est, et Danhomè (Abomey) au centre / sud-ouest - se concurrencent dans la vente des esclaves aux Européens, Français et Portugais principalement, en organisant des rafles dans le royaume Bariba, au nord.

Au sud-ouest, Ouidah est alors le point principal d'embarcation des esclaves vers les Amériques, ce qui vaut à la région le triste nom de Côte des Esclaves. L'abolition de l'esclavage entraîne le départ progressif des Français tandis que les Portugais restent.

Le royaume d'Abomey, centralisé, puissant et riche, attire à nouveau les Français dans la région à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Le roi Glé-Glé abolit l'esclavage qui continuait malgré l'interdiction, et trouve une nouvelle source de revenus pour son royaume: il fait planter des arachides au moment où un marché s'ouvre chez les Européens. Intéressés, les Français évincent les Portugais et s'installent sur la côte, suivant la pratique habituelle des «traités indigènes». Le roi Toffa d'Hogbônou est favorable aux Français et souhaite les voir s'installer dans la région. Au contraire, dès qu'il comprend la signification du «traité», Glé-Glé tente de se rétracter, mais il meurt avant d'avoir pu tenter de s'imposer. Son successeur Béhanzin mène alors une guérilla courageuse contre les troupes françaises qui finissent par le capturer. La pénétration française à l'intérieur des terres s'en trouve retardée, et les frontières de la «Colonie du Dahomey et Dépendances» sont âprement négociées avec les Allemands à l'ouest (Togo) et les Anglais à l'est (Nigeria). En 1906, la colonie du Dahomey, qui est alors l'une des plus riches, intègre l'Afrique Occidentale Française, contre l'avis des gouverneurs qui y voient la fin de sa prospérité. La résistance patriotique s'avère très difficile à vaincre et le pays n'est véritablement «pacifié» que dans les années 1920.

La colonisation ne laisse aucune autonomie aux Dahoméens, c'est la France qui gère les affaires d'État: budget, finances, économie, administration, justice, monnaie, enseignement, transports et communications, gouvernement, politique extérieure, défense... Surnommé «Quartier Latin de l'Afrique», le Dahomey possède un taux de scolarisation élevé (grâce aux missionnaires, très actifs) et fournit de nombreux cadres et fonctionnaires aux États d'AOF et d'AEF qui en ont besoin. La politique coloniale française, ici comme ailleurs, favorise la partie de la population jugée la plus «évoluée». C'est donc le Sud qui reçoit les faveurs de l'administration coloniale, également pour des raisons économiques: l'aboutissement de routes commerciales traditionnelles fait de la côte un terrain d'échanges privilégié. L'urbanisation, l'alphabétisation, l'industrie, les transports, les hôpitaux, l'administration, les investissements sont concentrés dans le Sud, au détriment du Nord. L'économie s'en trouve déséquilibrée et les finances sont de plus en plus déficitaires. C'est seulement après la Seconde Guerre mondiale que le Dahomey accède à une certaine autonomie interne. Les Dahoméens commencent à participer à la vie politique française et à la gestion de leurs affaires internes, mais cela ne fait pas taire leurs revendications. En 1956, une nouvelle étape vers l'émancipation est franchie avec la loi-cadre Defferre et l'institution de Conseils de Gouvernement gérant seuls les affaires intérieures. De la fin du XIX<sup>e</sup> siècle à 1958, les rapports franco-dahoméens peuvent

être définis aisément comme une domination de la France imposée au Dahomey qui n'a d'autre choix que de s'y plier.

À partir de 1958, une évolution décisive commence pour le Dahomey, qui accède à l'indépendance en 1960. Cette indépendance n'est pourtant pas synonyme de rupture avec la France, qui parvient à conserver avec ses anciennes colonies africaines des relations privilégiées et particulières. La définition des relations franco-dahoméennes devient alors plus complexe. En accordant l'indépendance aux colonies d'Afrique noire, de Gaulle veut se «désengager», mais en même temps, il refuse de «lâcher»[[DE GAULLE (Charles), *Mémoires d'espoir - Le Renouveau 1958-1962*, Paris, Omnibus/Plon, 1994, p.38.]] les jeunes États africains. La création d'une institution de choc, spécialisée dans la gestion des relations avec l'Afrique, et dirigée par un fidèle, Jacques Foccart, assure à de Gaulle une information détaillée sur les anciennes colonies, sur leur situation interne comme sur leurs rapports extérieurs. Des relations étroites avec les dirigeants africains, parfois déjà existantes, lui permettent de les influencer discrètement. Mais officiellement on célèbre l'indépendance, la «maturité» des nouveaux États et on se défend de toute ingérence. Du côté dahoméen, cette même ambivalence se retrouve: les dirigeants dahoméens sont convaincus d'être perdus sans l'aide de la France, qu'ils n'hésitent pas à réclamer régulièrement, sur des questions économiques aussi bien que politiques. Mais ils ne supportent aucune atteinte trop directe, ou visible, à leur souveraineté et jurent refuser toute association avec un pays qui ne la respecterait pas totalement.

### **Des relations ambiguës**

La permanence de la présence française et de l'étroite dépendance économique du Dahomey envers son ancienne métropole, conjuguée à leurs désirs respectifs d'indépendance ou de désengagement, rendent leurs rapports ambigus. Comment passer de relations de domination à des relations d'égalité sans heurts ni rupture? L'a-t-on seulement fait? La «Coopération» proposée par la France est-elle réellement choisie par le Dahomey? Les relations étroites de ces États, désormais souverains tous les deux, et en principe égaux, introduisent-elles vraiment des changements par rapport à la période coloniale? Pour certains, la «Coopération» n'est qu'une nouvelle terminologie après celle de «Communauté» pour camoufler le «néo-colonialisme» de l'action française en Afrique, qui tronque l'indépendance des Africains[[RUSCIO (Alain), *La décolonisation tragique, 1945-1962*, Paris, Messidor, 1987, 251p. GLASER (Antoine), SMITS (Stephen), *L'Afrique sans Africains, le rêve blanc du continent noir*, Paris, Stock, 1994, 299p.]]. Pour d'autres, notamment pour les membres et les agents du gouvernement français, c'était un devoir moral: la France se devait d'achever son



«œuvre civilisatrice», en accompagnant main dans la main ses «protégés» jusqu'à leur «majorité».

Entre ces deux extrêmes, on peut supposer que les rapports franco-dahoméens entre 1958 et 1972 comportent, sous le couvert de la coopération, des aspects néo-colonialistes. Il s'agit donc de déterminer quelle est la part de la «coopération» et quelle est celle du «néo-colonialisme» dans les relations franco-dahoméennes entre 1958 et 1972, et de chercher à comprendre comment ces deux aspects, apparemment contradictoires, ont pu cohabiter. Les archives diplomatiques françaises fournissent plusieurs éléments de réponse à toutes ces interrogations. On les trouve d'abord à Paris, au Quai d'Orsay[[Archives du ministère des Affaires étrangères, Direction Afrique-Madagascar 1- 1960-1969, Série Dahomey.]], et à Nantes[[Centre des Archives diplomatiques de Nantes, archives de l'Ambassade de France à Cotonou - 1890-1979, rapatriées en 1996.]], où sont conservées les archives de l'Ambassade de France à Cotonou.

Il convient de préciser que l'esprit de la politique africaine de la France est le même à l'égard de toutes les anciennes colonies africaines. Les rapports varient selon les États dans la forme, mais pas dans le fond. Le pouvoir en matière de politique africaine appartient en premier lieu au président de la République, preuve en soi de l'importance accordée à l'Afrique parmi les partenaires internationaux de la France. Si l'orientation de la politique africaine de la France à partir de 1958 a été définie par de Gaulle, elle demeure après lui. C'est pourquoi la deuxième borne chronologique de cette réflexion a été définie en fonction de l'histoire interne du Dahomey.

Entre 1960 et 1972, cinq coups d'État militaires ébranlent le pays: en 1963, 1965, 1967, 1969 et 1972. Déjà, sous le régime de la loi-cadre, le Dahomey se distinguait par l'instabilité inégalée de ses Conseils de Gouvernement. Devenu indépendant, cette instabilité le conduit à la stagnation: son déficit économique chronique est aggravé par ces crises qui, de plus, lui font perdre son crédit sur la scène internationale. La permanence des luttes régionales historiques, dans le cadre des partis, empêche la formation d'une unité nationale nécessaire à la survie de l'État, dominé par l'armée qui finit par accaparer réellement le pouvoir en 1972. Le phénomène des coups d'État militaires n'est certes pas spécifique au Dahomey. Ce qui est plus inhabituel, c'est leur répétition quasi régulière, toujours en automne. Cette «originalité» malheureuse influence grandement l'application de la coopération française au Dahomey. Entre ce dernier et la France, le poids d'une lourde histoire commune, de l'esclavagisme à la colonisation, doit être pris en compte par les dirigeants des deux États pour organiser leurs rapports après l'indépendance.

## [De la Communauté à l'indépendance: des rapports qui changent de nature

Pour donner un cadre légal au regard du droit international à ces relations privilégiées, on invente en 1958 le concept de «Communauté», qui se transforme dès 1960 en une «Coopération». De nombreux accords de coopération bilatéraux, dans divers domaines, organisent ce qui est présenté comme un partenariat. En septembre 1958, le Dahomey, comme toutes les anciennes colonies africaines de la France (sauf la Guinée), accepte le référendum présenté par le général de Gaulle, et adhère à la Communauté qu'il propose de créer. À mi-chemin entre association et assimilation, ce mode d'organisation laisse aux Dahoméens le soin de régler leurs affaires internes mais, comme avec la loi-cadre, cette autonomie reste fortement limitée: les services d'État (politique étrangère, défense, justice, monnaie, politique financière et économique, transports et télécommunications, enseignement supérieur) qui étaient jusqu'alors de la responsabilité du gouverneur français, restent dans un «domaine commun» encore géré par l'ancienne métropole. La possibilité donnée aux pays africains d'accéder à l'indépendance au sein de la Communauté est très rapidement exploitée. Des tensions s'y faisaient régulièrement sentir, les républiques africaines s'étant plus ou moins regroupées dans deux grands partis rivaux à vocation panafricaine. Après bien des hésitations, et quelques manœuvres de la France, le Dahomey se rallie au camp d'Houphouët-Boigny au sein du Conseil de l'Entente. C'est *a priori* le moins «progressiste» des deux, qui défend l'existence de la Communauté. Mais, par un spectaculaire retournement de situation, ceux que le gouvernement français pensait être ses plus fidèles partisans portent le coup fatal à la Communauté, en réclamant dès 1960 l'accès à l'indépendance sans y faire référence, puis en la quittant.

Pourtant, les dirigeants dahoméens semblent craindre cette indépendance qu'ils appellent de tous leurs vœux. Leurs discours rendent hommage à la colonisation française, dont ils comparent les effets à ceux de la colonisation romaine en Gaule, qui a vaincu le barbarisme en apportant la civilisation. Pour de Gaulle, cette fin précoce de la Communauté est un échec: après tant de tractations et d'efforts pour la définir et la faire accepter, son existence éphémère est vécue comme un affront... La Communauté était en effet le seul moyen «légitime» dont disposait la France pour conserver son emprise sur le Dahomey, privé de personnalité internationale de son plein gré, puisqu'il n'avait pas choisi, contrairement à la Guinée, d'accéder dès 1958 à l'indépendance. Ainsi, les critiques extérieures, ou du moins une partie d'entre elles, étaient désamorçées. Mais l'indépendance au prix d'une rupture totale avec la France n'aurait pas pu être assumée par le Dahomey, notamment économiquement. Le référendum le plaçait donc, finalement, face à un faux choix. Si la demande d'indépendance présentée par les États de l'Entente ne s'accorde pas avec ses désirs personnels, de Gaulle

accepte, comprenant que lutter contre cette volonté implacable d'autonomie ne ferait que nuire à la France.

**«La continuité dans le changement»**[[BIARNES (Pierre), *Les Français en Afrique Noire de Richelieu à Mitterrand. 350 ans de présence française au Sud du Sahara*, Paris, Armand Colin, 1987, p.362.]]

Son but est alors de conserver avec ces pays les relations les plus étroites et privilégiées possibles, par le biais d'accords bilatéraux dans divers domaines. Le Dahomey, comme les autres, signe avec la France une série d'accords qui organisent la coopération avec la France. Au nombre de neuf, assortis d'un «Traité de Coopération» et d'un «Accord de Défense», ils permettent à la France, sous couvert d'assistance, d'intervenir dans tous les domaines de la vie du Dahomey: Accord de Coopération en matière économique, monétaire et financière; Accord d'Assistance militaire technique; Accord de Coopération en matière de Justice; Accord de Coopération en matière d'Enseignement supérieur; Accord de Coopération culturelle; Accord de Coopération en matière de Postes et Télécommunications; Accord de Coopération en matière d'Aviation civile; Accord de Coopération en matière de Marine marchande; Accord général de Coopération technique en matière de personnel[[Journal officiel de la République française n°62-20 de février 1962, *Traités et Accords de Coopération et de Défense franco-dahoméens*.]]. Des accords secrets complètent cette série d'accords officiels. La France, par le biais de fonctionnaires (les coopérants), de conseils, et d'aide économique, reste donc très présente au Dahomey, et ce par une volonté commune des dirigeants des deux États. Cette coopération met en effet en jeu des intérêts réciproques pour le Dahomey et pour la France. Le Dahomey a besoin des crédits français, d'une aide pour organiser son administration et les divers services d'État, voire d'un «parrain» sur la scène internationale où il fait son entrée. La France, elle, dispose grâce à son assistance d'une certaine magistrature morale sur les dirigeants dahoméens. Cette influence est un élément de sa puissance internationale, qui participe de la recherche d'une grandeur perdue. L'inégalité des partenaires, tant sur le plan économique que sur celui de la puissance, est assez évidente. Mais au regard du droit international, ils sont désormais égaux.

**L'instabilité dahoméenne: un cercle vicieux**

L'aide française ne parvient pas à résoudre les graves problèmes économiques du Dahomey, mais les dirigeants qui se succèdent à la tête de l'État entre 1960 et 1972 ne remettent jamais en cause la coopération avec la France. Plus simplement, il ne s'interrogent pas sur l'adéquation du modèle français à leur pays. Ce sont toujours les mêmes hommes qui luttent pour le pouvoir. Il s'agit en premier lieu de quatre civils, dont trois leaders régionaux qui perpétuent les luttes ancestrales. Hubert Maga est l'homme du Nord, considéré comme le représentant de l'ethnie Bariba; Sourou Migan Apithy l'homme du Sud-Est (Porto-Novo et ses environs); Justin Tometin Ahomadegbé l'homme du Centre/Sud-Ouest, «descendant» des rois d'Abomey dont Béhanzin, héros mythique de l'histoire du Dahomey. Ils se partagent le pouvoir à tour de rôle entre 1958 et 1965, mais le spectacle de leurs manigances et retournements d'alliances finit par lasser la population. La seconde intervention de l'armée, qui en 1963 s'était limitée à renverser le régime de Maga pour organiser un nouveau gouvernement civil, s'inscrit alors dans la durée. Le quatrième civil qui présidera aux destinées du Dahomey se nomme Émile-Derlin Zinsou. S'il vient du sud-ouest, de Ouidah plus précisément, il ne se sert pas de son origine comme d'un argument politique. Il est membre de la plupart des gouvernements, souvent comme ministre des Affaires étrangères, et il est plusieurs fois ambassadeur (en France et aux États-Unis). C'est l'armée, après six mois d'exercice difficile du pouvoir, compte tenu de la suspension de l'aide française, qui le porte au pouvoir en 1968- il fallait qu'un civil dirige le pays pour récupérer ce soutien indispensable... Et c'est encore l'armée qui l'en déloge, dès décembre 1969.

En second lieu, il faut donc nous intéresser à ces militaires dahoméens qui s'invitent régulièrement à la tête de l'État[[Voir PABANEL (Jean-Pierre), *Les coups d'État militaires en Afrique noire*, Paris, l'Harmattan, 1984, 188p.]]. Le meneur du putsch est le plus souvent le chef d'état-major du gouvernement en place: en 1963 et 1965, c'est le général Christophe Soglo, débonnaire et inexpérimenté, mais plein de bonne volonté si l'on en croit les observateurs français. Il bénéficie des faveurs de la France, et de Gaulle lui fait l'honneur en novembre 1967 d'être le premier militaire chef d'État africain invité en visite officielle en France. Au contraire, le lieutenant-colonel Alley s'attire les foudres de la France: il renverse Soglo quelques semaines après cette visite, alors que de Gaulle lui avait personnellement demandé de le soutenir, et l'aide française est interrompue à titre de «punition»... C'est un ancien complice d'Alley, le lieutenant Kouandété, qui va agir en 1969. Malgré son implication dans tous les coups d'État militaires précédents, Zinsou l'a gardé à ses côtés comme chef d'état-major, et il ne s'inquiète pas des mises en garde de Foccart, pourtant bien informé. Les motivations de Kouandété sont personnelles: il rêve de diriger le pays, mais il en est empêché par de Souza, et Sinzogan, deux autres militaires auxquels il a dû s'associer dans un directoire à cause de la division de l'armée. De Souza et Sinzogan prônent le retour à un pouvoir civil et organisent une structure inédite, avec présidence tournante des trois leaders régionaux. L'affrontement idéologique est inexistant, tous les dirigeants civils et militaires ont le même programme (faire mieux que «ceux d'avant»), pratiquement le même discours, et les mêmes travers.

## L'échec du modèle français

Par rapport à la période coloniale et à la Communauté, les changements sont subtils: le budget est certes géré de manière autonome par le gouvernement dahoméen, mais il faut fréquemment faire appel à l'ancienne métropole pour l'alimenter. Subventions d'équilibre et contributions ponctuelles sont distribuées sur demandes, souvent satisfaites. Le plus souvent, ces crédits servent à payer les fonctionnaires, ce qui est révélateur des incohérences de l'organisation de l'État dahoméen, calquée sur le modèle français. Le président français et ses représentants au Dahomey conservent un discours paternaliste qui infantilise les dirigeants dahoméens. Les archives diplomatiques et le témoignage de Foccart[[FOCCART (Jacques), *Journal de l'Élysée, 1965-1974*, Tomes 1 à 5, Paris, Fayard-Jeune Afrique, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001.]] fournissent de nombreux exemples de situations où on les exhorte à la «sagesse», à la «maturité», ou à la «bonne conduite». Les dirigeants dahoméens continuent pour leur part à désigner la France comme la «nation-mère», mais ils défendent farouchement une souveraineté qui finit par sembler n'être qu'une apparence, tant elle est limitée par la dépendance économique de leur pays. En intervenant dans la formation des hommes politiques, la France s'assure d'une certaine communauté de valeurs, de philosophie avec les dirigeants, qui ont d'ailleurs appris la politique au sein de ses assemblées, dans le cadre de l'Union française. Ils ne tardent pas à reproduire les pratiques clientélistes des administrateurs coloniaux. Les militaires n'échappent pas à cette réalité: formés dans des écoles françaises, certains comme Soglo ont porté les armes au sein de la «coloniale».

Les relations amicales avec les dirigeants sont donc évidentes, et servies par la personnalité ambiguë de Jacques Foccart, le «Monsieur Afrique» sous de Gaulle et Pompidou. Il chasse avec Maga, entretient des relations cordiales avec Apithy et Ahomadegbé, et Zinsou est un ami proche, qu'il tutoie. Fidèle exécutant des directives présidentielles, Foccart pense que le «néo-colonialisme» est une étape nécessaire pour opérer des «changements» qui ne peuvent se faire «du jour au lendemain»[[FOCCART (Jacques), *Foccart parle. Entretiens avec Philippe Gaillard*, Paris, Fayard - Jeune Afrique, 1995, tome1, p.276-277.]], avouant ainsi en douceur le maintien du fait colonial. Sans qu'ils acceptent le terme de «néo-colonialisme», l'attitude des dirigeants dahoméens confirme cette interprétation. Ils demandent sans cesse conseil à la France, lui permettant ainsi d'orienter leurs décisions dans la voie qu'elle considère comme la meilleure. Et le plus souvent, ils suivent ses conseils. Si leur souveraineté formelle leur permet d'entretenir des relations avec d'autres États, ce qu'ils tentent activement de faire, ils ne trouvent nulle part un soutien aussi sûr que celui de l'ancienne métropole. Ces «infidélités» sont d'ailleurs souvent si mal vécues côté français que l'on se dépêche de proposer de meilleures offres pour ne pas être «supplanté», notamment dans le domaine militaire en concurrence avec Israël entre 1967 et 1969[[Archives du Quai d'Orsay, Direction Afrique-Madagascar 1-1960-1969, Dahomey, Carton n°23-1176, Dossier *Questions militaires 1961-1969*.]]. La France n'est plus seul maître à bord au Dahomey, mais elle conserve une prééminence certaine.

## **Entre coopération et néo-colonialisme: le choix impossible**

Oscillant toujours entre deux attitudes, la politique de la France envers le Dahomey est difficile à définir: entre désengagement et continuité, entre influence et ingérence, entre générosité et préservation des intérêts... Par conséquent, les rapports franco-dahoméens se situent, dans le même esprit, entre «coopération» et «néo-colonialisme», c'est-à-dire qu'ils relèvent un peu des deux. La coopération officielle est en pratique fortement teintée de néo-colonialisme, ce qui entraîne des contradictions rarement soulignées d'un côté comme de l'autre. Les dirigeants dahoméens revendiquent et célèbrent leur indépendance, tout en restant dans l'attente d'un soutien sans faille de la France, ce qui les dispense de prendre véritablement en main certaines de leurs prérogatives, notamment économiques. Un peu comme dans les précédentes organisations de la loi-cadre et de la Communauté, ils s'occupent surtout de leurs affaires strictement politiques et négligent certaines tâches de gestion qu'ils n'ont pas l'habitude d'assumer. La France, de son côté, affirme sa volonté de désengagement, mais l'indépendance s'assortit immédiatement des accords de coopération évoqués plus haut. Elle reste presque mieux informée que le gouvernement dahoméen lui-même de la situation interne de son pays. Et elle reste capable d'y déclencher à tout moment une intervention directe. Si cette possibilité n'est pas exploitée dans les années 1960, c'est parce qu'aucun homme politique dahoméen n'a véritablement la préférence du gouvernement français, ni assez de crédibilité pour justifier l'ingérence. D'autre part, l'instabilité du Dahomey finit par sembler incontrôlable, et la politique française devient parfois contradictoire. En 1967-1968, la rupture de l'aide est très mal vécue par les dirigeants et la population dahoméenne qui se sentent abandonnés, ne comprenant pas que la France, qui s'en est toujours défendue, pose désormais des conditions politiques à son aide économique. L'assistance française paraît alors moins spontanée, moins systématique que par le passé, et son interventionnisme commence à être montré du doigt.

### **1972: la fin d'une époque?**

C'est peut-être ce qui permet à Mathieu Kérékou de s'imposer en 1972, mettant définitivement un terme aux conflits renaissants des trois leaders régionaux, en affirmant son autorité sur la base d'une prise de distance avec la France. À partir de sa prise de pouvoir en octobre 1972, les relations franco-dahoméennes vont changer, les liens se distendre. La rupture idéologique est consommée en 1974, lorsque Kérékou annonce l'adoption officielle du marxisme-

léninisme et du régime du parti unique (certains diront «laxisme-béninisme»). En 1975, une ultime rupture symbolique avec l'ancienne métropole et le passé colonial intervient quand Kérékou décide de rebaptiser le pays. Le nom de Dahomey, qui avait été choisi par les Français en référence au royaume d'Abomey, est remplacé par celui de République populaire du Bénin. Tous les habitants du pays peuvent en effet s'identifier au nom de Bénin, qui désignait auparavant toute la région (Golfe du Bénin). Le discours se fait ultra-nationaliste et anti-capitaliste, l'«épuration» politique bat son plein, les anciens leaders politiques sont assignés à résidence ou contraints à l'exil... La population, dégoûtée du multipartisme, est en attente de nouvelles solutions. En affichant une volonté de rupture avec la France, Kérékou offre en quelque sorte une seconde indépendance à son pays, ce qui renforce sa crédibilité. Mais cela n'empêche pas les contradictions, décidément traditionnelles: le Bénin ne quitte pas la zone franc et reste membre des organisations africaines francophones parrainées par la France. Si les relations avec la France sont plus tendues, parfois rompues - notamment en 1977 après le débarquement de mercenaires conduits par Bob Denard à Cotonou - elles restent plutôt cordiales. Par rapport à ses prédécesseurs, la stratégie internationale de Kérékou varie peu: la recherche d'aides économiques auprès de tous pays, socialistes ou non, était déjà la règle dans les années 1960. Sous Kérékou, la France va tout simplement perdre sa place privilégiée.

Mais si après 1972 le Dahomey cherche à s'éloigner de la France, cette volonté est loin d'être réciproque. Les présidents français qui succèdent à de Gaulle appliquent en matière de politique africaine le même raisonnement que lui: le maintien de l'influence française en est la ligne directrice. Cette remarquable continuité s'observe encore aujourd'hui, plus de quarante ans après les indépendances. Alors que notre actuel ministre de la Coopération regrettait récemment «le déclin de l'influence de la France en Afrique» et affirmait son intention de «redresser la barre»[[André Wiltzer, cité par MICHEL (Nicolas), «La doctrine Villepin», *Jeune Afrique - L'intelligent*, n°2173 du 2 septembre 2002, p.8-9.]], la guerre civile en Côte d'Ivoire a révélé les sentiments ambigus que peuvent ressentir les Africains francophones à l'égard de leur ancienne métropole encore si présente. Et depuis la fin des années 1980, le Bénin, toujours dirigé par Kérékou, a succombé aux charmes de la France et est redevenu son «ami».

Simon Sarazin, p. 89-101

→ [L'URSS en Afghanistan : aux sources de la décision d'intervention de décembre 1979](#)

Simon Sarazin,

De la fin décembre 1979 à mars 1980, 85000 soldats de l'Armée rouge furent acheminés en Afghanistan. Pour la première fois dans l'Histoire, le caractère ouvertement impérialiste de l'Union soviétique apparaissait au grand jour. Premier revers de l'invincible Armée rouge, la

guerre d'Afghanistan allait aussi sceller, dans la défaite, le destin d'un régime communiste afghan moribond et celui de l'Empire soviétique.

Pourtant, loin de s'apparenter à une opération «impérialiste», l'intervention en Afghanistan du géant soviétique ressemblait plutôt à une opération de police au sein de sa zone d'influence. Depuis 1978 et la révolution d'avril, l'Afghanistan était en effet dirigé par un gouvernement communiste. Cette proximité entre Moscou et Kaboul n'était d'ailleurs pas nouvelle: une alliance informelle liait les deux capitales depuis 1954[[1954 est la date à laquelle l'URSS délivra les premiers crédits importants en faveur de l'Afghanistan.]], après que les États-Unis aient refusé une alliance avec l'Afghanistan, au profit du Pakistan.

Toutefois, la mainmise soviétique sur l'Afghanistan, jusqu'alors secondaire, prit une ampleur nouvelle en 1979, qui constitua pour les États-Unis une année de débâcles et de revers successifs dans la région. En avril, les Américains perdirent tout d'abord leur allié iranien, après la révolution islamiste dirigée par Khomeyni. Dans le même temps, Saddam Hussein arriva au pouvoir en Irak, laissant présager un rapprochement relatif avec l'Union soviétique, du fait de la proximité des États-Unis avec Israël. La même année au Pakistan, le général Zia ul-Haq lançait une large campagne en faveur d'une pratique étroitement rigoriste de l'islam, contrevenant aux intérêts américains. En Arabie Saoudite, le pouvoir était affaibli par la prise d'otages à la Grande Mosquée de La Mecque, tandis qu'éclatait le second choc pétrolier, et qu'en Afghanistan était assassiné l'ambassadeur des États-Unis, Adolf Dubbs.

Les intérêts américains dans la région semblaient ainsi se renverser au profit de l'Union soviétique. L'URSS était parvenue à établir une «parité stratégique avec les États-Unis [...] à l'extrême fin des années 1960»[[REY (Marie-Pierre), *Le dilemme russe. La Russie et l'Europe occidentale d'Ivan le Terrible à Boris Eltsine*, Paris, Flammarion, 2002, p.302.]], et semblait en 1979 prendre un réel ascendant géopolitique sur le bloc occidental.

En dépit de ce contexte favorable, les dirigeants soviétiques n'en avaient pas moins conscience de la gravité des conséquences d'une opération militaire en Afghanistan, comme le prouvent les archives. Les hiérarques étaient avertis qu'une intervention signerait l'arrêt de mort officiel de la détente. En témoignent les documents soviétiques émanant du PCUS, issus du Fonds89. Ces archives ne sont déclassifiées qu'en partie, mais elles offrent un accès à de très récents documents d'une importance capitale pour comprendre les mécanismes et les processus décisionnels en Union soviétique. Par ailleurs, un transfuge du bloc de l'Est, Vasilij Mitrokhin, ancien employé du KGB, a livré un dossier extrêmement complet sur le sujet, retraçant avec une précision sans faille le déroulement des événements[[Ce dossier [MITROKHIN (Vasilij), *The KGB in Afghanistan*, Working Paper n°40, English Edition,



Woodrow Wilson International Center for Scholars, CWIHP, Washington D.C., 2002] est disponible sur le site du CWIHP.]]. Enfin, des mémoires d'acteurs politiques et militaires de l'époque constituent de précieux apports, permettant d'avoir une vision de l'intérieur de la situation d'alors, notamment ceux d'Alexandre Lyakhovski[[LYAKHOVSKI (Alexander), *The Tragedy and Valor of Afghan*, Moscou, GPI Iskon, 1995; extraits traduits du russe à l'anglais par Svetlana Savranskaya, National Security Archive.]] et de Georgy Kornienko[[KORNIENKO (Georgy), *The Cold War: Testimony of a Participant*, Moscou, Mezhdunarodnye otnosheniya, 1994; extraits traduits du russe à l'anglais par Svetlana Savranskaya, National Security Archive.]]. Ces documents fournissent ainsi la preuve que c'est en pleine connaissance de cause que les hiérarques soviétiques choisirent de mettre fin à la détente en intervenant militairement en Afghanistan.

### **La conscience soviétique de la ruine de la détente**

Au cours de l'année 1979, les dirigeants communistes afghans réclamèrent à plusieurs reprises un accroissement de l'aide et de l'assistance militaire soviétiques. Le pouvoir en place se trouvait en effet confronté à d'intenses soulèvements, à des émeutes, à des manifestations de protestation à son égard, et demeurait impuissant à museler ces oppositions. Or, dès la mi-mars 1979, apparut un consensus au sein du Politburo pour refuser l'intervention directe de militaires soviétiques sur le sol afghan. Gromyko exposait ainsi les arguments plaidant en défaveur d'une telle opération[[Réunion du Politburo du Comité central du PCUS, 18 mars 1979; source: TsKhSD, F.89, Per.25, Dok.1, p.13.]]:

«Contre qui allons-nous combattre? En premier lieu contre le peuple afghan. [...] Cela sera un beau cadeau fait à la Chine. Tous les pays non-alignés seront contre nous. [...] Il ne sera plus question que Leonid Ilych [Brejnev] rencontre Carter; de même, la visite de Giscard d'Estaing à la fin du mois de mars sera remise en question».

Gromyko avait une intelligence de la situation qui allait d'ailleurs au-delà de cette analyse. Le ministre poursuivait sa réflexion[[*Idem.*]]:

«Que gagnerions-nous [à intervenir]? [...] D'un point de vue légal, l'envoi de troupes serait illégitime. Selon la Charte des Nations unies[[Article 51 de la Charte des Nations unies.]], un pays ne peut lancer un appel pour recevoir une assistance étrangère - et nous pourrions alors envoyer des troupes - que s'il est l'objet d'une agression extérieure. L'Afghanistan n'a été l'objet d'aucune agression. C'est une affaire intérieure, un conflit révolutionnaire interne, le combat d'un groupe de la population contre un autre».

Outre Gromyko, le Politburo dans son ensemble était averti des conséquences inévitables d'une intervention militaire soviétique dans la guerre civile afghane. Le 20 mars 1979, lors d'une réunion entre des membres du bureau politique et Taraki[[Nur Mohammed Taraki devint, après la révolution du Saur, en 1978, président du Conseil révolutionnaire, et Premier ministre de la République démocratique d'Afghanistan. Le 9 octobre 1979, son rival, Amin, le fit secrètement assassiner, sans avoir au préalable obtenu l'aval de Moscou qui apprit sa mort par l'agence de presse afghane.]], Kossyguine, à son tour, exposa les raisons du refus d'accéder à la demande afghane d'envoi de troupes soviétiques[[Réunion entre Gromyko, Kossyguine, Oustinov, Ponomarev et Taraki, 20 mars 1979; source: TsKhSD, F.89, Per.25, Dok.1, p.13.]].

Les dirigeants soviétiques avaient ainsi une parfaite conscience des conséquences de l'intervention soviétique en Afghanistan, comprenant qu'elle aurait au mieux aggravé la situation et certainement précipité la chute du régime. De polis refus furent alors systématiquement opposés aux dirigeants afghans qui, jusqu'à l'automne 1979, harcelèrent les Soviétiques afin qu'ils interviennent militairement.

À ce moment cependant, les conceptions de Moscou semblèrent s'inverser, peut-être parce que les Soviétiques pensaient perdre la main en Afghanistan, et soupçonnaient, non sans une certaine lucidité, le dirigeant Amin[[Hafizullah Amin fut président de la République démocratique d'Afghanistan de l'automne 1979, jusqu'à son assassinat par les Soviétiques, le 27 décembre 1979.]] de préparer un rapprochement avec l'Occident. La décision d'envoi massif de troupes est finalement prise au mois de décembre 1979: les Soviétiques mettent sciemment fin à la détente, suscitant sans surprise un tollé général, et entraînant à leur encontre une série de mesures de rétorsion.

Devant l'absurdité apparente d'un tel revirement de la politique soviétique, surgissent d'inévitables questions. Qui furent les véritables instigateurs de la décision? Comment l'intervention a-t-elle été engagée par le Politburo? Quels étaient les espoirs, les motivations et les craintes de ses membres? Pourquoi et comment Moscou s'est-elle lancée dans une telle entreprise iconoclaste dont l'issue apparaissait inéluctable?

### **Le Politburo au cœur de la décision**

C'est au sein du Politburo que fut décidée puis organisée la mission en Afghanistan. Cependant, même en ce lieu sacré du pouvoir soviétique, le consensus n'existait pas autour du choix. Ce n'est qu'à la dernière minute que les partisans de l'intervention, réunis au sein d'un bureau politique exceptionnellement restreint, parvinrent à imposer leurs vues.

Le déclenchement de l'intervention le 24 décembre 1979 fut une surprise, Moscou ayant jusqu'alors catégoriquement refusé l'implication directe de troupes soviétiques sur le sol afghan, comme le confirmait encore Brejnev à Honecker au mois d'octobre[[Minutes de la conversation entre le Secrétaire général Brejnev et Erich Honecker, le 4 octobre 1979, p.3-4; source: Stiftung "Archiv des Partei und Massenorganisationen der ehemaligen DDR in Bundezeitung" (Berlin), DY30 JIV 2/201/1342; document obtenu et traduit de l'anglais par Christian F. Ostermann (National Security Archive).]]. Contre l'avis des experts militaires[[Les militaires étaient presque unanimement opposés à l'intervention en Afghanistan, comme en témoignent de nombreuses sources sur le sujet; cf. notamment KORNIENKO (Georgy), *op.cit.*, et LYAKHOVSKI (Alexander), *op.cit.*]], le Politburo mit ainsi en branle la machine de guerre soviétique jusqu'alors invaincue.

Le 8 décembre eut lieu dans le bureau de Brejnev une réunion[[LYAKHOVSKI (Alexander), *op.cit.*]] à laquelle participaient Andropov, Gromyko, Souslov et Oustinov. Les cinq hommes s'entretenaient de la situation en Afghanistan et de l'opportunité d'une intervention dans le pays. Les deux plus fervents partisans de l'intervention étaient manifestement Andropov et Oustinov. Après avoir présenté les raisons plaidant en faveur d'une intervention, les deux hommes exposèrent le plan préliminaire qu'ils avaient déjà élaboré pour sécuriser l'Afghanistan en crise. La finalité était claire: il fallait éliminer Amin et le remplacer par Babrak Karmal, leader acceptant le joug de Moscou. Tel était bien le but premier incombant à l'opération soviétique.

C'est certainement le 11 ou le 12 décembre 1979 que fut prise la décision finale d'intervention. Ivanov, le lieutenant-général du KGB en poste à Kaboul, rendit en effet à cette date un rapport comportant une évaluation de la situation dans le pays dont le contenu nous demeure inconnu. Toutefois, c'est apparemment après lecture de ce rapport qu'Oustinov, en accord avec Andropov, décida le lancement de l'opération. Ce fameux document se trouvait sur le bureau du ministre de la Défense le 12 décembre au matin lorsqu'il partit pour une réunion au Politburo. Or, c'est précisément lors de cette réunion matinale du 12 décembre que le bureau politique prit la décision d'intervenir. C'est à ce moment que fut signé le texte manuscrit de la main de Tchernenko, intitulé "Situation in A"[[[]], document qui prévoit le déclenchement de la guerre en Afghanistan.

Si cette décision fut en apparence prise à l'unanimité par le Politburo, la réalité est pourtant tout autre. Ce document manuscrit permet de comprendre qui étaient les instigateurs et les exécutants de la décision. Tous les membres du Politburo présents le contresignèrent: Andropov, Oustinov, Gromyko, Pel'she, Souslov, Grishin, Kirilenko, Tchernenko, Tikhonov. Mais il leur était impossible de s'opposer à la volonté collégiale du Politburo, tout particulièrement à celle du Secrétaire général, si bien que le principe de la "langue de bois" fonctionna une nouvelle fois ce jour-là[[LYAKHOVSKI (Alexander), *op.cit.*]].

Toutefois, la pleine collégialité du Politburo ne fut pas strictement respectée: plusieurs de ses membres étaient absents le jour de la signature. Ainsi, certains d'entre eux ne contresignèrent-ils le document que quelques jours plus tard, après le déclenchement de l'opération. Enfin, un membre aussi éminent que Kossyguine, chef du gouvernement résolument opposé à la guerre, n'assista pas à la réunion du 12 décembre, et ne contresigna jamais la décision. Preuve ultime, s'il en fallait une, des divisions intestines qui minaient l'exécutif soviétique autour de la question afghane. Dans ce cas, qui furent les véritables instigateurs de la décision?

**Brejnev: un cacique sous l'influence d'Andropov et Oustinov**

Les deux fers de lance de l'opération étaient Andropov et Oustinov. Les deux hommes avaient dû vaincre de nombreuses réticences avant d'imposer leur plan, à commencer par celles de Brejnev en personne. Usé, fatigué, malade, le vieux Secrétaire général se trouvait dès la fin 1979 en retrait du pouvoir politique. Il participait encore aux décisions, mais évitait les débats qui les précédaient, se trouvant de fait soumis à l'influence de ses collaborateurs. Andropov, son dauphin désigné, était le plus influent d'entre eux, et c'est lui qui, semble-t-il, se chargea de convaincre Brejnev du bien-fondé de l'intervention en Afghanistan. Afin de braver les réserves du Secrétaire général, Andropov lui remit au début du mois de décembre 1979 un «mémoire personnel»[["Personal memorandum, Andropov to Brezhnev", no date [early December 1979]; source: APRF, from notes taken by A.F. Dobrynin and provided to the Norwegian Nobel Institute; provided to the CWIHP by Odd Arne Westad, Director of research, Nobel Institute; traduction du russe à l'anglais par Daniel Rozas, pour le CWIHP.]] exposant les éléments qui plaidaient en faveur de la légitimité d'une intervention directe des troupes soviétiques. Le chef du KGB, usant de son influence sur un Secrétaire général diminué, ne décrivait guère que des avantages à l'action militaire, et en premier lieu celui de sécuriser les positions soviétiques dans le pays[[En effet, en vertu de la «doctrine Brejnev», un pays, une fois entré dans la sphère d'influence de Moscou, ne pouvait plus en sortir.]]. Selon Dobrynin, ancien ambassadeur d'URSS aux États-Unis, ce mémoire exceptionnel fut particulièrement influent sur le changement de position du Secrétaire général en faveur de l'envoi des troupes soviétiques en Afghanistan[[Comme le souligne Svetlana Savranskaya dans son introduction aux documents regroupés par le National Security Archive, *The September 11th Sourcebooks. Volume II: Lessons from the Last War: "The Soviet Experience in Afghanistan: Russian documents and memoirs"*, publié le 9 octobre 2001.]]. Cette conception du rôle central d'Andropov est également partagée par Mitrokhin[[MITROKHIN (Vasiliy), *op.cit.*, p.108.]]:

«Le mémoire fut écrit suivant les règles de la désinformation. Les faits étaient déformés ou réarrangés, et une fausse interprétation de la situation était livrée. Andropov était le seul signataire [de la décision d'intervention] qui connut l'entière vérité sur les événements. Il avait préparé et influencé [les autres dirigeants], et avait planté le décor de ce qui devait se passer. Les autres n'avaient connaissance que d'une part de la vérité, et leur rôle avait été subsidiaire [...]. Oustinov avait été chargé d'occuper le pays, Gromyko de calmer les inquiétudes des pays étrangers à l'égard des actions de l'URSS, et Ponomarev[[Boris Ponomarev, directeur du Département international du PCUS.]] devait influencer les partis des travailleurs ainsi que les partis communistes et socialistes dans la voie qui convenait».

Le quatuor Andropov, Oustinov, Gromyko, Ponomarev était, depuis le début de l'année 1979, en charge de la question afghane. Il allait le rester une fois l'intervention déclenchée, confirmé dans cette charge en janvier 1980[[Réunion du Politburo du Comité central du PCUS, 17 janvier 1980; source: Archives du Président de la Fédération russe, Fonds3, Opis'120, Fichier44, p.31, 42-44.]] par les membres du Politburo. Pourtant, les quatre hommes ne semblaient guère partager les mêmes convictions quant à la légitimité et au bien-fondé de

l'intervention militaire soviétique. Ainsi, selon Kornienko[[“When and why the decision to send troops [to Afghanistan] was made”, in KORNIENKO (Georgy), *op.cit.*]], Gromyko était opposé à l'envoi de troupes sur le territoire afghan, mais dut s'y résoudre sous la pression conjointe d'Andropov et d'Oustinov.

Le 10 décembre 1979, Oustinov convoqua donc Ogarkov[[LYAKHOVSKY (Alexandre), *op.cit.*]], le chef d'état-major, et l'informa que le Politburo prendrait probablement sous peu la décision d'introduire, massivement bien que temporairement, des troupes en Afghanistan. Il lui ordonna de débiter la préparation des soldats soviétiques. Le soir même, Oustinov réunit le Collegium du ministère de la Défense, et «informa le cercle restreint des plus hautes autorités militaires de la possible décision» à court terme de l'envoi de troupes soviétiques en Afghanistan[[*Idem.*]]. À son tour, le haut commandement militaire se vit ordonner le début des préparatifs.

Ce n'est que le 24 décembre au soir, quelques heures avant que ne commencent dans les rues de Kaboul les combats entre soldats soviétiques et partisans d'Amin, qu'Oustinov annonça officiellement la décision définitive aux plus hauts dirigeants du ministère de la Défense[[KORNIENKO (Georgy), *op.cit.*, p.2.]]. Il ne jugea toutefois pas utile d'en expliquer les buts. Une fois de plus en Union soviétique, la décision était prise sous le sceau du secret.

### **L'importance du secret dans le processus décisionnel**

Selon la chronologie classique et officielle, les premiers véritables «soldats», distincts des «conseillers militaires» et autres «assistants» non-combattants, arrivèrent sur le sol afghan à partir de la fin décembre 1979. Pourtant, des documents[[Rapport de Gromyko, Andropov, Oustinov et Ponomarev au Comité central du PCUS sur la situation en Afghanistan, du 28 juin 1979; source: LYAKHOVSKY (Alexander), *op.cit.*]] prouvent que les Soviétiques commencèrent le stationnement de faibles effectifs de leurs troupes dès le mois de juin 1979. Le but de cette manœuvre était double: d'une part, ce contingent constituerait un élément de surveillance en poste avancé, pouvant mieux évaluer la situation réelle en Afghanistan; d'autre part, en cas d'aggravation soudaine de la situation intérieure, il constituerait une force de réaction rapide. La donne s'en trouvait radicalement modifiée, dans la mesure où le rôle des Soviétiques dans la prise en main de l'Afghanistan changeait de nature: si l'intervention de décembre 1979 pouvait, à la rigueur, être présentée comme une assistance à un gouvernement

ami en difficulté, le stationnement de troupes dans le pays avant le début de troubles véritables montrait une prise en main nettement plus ferme et définitive de la part de Moscou que ce qu'elle admettait officiellement.

Mais l'importance du secret qui entourait cette opération se perçoit plus encore à l'examen du protocole manuscrit délivré par le Politburo le 12 décembre 1979[["Situation in A", Décision manuscrite d'introduction de troupes en Afghanistan, Politburo du Comité central du PCUS, 12 décembre 1979; source: TsKhSD, Fonds89, Per.14, Dok.31; traduction du russe à l'anglais (National Security Archive).]]. Il était rédigé dans un langage qui se voulait codé. Ainsi, les hiérarques ne parlaient pas d'«Afghanistan», mais usaient de l'abréviation «A»; de même, il ne mentionnait nullement une «intervention militaire», mais évoquait les «mesures» qu'il était nécessaire de prendre. La guerre ne fut d'ailleurs désignée comme telle qu'après l'arrivée aux affaires de Gorbatchev, le terme d'opération d'aide à un gouvernement ami lui étant jusqu'alors préféré. Ajoutons que le document manuscrit ne fut montré à personne, pas même aux plus hauts dirigeants hors du Politburo: il fut classé dans un dossier spécial, et conservé dans un coffre particulièrement sécurisé[[LYAKHOVSKY (Alexander), *op.cit.*]].

Dans un tel mécanisme décisionnel, le secret présentait un double avantage. Il permettait, en premier lieu, de prendre les Afghans par surprise et d'annihiler toute opposition préalable, toute protestation, tant nationale qu'internationale, à la conduite d'une telle opération. En second lieu, et c'est là encore une dimension que l'on ne peut négliger, il autorisait ceux qui étaient à la source même de la décision à brouiller les pistes, leur évitant d'assumer, seuls, l'échec éventuel sur lequel une opération à si haut risque menaçait de déboucher.

### **La mise en place de l'intervention**

Les prémisses de l'organisation du transfert des troupes soviétiques vers l'Afghanistan débutèrent en novembre 1979, quelques semaines avant la ratification du protocole par les caciques du Politburo. Les bases de l'élimination d'Amin semblaient déjà se mettre en place, probablement à l'initiative d'Andropov et d'Oustinov, avant même que le Politburo ait donné son aval[[MITROKHIN (Vasiliy), *op.cit.*, p.92-96.]].

«En novembre, une opération fut organisée afin de remplacer les soldats de l'unité "Zénith" par des gardes-frontières spécialement entraînés. Une compagnie motorisée de troupes frontalières fut également acheminée secrètement. Elle était composée de 208 soldats combattants, d'hélicoptères de combat, de 15 engins de transport blindés, de dix lance-grenades légers et de quatre lance-grenades lourds. Le 7 décembre, deux spécialistes du Haut Commandement des gardes-frontières arrivèrent [sur place] pour étudier les lignes de communication de la nouvelle résidence d'Amin. [...] La préparation de l'opération "Agat" avançait à toute vitesse».

Les préparatifs se terminaient. Oustinov ordonna l'organisation du transfert des troupes le 10 décembre 1979, soit deux jours avant la signature du document validant l'intervention par le Politburo. La directive n°312/12/00133 fut envoyée aux troupes afin que les préparatifs puissent commencer[[LYAKHOVSKY (Alexander), *op.cit.*]]. Ce fut la seule trace écrite témoignant de la préparation d'une opération militaire en Afghanistan qui sortit du Politburo. Ce même jour, le ministre de la Défense commença également à donner des instructions orales au chef d'état-major pour la formation d'une nouvelle armée dans le district militaire du Turkestan. Une mobilisation sélective fut alors organisée. Des troupes aéroportées ainsi que d'autres unités militaires furent secrètement transférées à cet endroit. Oustinov prévoyait l'acheminement de 75 à 80000 hommes afin que l'opération fût menée à bien. La plupart d'entre eux, au moins durant les premières semaines de l'intervention, ne seraient pas des Russes, mais des soldats originaires des pays frontaliers du nord de l'Afghanistan, partageant les mêmes coutumes et tout particulièrement la religion. En effet, inquiets de la réaction de la population afghane à l'intervention, les dirigeants soviétiques espéraient que l'envoi de telles troupes serait mieux accepté par les Afghans, témoignage de la méfiance et de la crainte qui continuaient d'animer les dirigeants soviétiques.

Les hiérarques du Politburo entendaient limiter l'intervention militaire à une simple opération de police au sein de la zone d'influence de l'Empire soviétique, sur le modèle de celles opérées en Pologne et à Budapest en 1956, à Prague en 1968. L'Armée rouge s'enlisa pourtant rapidement, et dès la fin de l'hiver 1980 l'opération dut être prolongée pour une durée indéfinie. Le géant soviétique venait de mettre le doigt dans l'engrenage afghan, alors même que toute défaite apparaissait parfaitement inacceptable car contraire à la doctrine Brejnev.

Cette guerre qui ne disait pas son nom révéla l'imposture du système soviétique aux yeux du monde entier, et provoqua, dans les rangs de la société civile, en premier lieu parmi les mères



et les femmes des soldats tués ou mutilés, les premières révoltes d'en bas contre le système dans son ensemble.

Le processus de décision de l'intervention soviétique en Afghanistan nous est donc aujourd'hui connu dans ses grandes lignes. Restent toutefois un certain nombre de questions ouvertes. Ainsi, qui d'Andropov ou d'Oustinov fut le véritable moteur de la décision? Dans quelle mesure Andropov s'est-il laissé abuser par les erreurs des analystes du KGB sur la situation en Afghanistan, en a-t-il profité pour arriver à ses fins? Brejnev était-il sincèrement hostile à la tenue d'une guerre, était-il prêt à remettre en cause sa doctrine pour éviter une opération dont il connaissait vraisemblablement les risques? Autant de zones d'ombre auxquelles la déclassification récente d'archives à Moscou permettra peut-être d'apporter des réponses.

## THÈSES

Adrien Lherm, p. 103-131

→ [La fête d'Halloween de l'Ancien Continent au Nouveau Monde du XVIIe siècle à nos jours](#)

Adrien Lherm

Issue du monde britannique ancien, pré-industriel, «perdu», selon l'expression de l'historien moderniste Peter Laslett, elle-même du reste un temps «perdue», mais bientôt «retrouvée» ou «réinventée» outre-Atlantique, la fête d'Halloween ne cesse, aujourd'hui, de part et d'autre de l'Atlantique, de faire parler d'elle[[LASLETT (Peter), *Ce Monde que nous avons perdu*, Paris, Flammarion, 1969.]]. Pourtant, la connaît-on vraiment? En Amérique, où elle bat son plein la dernière semaine d'octobre et notamment lors de la soirée du 31 qui est la sienne, que pense-t-on et que dit-on d'elle en général? *A fortiori* en France, où elle s'est récemment et rapidement propagée, quelle est, dans les esprits, son identité? À quelles représentations renvoie-t-elle? Ces dernières correspondent-elles à la réalité historique? voire à la réalité de ses pratiques contemporaines tout court ?

La date animée et ludique décline des séries de clichés qui sont bien souvent autant de paradoxes: elle se présente comme américaine; or les documents ne la font apparaître outre-Atlantique qu'au milieu du XIXesiècle. C'est aussi une fête qui affiche son caractère britannique; pourtant, la date disparaît du paysage calendaire du Royaume-Uni au cours du XIXe siècle. En outre, l'usage colporte l'idée de tradition immémoriale alors même, et peut-être aussi du fait qu'il n'arrête pas de se transformer: exemple, lui-même par ailleurs contradictoire, c'est une observance d'enfants, que suit désormais une majorité d'adultes, ce qu'on sait beaucoup moins. Il définit en outre un temps qui passe pour être «bon enfant» mais dont on redoute désormais la venue pour tous les dangers auxquels il se confond depuis peu. La superficialité un brin commerciale qui entache la fête aujourd'hui «masque» les rôles très sérieux qu'elle remplissait jadis. Dorénavant manne pour les marchands en tous genres, elle

est longtemps restée la date du calendrier américain la moins investie par l'argent. Halloween, donc, c'est une suite de paradoxes... N'est-elle pas en cela même, alors précisément que les discours de la «tradition» qu'elle alimente nient tous les liens qu'elle pourrait avoir avec le temps présent, le produit et le reflet de la modernité contemporaine et de ses nombreuses contradictions? Pour comprendre l'enjeu des uns et le poids des autres, il faut tirer son portrait, dresser son histoire, expliquer comment la «coutume» que nous connaissons s'est mise en place, par conséquent remonter à ses lointaines «origines», ou tout du moins aux formes, aux fonctions et aux significations que la pratique revêtait dans les îles britanniques de l'époque moderne avant qu'elle ne devienne presque soudain, vers le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, la «joyeuse vieille fête juvénile» célébrée par les revues et les mentalités américaines. Sans oublier de parler de son caractère caméléon, du carnaval de ses multiples travestissements, car en fait, ce qui ne change pas à son sujet aux États-Unis depuis les années 1860, c'est que, dans les images, les observances, les motivations et les prescriptions qui lui sont associées, elle ne cesse pas de... changer! La comparaison du modèle de célébration séculaire britannique moderne, pré-industriel, traditionnel et rural, communautaire et local, permet d'appréhender les enjeux de l'implantation et de la reformulation de la fête dans la société urbaine, capitaliste, individualiste, victorienne et *mainstream* ou *WASP* de l'Amérique du Nord dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, et de mieux mesurer ses réappropriations successives et ses dernières évolutions dans la société contemporaine.

### ***All Hallows' Eve*: un modèle de fête rurale dans le Royaume-Uni pré-industriel**

La fête d'*All Hallows' Eve* est un grand moment de l'année calendaire britannique moderne: comme la Samhain celtique dont elle tire de toute évidence son origine et maints caractères, elle se situe à la charnière de l'année. Les récoltes sont engrangées, les premiers froids se font sentir, la terre s'apprête à se reposer et les bêtes retournent à l'étable. Dans les communautés rurales du Royaume-Uni pré-industriel, elle sert à ritualiser la fin de l'année végétative et du cycle pastoralet marque le début de la période hivernale. Elle s'inscrit aussi dans le calendrier des travaux et des jours d'hommes soumis à l'environnement et à ses aléas: les incertitudes liées à l'avenir invitent des groupes humains encore largement démunis sur le plan technique à la célébration des principaux passages. *All Hallows' Eve*, c'est en somme une fête des récoltes, une action de grâce rendue à la nature, le rappel dramatisé de la soumission des hommes envers les éléments, l'expression manifeste de leur allégeance. Le rite a une fonction de réassurance: il met ostensiblement les vivants à leur place, c'est-à-dire sous la dépendance de la nature; la puissance de cette dernière étant réaffirmée, sa bienveillance peut être sollicitée. C'est aussi le grand temps du retour des morts dans les lieux qu'ils ont habités. Fête des récoltes et fête des morts, avérée dès la civilisation celtique, puis reprise par les Romains et christianisée, à défaut d'être éradiquée, par l'Église au IX<sup>e</sup> siècle: la célébration est sans doute aussi vieille que le monde. En tout cas, elle semble venir, en droite ligne, ou avec toutes sortes d'adaptations et de discontinuités, d'une époque néolithique attentive à la production de la terre et au culte rendu aux âmes voire aux dieux...

Les usages et les croyances qui l'entourent sont bien établis au cours de la période moderne: la date comprend un véritable répertoire de légendes, contes, superstitions et gestes. D'abord, la fête, c'est le temps des morts: on pense qu'ils reviennent pour l'occasion, à la nuit tombée, sur les lieux de leur vie passée. À l'époque en effet, la mort est présente, omniprésente, partie intégrante de l'environnement, de la vie et des représentations: elle n'est pas pensée comme radicalement différente, pas plus qu'elle n'est rejetée ou occultée. Lors du 31 octobre au soir, la porosité des deux mondes se fait même plus grande encore. D'ailleurs, à cette occasion, il est parfois des cas de retour funeste des morts parmi les vivants. Le plus souvent, ce harcèlement émane de défunts qui demandent en fait réparation. La fête d'*All Hallows' Eve* leur donne l'occasion de hanter les vivants, afin qu'éventuellement ces derniers réparent les violences ou les injustices faites au moment de leur décès ou en tout cas l'indifférence dans laquelle ils ont pu être tenus depuis leur grand départ. Par là, la date fournit l'occasion aux survivants de s'acquitter symboliquement des devoirs négligés ou de réparer l'offense faite autrefois: la perméabilité ponctuelle des vifs et des morts aboutit alors à marquer d'autant mieux la séparation des deux groupes - comme il se doit. Car la confusion des deux univers passe néanmoins pour dangereuse, ainsi qu'en témoignent les feux follets, censés guider les passants non avertis, mais les menant tout droit dans les sables mouvants des tourbières et des marais[[Ils sont l'image de *Jack*, âme errante aux yeux de braise qui, censément, hante le 31 au soir les grands et les moins grands chemins.]]; à cet égard et dans le même registre, citons la Mesnie Hellequin, troupe d'âmes damnées venues augmenter leur compagnie par les routes des campagnes... D'ailleurs, dans les têtes, la nuit est aussi celle de tous les esprits, des sorcières et du diable; le cas échéant, on les rencontre! Ou alors, invisibles, ils sont présents à la nuit tombée dans les airs, pour corrompre les terres qui ne seraient pas rituellement protégées par leurs exploitants, égarer les âmes insouciantes, échanger et embarquer les enfants (changelins) ou tout simplement, si l'on peut dire, présider aux sabbats prétendument suivis par les méchants, et bien souvent mégères, du coin...

Cette nuit en particulier recèle donc pouvoirs et dangers. D'où toutes sortes de gestes, qui ont une grande importance. Ils sont réalisés avec beaucoup de sérieux, car ils engagent l'avenir de la communauté. Dans les petits villages d'Angleterre, du Pays de Galles, de l'Écosse des *Highlands* et d'Irlande, les chefs de feu partent au soir d'*All Hallows' Eve* effectuer la tournée de leur exploitation munis de brandons et de fourches embrasées afin de faire fuir les mauvais génies qui voltigeraient alors dans les airs: que les flammes ainsi promenées qui les mordent leur fassent passer leur chemin! Dans les petites villes, ce sont également les principaux représentants de l'autorité qui se rendent dans les confins, accompagnés parfois de tombereaux en flammes... D'une certaine manière, les hommes apposent leur signature, celle de la culture, à des espaces qu'ils vont laisser rejoindre la nature pendant les quelques mois qui viennent; par ailleurs, ils démarquent le territoire de la communauté, exploité, de celui de l'environnement, sauvage, intact, encore vierge: le monde des vivants est délimité, retranché par la chaleur de la vie, du feu, de celui des morts ou du moins des mauvais morts ou des démons[[Champs, prairies, jardins, vergers, cours, bâtiments, communs, rues, places, d'une part, de l'autre, bois, forêts, montagnes, landes, marais etc.]]... Le feu revient ensuite au cœur

du groupe alors assemblé: devant la ferme ou sur la place, il est le prétexte à la réunion des hommes... Autour des brasiers (de joie): des banquets et des jeux - la chaleur de la vie... Mais aussi des quêtes et des collectes, notamment des jeunes gens et des serviteurs: les dominés prennent alors le devant de la scène et sollicitent notamment des plus riches des largesses en l'échange de la réalisation d'une piécette le plus souvent déguisée: l'intrusion dans les intérieurs privés en est d'autant plus légitimée; et les propos tenus, qui peuvent être sarcastiques, susceptibles d'être énoncés sans ambages... Les collectes achevées, les repas et les jeux terminés, se tiennent les divinations, autre grand rite et passage obligé, important, attendu, de la soirée. Le plus souvent, ce sont les femmes qui se réunissent dans des endroits particuliers comme sur le porche de l'église ou à l'intérieur, à l'entrée ou au sein du cimetière, pour s'enquérir de l'identité de ceux qui, dans le groupe, sont destinés à mourir dans l'année à venir: les morts présents au cours de la nuit prêtent leur concours aux vivants pour que certains d'entre eux puissent planifier leur départ dans l'au-delà et prendre leurs dispositions envers leurs proches. Autre sujet des rites de prédiction, les mariages futurs: les affinités électives sont testées par de nombreux procédés prédictifs[[Souvent ludiques, ils peuvent être plus ou moins manipulés par les acteurs- de façon que le résultat des pratiques soient conformes à leurs désirs: de nombreuses occurrences montrent ces usages «particuliers» des gestes rituels...]]. Là encore, on note l'importance de ces pratiques au fait qu'à travers leur objet c'est la pérennité du groupe qui est en jeu: les naissances et la postérité de la communauté ne procèdent-elles pas des mariages? Enfin, la nature des travaux à mener dans le futur, au retour de la belle saison, est un autre objet d'interrogation rituelle - qui engage là encore le devenir, la vie voire la survie de la collectivité en question. on le voit donc, ces rites sont de toute importance. S'ils peuvent comporter une part d'amusement voire certaines libertés prises par rapport à la tradition, ils ne se déparent pas du sérieux qui les motive et les accompagne...

Ces gestes ne sont pas anodins. S'ils sont chargés de sens pour les personnes qui les pratiquent ou assistent à leur réalisation, ils se comprennent aussi au regard du groupe d'appartenance. Toutes sortes de fonctions peuvent alors être assignées par leur intermédiaire à la fête d'octobre. D'une part, celle-ci montre la communauté, son inscription dans la chaîne des temps, son caractère immémorial et son holisme- puisque la date commémore l'inclusion de la collectivité dans un cosmos qui la dépasse, elle énonce également le poids de la tradition, la parole des anciens; le village renoue ainsi, tout aussi manifestement, avec les multiples générations qui l'ont fait. La date donne à voir les différents lieux de vie et les territoires de l'exploitation, du hameau, du village, de la cité. Elle désigne aussi l'agencement du groupe concerné: par exemple, elle rappelle la mémoire des défunts, qu'ainsi elle réincorpore aux vivants; elle présente les jeunes gens «bons à marier» lors des quêtes et piécettes déguisées, ou dans la mise en œuvre des divinations matrimoniales: en quelque sorte, elle avalise l'entrée des uns et des autres sur le marché matrimonial. Elle signale les différents statuts: riches et pauvres, dominants et dominés sont cantonnés- et signalés comme tels- dans des rôles bien précis. D'autre part, elle annonce et fait savoir: elle sert, parfois à l'aide de toutes sortes de manipulations effectuées par les personnes concernées, les affinités électives, enrôlant de force de temps en temps tel ou telle peut-être récalcitrant(e): c'est l'équivalent de bans sentimentaux, ou en tout état de cause l'officialisation et le point de départ des flirts de l'hiver; elle signifie à ceux qui sont souffrants ou très âgés, l'imminence de leur départ, pour qu'ils puissent prendre leurs dispositions et préparer l'avenir de ceux qui vont leur survivre; elle

désigne aussi les parias, qu'elle avertit des contraventions qu'ils ont pu commettre aux normes collectives, ou qu'elle punit plus sévèrement[[Par l'affichage parfois grinçant des récriminations lors des tournées déguisées dans le meilleur des cas, l'exécution d'un charivari et la mise à l'écart ostensible des festivités dans d'autres, et dans les plus critiques, par toutes sortes de mauvais tours et de déprédations diverses, censément exécutés par les «démons», donc marqués au sceau de l'impunité, ce qui permet d'éviter la vendetta ou le cycle de la violence absolue, ou encore par des annonces de sorts funestes, dans une société où la parole des anciens conserve tout son poids et où, somme toute, dire c'est-encore-faire...]]... En d'autres termes, le groupe se montre à lui-même comme puissance régulatrice, source de normes et de justice, faite pour assurer le respect des lois de la vie commune, souder plus encore la communauté face aux incertitudes du présent, *a fortiori* de l'avenir. Au reste, hommes et femmes, enfants, jeunes gens, jeunes filles, adultes et personnes âgées, dominants et dominés, individus installés et dépendants, vivants et morts contribuent chacun à leur manière mais globalement collectivement aux rites et à l'atmosphère unitaire de la soirée. La fête permet au village ou aux membres de la famille réunis d'enregistrer les griefs, les doléances et les espérances de chacun- et par là, dans le contexte holiste de l'époque, de les officialiser. Elle permet aussi de réajuster l'équilibre de la communauté: les tensions peuvent se donner libre cours, sous la forme du déguisement ou de l'invisibilité, donc sans rétorsion possible de la part de leurs victimes éventuelles; les dominants, une fois leur tâche accomplie, doivent quant à eux se plier aux bonnes grâces des troupes parfois caustiques ou crues qui s'abattent sur eux: l'inversion qui se donne alors libre cours et les largesses que les maîtres consentent envers leurs subordonnés costumés réactualisent le pacte d'obéissance; les actes de charité qui découlent de ces usages viennent en aide aux plus démunis du groupe, les aidant à assurer la jointure entre les saisons, ou du moins à tenir jusqu'à ce grand temps de l'aumône collective que sont les douze jours de Noël. En outre, ces gestes et ces attentes, répétés d'une année sur l'autre, réinterprétés différemment mais comme par écho tout au long de l'année lors d'autres grandes dates fêtées, servent enfin à donner au groupe la fixité qui peut lui faire défaut: ces rites et ces usages créent dans les esprits un îlot de stabilité au sein de l'océan des incertitudes que la vie et ses multiples et très inquiétants aléas ne manquent pas de lui faire affronter...

Toutefois, ce modèle quelque peu figé s'efface peu à peu du paysage à la fois calendaire et social[[Même s'il se décline de diverses manières dans le kaléidoscope de «petits pays» que compose alors, plus que jamais, le Royaume-Uni, et même si également il n'est pas sans subir les assauts du temps et des événements.]]. À partir du XVIIIesiècle, la fête disparaît. La Réforme a marqué du sceau de la superstition et de la suspicion un grand nombre de pratiques héritées du Moyen Âge et, en définitive, des temps antiques ou païens. La refonte du décompte du temps qui s'en est suivie, ajoutée surtout aux tentatives d'épuration menées par les puritains lors de la Guerre civile ont rompu dans de nombreux esprits la continuité sacrée accordée aux croyances et aux gestes; l'influence du protestantisme dans les classes moyennes émergentes a tôt fait de rejeter les vieilles scansion du calendrier du paysage festif des villes. Peu à peu, cette désuétude s'est étendue, par mimétisme, aux campagnes environnantes, et dès le tournant du XIXesiècle, seuls les «sombres recoins» du pays célèbrent encore la vieille date. Les princes, déstabilisés par la Révolution, ont bien essayé, au moment de la Restauration notamment, de vendre leur légitimité en promouvant avec succès pendant un temps auprès des nobles l'idée d'une Vieille Angleterre joyeuse faite de paternalisme et de

franches réjouissances, de façon à ce que les «menus» ne rechignent guère à renouer avec l'idée et la réalité de l'autorité, locale comme nationale[[Cette politique et son application donnent naissance au cliché de la *Merry Old England*, très populaire un siècle plus tard, au temps de la Révolution industrielle, mais déjà présent au cours du XVIIIesiècle.]]; mais si les campagnes ont vu un temps le renouveau des célébrations proscrites par les puritains, cela n'a été, pour faire un mauvais jeu de mot, qu'un feu de paille: le mal était fait, les discontinuités déjà imprimées dans les esprits, le poids des traditions rompu, et ces dernières, partant, déstabilisées et désacralisées. En outre, désireuses d'homogénéiser un territoire morcelé en autant de petits bastions communautaires, les autorités, désormais incontestées, n'ont guère trouvé opportun de renforcer les distinctions par trop locales: si le Royaume devait être uni, c'était dans le rabotage de ces aspérités particularistes telles que les fêtes pouvaient les traduire: le contrôle des esprits recherché déjà par HenryVIII s'effectue à ce prix. Au reste, dès la seconde moitié du XVIIesiècle, la commémoration du complot des Poudres[[*Guy Fawkes' Day* commémore l'attentat manqué contre le roi JacquesIer et son Parlement le 5novembre 1605, célébré par une action de grâce dès l'année suivante et par la suite institué comme date festive et dynastique.]] semble prendre la place dévolue à la soirée d'octobre: d'ailleurs, il en incorpore un certain nombre de rites, comme celui de l'embrasement des bûchers et des tournées déguisées (avec le *Guy*, l'épouvantail représentant le comploteur honni, maudit, et «démasqué», Guy Fawkes). Cet usage qui a le double mérite de plaire aux sujets tout en les unissant dans une commune célébration de la monarchie a joué contre le 31octobre. Surtout, le procès de civilisation des mœurs aboutit à faire disparaître les pratiques dorénavant jugées trop crues, osées, ou déplacées. Les classes moyennes, toujours plus nombreuses à partir du XVIIesiècle, n'ont de cesse, jusque bientôt dans les villages mêmes, de se démarquer du petit peuple dont elles sont issues: d'où la rupture avec les pratiques traditionnelles, laissées à ce dernier. Au contraire, soucieuses de distinction, elles tendent à imiter le raffinement des courtisans et de l'aristocratie, ce qui les conduit à réprouver plus encore la trivialité des usages populaires dorénavant assimilée à la vulgarité et à la violence. De plus, les croyances liées au surnaturel marquent quelque peu le pas avec les progrès de l'agriculture, de l'alimentation, de l'alphabétisation et des sciences: l'avenir évoque moins le spectre menaçant de la disette, les rites conjuratoires en sont d'autant moins justifiés, l'animisme et le recours aux sorciers de plus en plus tournés en ridicule et déconsidérés, tandis que dans les esprits font leur chemin l'utilitarisme et son corollaire sous forme de mot d'ordre «*Time is money*»: plus question de le dépenser en joyeusetés superfétatoires! on retrouve ici donc, et à nouveau, l'impact de la Réforme à travers le nouveau culte du travail individuel. Ajoutons la montée de l'individualisme, qui dégage la personne de la gangue de la collectivité qui lui donnait jusque là son identité et sa feuille de route, le démantèlement des *commons* (communaux), l'achèvement des enclosures et la fin des solidarités villageoises, l'urbanisation, l'exode rural, l'oubli des vieilles pratiques lors de la transplantation des champs vers les grandes cités, le désir d'ordre urbain des élites locales et la crainte que suscitent les parades et autres comportements festifs d'une jeunesse jamais très éloignée de la tentation de la subversion, serait-elle symbolique, le refus par les mêmes de toute condamnation ponctuelle, ludique et parodique, de ce monde nouveau qui se met en place et dont elles sont les principales bénéficiaires, et nous finissons sur le tableau de la disparition quasi générale d'*All Hallows* au milieu du XIXesiècle dans le royaume. Celle-ci ne demeure que dans ses marges: Irlande des petits paysans, Écosse des *Highlands*, et quelques villages reculés du Pays de Galles et des massifs anglais... Or c'est précisément à cette époque que la fête apparaît pour la première fois dans les documents nord-américains, comme si elle quittait son espace d'origine pour se redéployer dans l'au-delà transatlantique.

## L'apparition, le développement et la redéfinition de la fête en Amérique dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle: l'invention d'une tradition

La citrouille d'Halloween qui aujourd'hui présente un sourire ou bien une grimace aux couleurs de l'Amérique est loin de venir des premiers temps des colonies britanniques d'outre-Atlantique: c'est une importation récente. Une importation? Voire. Une création plutôt. Car la transplantation n'est pas fidèle, il s'agit plutôt d'une adaptation, ou plus exactement de l'invention d'une tradition ajustée aux perspectives et aux enjeux d'un espace, d'une civilisation, et d'un temps particuliers. Les premières mentions de la fête relevées dans les documents nord-américains remontent en effet aux années 1840: descriptions de la célébration irlandaise ou galloise dans des revues, mention, encore incertaine, du 31 octobre dans quelques rares calendriers, d'abord canadiens, puis, à partir des années 1860, également américains[[Citons, entre autres, «All Hallows' Eve in Wales», *Living Age*, 1844; «All hallow Eve in Ireland», *New Monthly Magazine*, 1845; Cleveland Coxe, *Halloween, a Romaunt*, Philadelphie, Lippincott, 1869 (Hartford, 1845); le *Belcher's Farmer's Almanach* publié à Halifax en Nouvelle-Écosse, pour les années 1849-1855, *The Newfoundland Almanac* de St John, à Terre Neuve, de 1851 à 1859, *The Merchants' and Farmers' Provincial Almanack* de St John, dans le Nouveau-Brunswick à partir de 1855, *The Prince Edward Island Calendar for the Year of Our Lord 1859*, paru à Charlottetown, *The Montreal Pocket Almanack for 1859*, ou, pour les États-Unis, *The Fireman's Almanach and Reference Book for the year 1861* imprimé à Brooklyn.]]. Certes, ce silence des sources tient peut-être à leur relative rareté avant précisément le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle: le Nouveau Monde est encore loin d'être aussi développé que l'Ancien Continent. Toutefois, s'il est vrai que la production américaine d'imprimés ne saurait encore rivaliser avec celle du Royaume-Uni, les nombreux almanachs coloniaux et fédéraux se taisent et par là signalent haut et fort le peu d'importance qu'aurait la date si elle était véritablement suivie sur place. En tout cas, peut-être présente ici et là dans les villages au gré de l'implantation de familles irlandaises, galloises, écossaises, et même anglaises, cette absence «médiatique» signifie qu'elle n'a rien d'universel à l'échelle des colonies puis des deux espaces, États-Unis et Canada. Et à cela, il n'y a rien de paradoxal: l'Amérique du Nord s'est pour une part formée contre les traditions; terre nouvelle, à conquérir, elle a été appréhendée comme pur espace, étendue vierge, dépourvue du poids des anciens et de leurs esprits. Le matérialisme et l'utilitarisme qui ont prévalu dans sa mise en valeur l'ont désincarnée, pour faire du sol un bien matériel, arpenté, découpé, commercialisé. C'est alors moins le passé qui compte que les perspectives de l'avenir: les Américains sont tournés vers le futur et s'embarrassent peu des héritages quels qu'ils soient. En outre, les fondations religieuses de la Nouvelle-Angleterre, reprises ensuite aux premiers jours de la jeune nation comme constitutives de l'identité nationale, ne prédisposent pas, loin de là, à la reproduction des usages issus d'un Royaume-Uni comparé à l'Égypte des Pharaons. Les Pères pèlerins ont cherché à faire de leurs premiers établissements la «Cité sur la colline», qui régènerait le monde et notamment l'Ancien Continent (métropolitain et autre) corrompu, conformément à l'enseignement de la Bible. Prévaut alors un puritanisme strict, sourcilieux sur les dates du calendrier. *Exit* les anciennes scansions héritées des superstitions paysannes, condamnées, et même un temps traquées. Enfin, la société qui se met en place au XVIII<sup>e</sup> siècle se distingue par sa fluidité: mobilité géographique et ascension sociale sont des

caractères qui limitent plus encore l'attachement aux lieux et à leurs usages, la plus grande homogénéité des communautés villageoises rendant moins nécessaire la mise en avant rituelle de leurs composantes. En quelque sorte, les forces de la modernité qui ont eu, en métropole, la peau d'une *All Hallows'* pour le moins «transie» sont plus encore à l'œuvre de l'autre côté de l'Océan, contribuant par conséquent à expliquer son absence des sources comme de la réalité des gestes et des pratiques. Qui plus est, la rupture avec la mère-patrie lors de la guerre d'Indépendance conduit les Américains à répudier les usages issus de cette dernière: le nouveau pays se bâtit dans la rupture politique mais aussi, en partie, ou du moins en théorie et en volonté, dans le rejet des liens culturels. C'est alors que les Pères fondateurs retrouvent et célèbrent la geste des Pèlerins et leur condamnation de l'Angleterre mêlée, anglicane et crypto-papiste. L'ère frugale inaugurée par les débuts de la République va contre les usages somptuaires incarnés par le gentilhomme anglais (celui, notamment, de la Joyeuse Vieille Angleterre) et jusque-là repris par les élites locales (en particulier du Sud), cependant que les impératifs de la mise en valeur d'un continent entier peu à peu ouvert à l'activité des hommes, détournent de toute idée de divertissement les ambitieux et ceux qui les suivent, c'est-à-dire la quasi totalité de la population. Là plus qu'ailleurs prédominent le dogme et les impératifs du *business*; enfin, la venue d'immigrants d'origines elles aussi de plus en plus nombreuses et hétérogènes, exerce une entrave à la perpétuation comme à la constitution d'une quelconque tradition unique ou en tout cas solide et établie en matière d'observances, de croyances et de pratiques. Aussi les voyageurs européens qui parcourent le jeune État américain déplorent-ils tous en chœur les «tristes tropiques» qu'il donne à voir.

En même temps, force est de constater que l'Amérique agit comme réceptacle de cultures et de traditions issues de l'Ancien Continent. Aussi la fête d'Halloween n'est-elle peut-être pas complètement absente du paysage calendaire local. Dans certaines communautés de la côte ou des Appalaches, comme il a été suggéré, la date survit sans doute à elle-même. De fait, plus tard, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les folkloristes rapporteront des pratiques coloniales ou fédérales assez proches de celles qui avaient cours autour de la fin d'octobre et du début novembre dans le Royaume-Uni pré-industriel. Au Canada, de même, la pratique des tours pendables et des quêtes plus ou moins déguisées et sonores préexiste aux premières mentions en bonne et due forme de la célébration d'Halloween. Mais si donc le 31 est suivi outre-Atlantique, il ne l'est que ponctuellement, et son observance se fait dans le silence des sources, ce qui autorise à conclure à son immédiateté, à son immanence: dans les quelques endroits où elle est suivie, la date ne pose pas de problème particulier, il n'y a donc aucun besoin de la médiatiser; elle passe inaperçue aux yeux de ceux qui ne font pas partie des communautés concernées.

Il semble que les Irlandais, sans être les véritables importateurs de l'usage de la fête dans le Nouveau Monde, aient joué un rôle de passeurs; en effet, l'apparition des mentions de la date dans les imprimés américains est contemporaine de leur venue massive: c'est dans les années 1840 que quelques articles expliquent à leurs lecteurs la forme et le sens des gestes effectués dans l'île et au Pays de Galles le 31 au soir. En outre, les premiers calendriers qui intègrent la soirée sont publiés dans des ports où les immigrants venus d'Erin sont nombreux à débarquer



et à s'installer: Halifax, en Nouvelle-Écosse, St John dans le Nouveau-Brunswick, l'ensemble des Maritimes, et enfin New York. En particulier, pour la Grande Pomme, c'est dans un almanach de pompiers, corps qui compte alors beaucoup d'Irlandais, que la date figure en 1861. En somme, tout se passe comme si l'irruption en ville d'une fête où elle n'a pas de véritable précédent faisait parler d'elle. Effet de surprise tout d'abord, objet de mécontentement ensuite, enfin véritable problème, elle va sortir du silence des sources. Les premiers comptes rendus dans les périodiques, essentiellement les quotidiens et journaux locaux, ne sont pourtant pas défavorables: plutôt étonnés, ils notent les tours pendables dont certains conduisent parfois à des déprédations (démolition de remises) ou des accidents, les processions plus ou moins déguisées de jeunes dans les rues, avec force bruit, les prises à partie mi-agressives mi-amusées avec les passants... L'inversion propre à la vieille *All Hallows'* rurale gagne les grandes villes comme New York ou Toronto. Et au passage, devient «Hallow'E'en» puis Halloween. Sans doute l'exode rural a-t-il aussi beaucoup joué dans cette implantation: les nouveaux citadins ont repris sur place les pratiques qu'ils suivaient le cas échéant dans leurs campagnes. De fait, le ton des articles est plutôt sympathique, comme s'il cherchait à coller avec l'opinion publique locale. Par exemple, à Toronto, dès la fin des années 1870, le cortège aléatoire des jeunes laisse place aux défilés d'étudiants. Halloween, pour eux, souvent fraîchement débarqués du plat pays environnant, c'est la première date marquante de leur calendrier, l'occasion de s'intégrer dans le groupe comme celle d'explorer, en l'occurrence de façon ludique, leur nouvel environnement: la ville, ses rues, ses institutions. Les processions s'ébrouent depuis l'université, «descendent» le long des grandes artères et aboutissent aux théâtres. Là, les jeunes assistent à un spectacle non sans en briser quelque peu l'unité[[Comme il était alors courant dans les représentations, voir à ce sujet l'excellent ouvrage de LEVINE (Lawrence), *High Brow/Low Brow: The Emergence of Cultural Hierarchy in the United States*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1988.]], puis s'en reviennent à l'*Alma Mater*, en recherchant parfois l'affrontement avec la police. Globalement, malgré quelques échauffourées ou incidents, l'ensemble de la population locale couve d'un œil bienveillant cet usage qui présente tous les caractères d'un rite de passage et d'intégration. C'est aussi que nombre de Torontois sont eux aussi tout juste arrivés de la campagne et qu'ils partagent avec les étudiants la découverte de leur nouvel univers: la ville et son ordre continuent à dérouter, et la fête, par son chahut, son tintamarre, son exploration des limites aussi, tend à dramatiser l'inquiétude et le désarroi qu'ils font naître dans les têtes. Une quinzaine d'années plus tard, quand l'univers urbain a fini par se consolider, l'humeur a changé: il n'est plus vraiment question d'interrogation ludique de la rue et de ses mystères, pas plus que ne sont de mise les rencontres plus ou moins bourruées avec les forces de ce nouvel ordre. Les articles condamnent les usages d'Halloween, en particulier les parades et les tours pendables, relayant ainsi l'opinion dominante de la ville. Les élites craignent en effet qu'ils ne viennent saper les fondements encore fragiles de l'environnement contemporain: capitaliste, fonctionnaliste, individualiste, urbain, tous ces caractères toujours nouveaux sont encore susceptibles d'être facilement sapés. Les processions et les bûchers contreviennent à la libre circulation, les prises à partie ironiques remettent en cause la légitimité des autorités, les à-côtés de la fête font des dégâts qui, désormais chiffrés, ne sont plus tolérés, ceux qui s'y adonnent passent pour prendre de mauvaises habitudes, phénomène d'autant plus scandaleux et inquiétant qu'il s'agit des jeunes, c'est-à-dire des piliers sur lesquels repose la pérennité de la société qu'appellent de leurs vœux les représentants des citadins «respectables». Dès lors, pour ces derniers, faute de pouvoir enrayer une pratique qui semble avoir pris, il convient de repenser la fête et d'en proposer un nouveau modèle. Certains d'entre eux s'en servent même comme prétexte et support à la communication d'un code de bonne conduite dans la société moderne. À l'attention précisément des jeunes générations.

C'est dans les années 1870 que la fête fait l'objet de commentaires d'une teneur nouvelle: dans les calendriers, elle figure désormais parmi les autres grandes dates de la Joyeuse Vieille Angleterre, qui refont surface, acquérant dans ce cadre temporel et historique un caractère traditionnel difficilement contestable. Et à qui voudrait discuter de la continuité de la pratique, les articles s'empressent de répondre, en mettant en avant son caractère immémorial: Halloween est devenue «la vieille fête incontournable», «la célébration à la popularité jamais démentie», «cette vieille et bonne date»[[Dans les quotidiens locaux, ou les magazines féminins comme entre autres, *Godey's Lady's Book*, *Woman's Home Companion* et *Ladies' Home Journal*.]] etc. Son accent *British* n'est désormais plus ignoré: au contraire, à en juger par l'insistance avec laquelle il est rappelé, il est fortement valorisé. Un certain nombre d'images, bientôt canoniques car constamment reprises, lui sont associées: le thème du mystère avec les squelettes, les fantômes, les sorcières, les diabolotins, les animaux de la nuit tels que le chat noir, le hibou, la chauve-souris ou encore l'araignée, les symboles de la fécondité et de l'abondance comme les pommes et les noisettes ou... la citrouille, parfois aussi transformée en *Jack-o'-Lantern* sur le modèle des navets et betteraves évidés de l'Angleterre d'autrefois. Ces clichés se surimposent ainsi sur le contenu ancien de la fête. Plus encore: ajoutés aux autres caractéristiques de la fête colportées par les médias, ils tentent de le détourner. En effet, les représentations de la date l'associent désormais au public enfantin: dans ces dernières, ce sont des jeunes gens et surtout des gamins qui se livrent à des amusements innocents, issus parfois du répertoire ancien d'*All Hallows*, mais détachés de leur contexte de sérieux et des fonctions importantes qu'ils remplissaient: colin-maillard, découverte de fèves plus ou moins divinatoires dans le gâteau partagé lors de la réception donnée pour la soirée, récupération avec la bouche de pommes flottant dans l'eau d'un baquet, voici les pratiques inoffensives qui sont reprises alors outre-Atlantique... Enfin, le cadre de ces nouveaux usages est la maison, le foyer domestique, que ce soit le hall où s'effectue la présentation des invités, les premières surprises du genre «maison des horreurs», le salon où ils se poursuivent et où les convives se restaurent, la cuisine où se déroulent souvent les jeux, l'escalier de la cave ou celui du grenier qui servent d'espace de «prédications» et de contact folklorique avec le surnaturel... Des historiettes mettent en scène des jeunes filles découvrant l'amour de leur vie le soir d'Halloween, à la faveur d'une divination ou d'une heureuse surprise. Bref, la date se colore d'une note très *romance* qui en dénature le sens ancien: la fête est une observance transformée, réinventée, conjuguée à un passé recomposé, qui n'est rien d'autre que fonction des enjeux du présent.

En effet, la date américaine est une fête du foyer, c'est-à-dire familiale et domestiquée. Cantonnée dans la sphère privée, supervisée par les mères, elle ne saurait plus déborder dans la rue, imprévisible et dangereuse. Par là se repère la volonté de détourner les jeunes gens du théâtre de la sphère publique. D'autant que la soirée est infantilisée: seuls ou presque, de petits enfants peuvent ajouter foi aux croyances folklorisées liées au mystère de la nuit et donc la célébrer: les autres ne peuvent faire de même sous peine de passer pour des gamins! Les femmes qui encadrent le déroulement des jeux domestiques des petits ont pour tâche de leur transmettre un certain nombre de règles de bonne conduite: il s'agit de les discipliner en les

amusant. Les jeux reflètent les valeurs du moment: le culte de l'exploit individuel salue comme en écho les prouesses des *self-made-men*; l'intégration dans les groupes de joueurs vante l'esprit d'équipe en ce temps d'émergence de la société d'organisation; les croyances mettent en avant l'innocence du jeune âge et réitèrent en contrepoint les dangers corrupteurs de la vie publique, adulte; la réception valorise le mode de vie bourgeois et familiarise les petits aux usages de la bienséance; enfin, le cadre de déroulement de la fête sanctifie plus encore la famille et le foyer, piliers sur lesquels s'est édifiée la nouvelle société urbaine. C'est donc bel et bien une fête des classes moyennes émergentes qui est colportée à travers les journaux et les magazines à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, une fête qui n'a de traditionnel que le nom, et qui s'emploie à célébrer l'Amérique *mainstream* comme à en faire intégrer les valeurs et les normes auprès des jeunes générations. L'insistance sur le caractère anglais, britannique, et désormais même irlandais de la date témoigne d'un autre souci des classes moyennes du moment: celui de l'anglo-conformité. En ces temps d'immigration massive (des centaines de milliers de nouveaux arrivants débarquent chaque année) en provenance d'Europe de l'est, du centre et du sud, aux origines et aux confessions juives, slaves, orthodoxes, latines, catholiques, la peur taillade les tenants d'une Amérique «américaine», soit *WASP*, *White Anglo-Saxon Protestant*. Ces cohortes innombrables ne vont-elles pas faire disparaître l'identité protestante et anglo-saxonne des États-Unis et du Canada? Faire perdre l'influence culturelle et politique des populations anciennement établies et prospères? Halloween apparaît comme un moyen supplémentaire d'inculquer aux enfants des nouvelles recrues de bonnes références identitaires, essentiellement l'idée que le continent est par essence lié à l'ancienne ou toujours existante métropole. Aussi voit-on des historiettes qui placent la date dans le contexte colonial, sans égard pour la réalité historique, tandis que la plupart de celles qui sont publiées ont trait au Royaume-Uni ou à des personnages venant de ces îles désormais considérées et surtout présentées comme matricielles... Là encore donc, la fête est réinventée, adaptée au nouveau contexte moderne, urbain, bourgeois, et transmis de manière prioritaire à ceux qui sont censés être les garants du *statu quo*, les membres des jeunes générations. Cet effort, d'où naît la tradition de l'Halloween américain et d'où proviennent les images et clichés qui ont toujours cours à son propos, n'est toutefois pas payé de complet succès: il ne parvient pas à uniformiser les manières de célébrer la date, pas plus qu'il n'arrive à toucher dans un premier temps les populations qu'il avait ciblées. D'une certaine manière, en apposant puis en imposant la date dans le calendrier du Nouveau Monde (et de la nouvelle société contemporaine) et en opérant le changement de forme et de sens à donner à la soirée, il ouvre un tonneau des Danaïdes d'où ne cessent de s'échapper toutes sortes de modèles concurrents ou tout simplement nouveaux: dès lors, Halloween n'en finit plus de changer... on pourrait dire qu'en fait, et presque comme de juste, la date n'en finit plus de se déguiser!

### **Une fête caméléon: métamorphoses, avatars et travestissements d'Halloween au xx<sup>e</sup> siècle**

Les jeunes Américains, qu'ils soient enfants d'immigrants ou non, ont très vite manifesté leur résistance face aux exigences comportementales des adultes de la société *mainstream*. En

particulier, ils ont traduit de diverses manières leur rejet du modèle de fête «bon enfant», innocente et tranquille que ceux-ci leur proposaient pour la soirée du 31. Durant tout le premier XX<sup>e</sup>siècle, les États-Unis, et dans une mesure moindre et plus tardivement, le Canada ont été confrontés au problème de l'acculturation des populations issues de la «nouvelle immigration», et en particulier de celle des jeunes générations. Ce problème rejoint bien souvent celui de l'encadrement du comportement des adolescents et de ce qui alors semble à beaucoup le résumer, le thème de la délinquance juvénile. Halloween, pas moins que le reste de la société, n'échappe à cette question: elle en est même une chambre d'écho spectaculaire. Au tournant du siècle, au regard des plaintes qui se multiplient dans les périodiques, il s'avère que les jeunes gens sont loin d'avoir abandonné l'idée de faire les quatre cents coups dans la rue le soir du 31 octobre. Au contraire, ils conservent les vieux rites de la tournée du voisinage, des charivaris et des tours pendables. Le grand amusement, c'est de faire enrager les atrabilaires du quartier, en une version contemporaine de l'inversion et de la justice populaire exercées autrefois. Aussi les toilettes de jardin sont-elles déplacées[[Avec le secret espoir que quelque vieil adulte antipathique tombe cette nuit-là par mégarde dans le trou.]], les chariots, palissades ou mobilier de jardin démontés et remontés dans des endroits peu accessibles etc. En fait, aucune maisonnée ne semble devoir échapper aux farces des chenapans: elles sont parfois vénielles- coups à la porte, aux fenêtres, cris effrayants, irruption plus horrible encore d'une *jack-o'-lantern* derrière la vitre, déménagement des barrières, renversement des tas de feuilles soigneusement empilées- parfois aussi peu agréables et plus dommageables: mise à feu sur le palier d'un journal cachant des déjections de sorte que celui qui se précipitera pour étouffer la menace d'incendie sera bien peu gratifié de son geste, seau d'eau froide en équilibre au-dessus de l'entrée, barbouillage des vitres de la maison, etc. Les fausses alertes sont légion, le saccage des bouches d'incendie se multiplie, les panneaux de signalisation sont démontés, les premières automobiles privées de leurs pneus, les freins abîmés, le tout dans un grand concert de pétards, de bruit et sur fond de rivalité entre groupes, voire entre gangs. En fait, il s'agit pour les jeunes de s'en prendre à l'autorité et à sa figure, les adultes, en même temps que d'attester, à travers les exactions commises à leur encontre, une identité et une unité particulières. Halloween passant pour la soirée de licence des enfants, ceux-ci se déchaînent effectivement, au point que bientôt, dès les années 1910, il ne soit presque question que de batailles rangées avec le monde des «grands». En effet, ces usages, violents ou non, sont de moins en moins supportés par l'opinion publique: les farces sont considérées comme attentatoires à la dignité des personnes et au-delà à celle de l'ensemble des adultes du quartier, lesquels bien souvent décident de passer à la contre-offensive en renchérissant d'initiatives et en réinvestissant les modes de célébration de la soirée.

Un effort renouvelé de canalisation des jeunes ardeurs autour du 31 octobre voit donc le jour dès les années 1900. Il s'agit désormais, puisque la domestication n'a touché en définitive que les jeunes les moins à même de faire «dégénérer» la soirée, à savoir les enfants des catégories les plus favorisées de la population, d'étendre son champ d'action sociale, en l'élargissant aux dimensions des associations et clubs voire des voisinages ou des quartiers. Par là, il s'agit de toucher et «concerner», c'est-à-dire aussi responsabiliser les petits et les adolescents des classes laborieuses. Bientôt au reste, ce sont les municipalités elles-mêmes qui prendront le relais en organisant des animations supervisées par des animateurs sociaux sur les terrains de jeux, dans les écoles et les gymnases ou tout autre environnement susceptible d'être contrôlé par des adultes responsables. La solution caressée entre les deux guerres? «Gaver» les enfants,

au sens propre comme au sens figuré. D'où la multiplication des activités proposées, et surtout leur renouvellement perpétuel, d'une année sur l'autre, afin de ne jamais lasser les «délinquants ponctuels potentiels». S'engage alors la course à l'originalité, d'ailleurs déjà à l'œuvre dans les réceptions privées bourgeoises selon le mode de la consommation ostentatoire ou *conspicuous consumption*. Sauf qu'ici, il s'agit moins de se distinguer pour le prestige social qu'on pourra en recueillir que de faire preuve d'imagination pour tenir en haleine des dizaines, des centaines et même parfois des milliers de gamins, qu'on ne manque pas non plus de combler de gâteries sucrées et salées. Distributions de *donuts*, de sandwiches, de sodas, de crèmes glacées, organisation de bals, de séances de cinéma, de défilés, mise sur pied de chambres d'horreur, de jeux, de concours d'adresse, de parades et de concours primés s'ensuivent un peu partout dans les États-Unis de l'entre-deux-guerres et le Canada des années 1940 et 1950. Trois décennies d'effort de canalisation des pratiques par les édiles, les responsables associatifs, les éducateurs, avec l'appui de l'institution scolaire, finiront par venir à bout du problème. Dans les années 1950 et 1960, les plaintes au sujet du «vandalisme juvénile d'Halloween» tarissent[[En soi une forme de discours très américaine.]].

Il est vrai que les responsables adultes ont aussi, *in extremis*, et peut-être même largement, bénéficié de cette pratique nouvelle diffusée par le secteur de la confiserie qu'est le *trick-or-treating*: la collecte déguisée de friandises par les enfants lors d'innocentes ou d'inoffensives tournées du voisinage. Ces quêtes reprennent le schéma ancien des parades des *guisers* ou mendiants rituels britanniques. De fait, elles existent ici et là dans l'espace américain dès les années 1900, mais pas au point de se confondre, comme elles le feront plus tard, avec la fête elle-même. Elles sont à peine plus nombreuses dans les années 1930. En fait, c'est du second conflit mondial qu'elles tirent leur origine. Pendant la guerre, au Canada comme aux États-Unis, des collectes pour les soldats engagés sur le front ou blessés dans les hôpitaux, pour les enfants britanniques ou les œuvres de la Croix-Rouge, sont organisées pour responsabiliser à tous égards les adolescents, limiter le vandalisme juvénile, et éviter le «sabotage» d'Halloween. Dans les années 1946-1947, les premières quêtes de bonbons s'ensuivent, non sans susciter tout d'abord des réactions hostiles de la part des adultes, peu favorables à ce qu'ils estiment alors être une forme de chantage. À partir de 1950, l'UNICEF réactive la pratique des dons et des charités, tandis que le *trick-or-treating*, d'après une comptine enfantine récitée comme justificatif de la demande de friandises sucrées, prend son essor[[L'initiative, mise en œuvre par une classe de catéchisme de Philadelphie en 1950, aboutit à la collecte de 20dollars; elle est reconduite l'année suivante et, remarquée par les médias, ne tarde guère à faire des émules dans tout le pays et de l'autre côté de la frontière, au Canada: en 1953, ce sont 1500communautés dans 48États qui participent à l'opération, et 6000communautés soit un demi-million d'enfants en 1955.]]... Très vite, malgré quelques hésitations initiales sur le terme, celui-ci s'impose au point de passer dès le milieu de la décennie comme «traditionnel»! Il est vrai qu'à travers ce nouvel usage de la soirée, les enfants se tiennent tranquilles: ils sont des jours durant occupés à trouver puis confectionner leur déguisement, et le soir venu, à collecter le maximum de douceurs... De fait, la pratique apparaît comme un facteur de sociabilité dans les nouveaux quartiers de banlieue de l'après-guerre; pour les plus jeunes, elle fonctionne comme rite d'intégration en même temps qu'apprentissage de la vie en société: bien se présenter, avoir le plus beau costume pour devenir célèbre dans le voisinage, visiter le maximum de maisons, repérer les bons «filons» en sont devenus les réquisits... Au demeurant, toutes sortes de stratégies sont mises au point

par les petits pour «maximiser», en véritables apprentis ou déjà talentueux économistes, le butin: avoir un autre costume sous la main pour pouvoir revenir frapper à la porte d'une maisonnée particulièrement généreuse, attendre et forcer sur la moue si l'écot paraît insuffisant, de façon à culpabiliser le misérable donateur et déclencher chez lui un geste réparateur d'autant plus libéral, etc. Les mauvais tours contre les personnes récalcitrantes ne sont pas exclus, mais ils passent au second plan, comme mesure de rétorsion: ils ne constituent plus le but de la soirée. Ainsi la fête est-elle passée véritablement sous contrôle adulte, tout en laissant une marge d'initiative aux jeunes et en leur donnant l'impression que leur sont alors concédées une véritable autonomie et une non moins grande licence. La date est aussi un support à la pédagogie de la consommation dans la société d'abondance, à l'apprentissage de la négociation et de l'échange (avec les parents le soir-même et entre gamins dans la cour de récréation de l'école le lendemain) et à la recherche d'une popularité plus que jamais prisée. De surcroît, elle fait le bonheur des confiseurs, même si encore beaucoup de ménagères préparent des friandises maison. Bref, elle se normalise enfin... À telle enseigne que ceux-là même qui dénonçaient les déviances «vandales» de la soirée s'inquiètent désormais de son conformisme, de son côté désormais terne, de sa nouvelle banalisation... Pas pour longtemps cependant...

Dans la seconde moitié des années 1960, Halloween va retrouver un visage effrayant: la citrouille affiche peu à peu une bien mauvaise grimace. En fait, la date, ses pratiques et ses acteurs vont cristalliser la peur de l'Autre qui envahit l'opinion publique avec le développement accéléré de la mobilité et la permissivité accrue de la société. Si autrefois, les enfants étaient les coupables, ceux «qui tuaient l'esprit bienveillant» de la soirée en raison de leurs agissements violents, désormais ce sont des adultes qui vont devenir dans les esprits les corrupteurs ou «kidnappeurs» du caractère innocent de la fête. Jusqu'à menacer la vie et la sécurité des enfants! En effet, fragiles et désormais innocents, les bambins déguisés font figure de victimes idéales. Surtout dans les ténèbres de la nuit... et de villes qui connaissent des problèmes croissants de drogue et de violence. Se développe alors le mythe des sadiques anonymes d'Halloween, qui placent du poison sur les bonbons, mettent une lame de rasoir ou une épingle dans la pomme qu'ils tendent aux petits... Certes, au cours de la période, il y a bel et bien eu des friandises corrompues et quelques rares cas de morts d'enfants, mais c'était, après enquête, pour la plupart, de mauvais canulars, le plus souvent venus des jeunes eux-mêmes (pour attirer l'attention sur eux), soit des accidents, et nullement le fait de ces meurtriers masqués aussi invisibles qu'insaisissables que dessine la légende urbaine. Reste que la phobie qui culmine dans la première moitié des années 1970, sur fond de désarroi social et culturel, se prolonge par la suite, connaît un nouveau pic en 1982 après qu'en septembre un employé d'une usine d'analgésiques *Tylenol* a versé par malveillance du cyanure dans les machines servant à produire les comprimés et tué une dizaine de consommateurs. Aujourd'hui, la crainte reste très vive, elle est ancrée dans les têtes et omniprésente dans les discours - et elle ne demande qu'à rebondir sur le moindre fait divers. Les adultes américains et canadiens regrettent ouvertement le temps béni où les enfants n'avaient rien à craindre et pouvaient faire la tournée des maisonnées en toute innocence - quitte à occulter les risques d'accidents de la circulation ou d'embrasement des costumes en fait bien plus dangereux. L'idée qui prévaut, c'est que la fête, une fois de plus, n'est plus ce qu'elle était[[... où l'on retrouve la thématique très américaine de la déploration (ou «jérémiade»)].]. D'où le renouveau des réceptions privées, des animations de voisinage organisées collectivement dans

un espace surveillé, les tournées de quartier effectuées en voiture et accompagnées par des adultes... ainsi que la commercialisation accrue des produits distribués lors de la quête: les industriels de la confiserie ont eu tôt fait de vanter le conditionnement sécurisé de leurs marchandises et la publicité qu'ils ont faite a été vite relayée par les recommandations énoncées par les autorités, les associations de parents ou les organisations de consommateurs. Désormais, tout produit artisanal est suspect - et dans maints endroits, on peut le passer gratuitement pour la circonstance aux rayonsX à l'hôpital voisin. on le constate, dorénavant la soirée est passée et placée sous le contrôle dominant des adultes...

Les derniers avatars de la fête outre-Atlantique témoignent de ce changement. À présent, le 31 octobre est largement célébré par les adultes: ces derniers représentent depuis la fin des années 1980 la moitié des *Halloweeners*. À la base de cette évolution, la récupération de la date par quelques communautés minoritaires: les artistes dans les années 1960 ont saisi les potentialités subversives ou du moins ludiques de la soirée. Parfois pour manifester - artistiquement - au nom de causes spécifiques: Halloween est ainsi un bon porte-voix. Entraîné par Ralph Lee, un metteur en scène de New York, le *Village* du début des années 1970 à Gotham s'est mis en branle pour dénoncer la gentrification du quartier et le départ inéluctable de la bohème qui l'habitait. La parade d'abord groupusculaire puis «familiale» (d'atmosphère) s'est peu à peu muée en grand théâtre de rue puis scène carnavalesque à l'échelle de la ville métropole tout entière! Dans les années 1990, ce sont des dizaines de milliers d'adultes et de groupes qui défilent le long de la 6<sup>e</sup> Avenue, et des centaines de milliers de personnes qui assistent à cette débauche de couleurs, de travestissements, de slogans, de revendications, d'interpellations symboliques. Les communautés *New Age*, et en particulier les *Wiccans* ou sorciers, qui revendiquent l'héritage des Celtes comme celui des sorcières du Moyen Âge, ont fait leur la vieille date à peu près au même moment, dans la foulée des contestations et remises en cause des *sixties*. Et ils l'ont fait savoir, se saisissant de la date comme étendard de leurs croyances, valeurs, communauté. S'ils sont peut-être tout au plus quelques dizaines de milliers à célébrer l'entrée rituelle dans l'hiver par la recherche d'un contact plus intense avec la nature... et leurs condisciples, lors des «sabbats» qu'ils organisent la nuit du 31 octobre, la rumeur leur prête des armées de fidèles: certains évoquent aujourd'hui des millions de pratiquants! C'est que ces réappropriations particulières de la fête ne sont guère appréciées de l'Amérique dominante, pour qui ces divers Halloweens sentent toujours un peu, voire beaucoup... le souffre! Et leurs adeptes ou participants ne sont guère plus en odeur de sainteté, loin de là! Autre exemple, «de la même farine»: celui des homosexuels. À la fin des années 1960, dans le contexte de la marche vers la visibilité et la revendication pour les droits, le 31 octobre est devenu une date majeure du calendrier de la communauté gay dans un certain nombre de grandes villes américaines comme San Francisco ou New York. La fête est l'occasion pour les membres du groupe de «sortir du placard», de parader à découvert dans les rues, d'exprimer leur vision - colorée, fantasmatique - du monde. La date se prête à ces nouveaux usages, en fait elle retrouve le caractère de subversion ludique qu'elle pouvait avoir avant sa normalisation: c'est un carnaval où le jeu avec les normes dominantes et marginales prend place et se donne à voir; plus exactement, le produit des constructions sociales que sont les valeurs et les attentes d'une société envers ses membres (en l'occurrence les codes de comportement et leurs catégories viriles / féminines / efféminées) est présenté comme tel, d'où l'idée mise en scène d'une possible renégociation de ces clichés. Et de fait, cette soirée du travestissement autorise les contacts entre groupes d'appartenance. Pour le temps du défilé, les

parias ordinaires deviennent les vedettes, les hétérosexuels ou dominants en temps normal, les *outsiders*. Très vite, dans les années 1980, à la suite de ces réinvestissements particuliers d'Halloween, les *Yuppies*, jeunes gens riches et branchés des grandes villes, suivent la «mode» et font du 31 un grand moment d'animation de leur agenda bien rempli, un moment tout bonnement de fête...

Aujourd'hui en effet, Halloween est devenue aux États-Unis un grand moment du calendrier adulte. N'ayant rien d'officiel, l'activité ludique se déroulant le soir, après la journée de travail, parfois en milieu de semaine, mais très attendue, elle voit les carnivals et grandes parades se multiplier dans les grandes et désormais moins grandes villes du pays. Ces défilés sont mêlés: toutes les populations s'y retrouvent bien souvent. En somme, les *Gays* ont ouvert le bal auquel se joignent allègrement *Yuppies* et jeunes gens en mal de distraction. Il est vrai que la période est assez peu dense en événements festifs ou commémoratifs: entre *Labor Day* et Noël, il n'y a peut-être que *Thanksgiving* et *Colombus Day* pour prendre en même temps que la plupart des autres Américains un peu de bon temps, *Memorial Day* ne se prêtant guère à des usages et manifestations «frivoles». Les «grands» ont réinvesti la soirée des «petits», jeunisme oblige. Ce sont eux qui courent les bars, les parcs d'attraction ou les cinémas en quête de frisson, vont de réception en réception... Les commerçants ont en effet bien compris le parti qu'ils pouvaient tirer de ce dernier avatar de la fête: des ventes supplémentaires! Comme Noël, la Saint-Valentin, Pâques, les Fêtes des Mères et des Pères, la Saint-Patrick plus récemment, Halloween a ainsi rejoint le groupe des occasions calendaires et festives qui font le bonheur des marchands; c'est d'ailleurs la date qui connaît ces vingt dernières années les taux de croissance du chiffre d'affaires les plus élevés: sur les trois milliards de dollars dépensés pour la circonstance en 2000, plus de la moitié provient des achats des adultes: costumes, maquillages, décorations, frais de réception ou de restaurant, consommations dans les bars, entrées dans les cinémas, les discothèques, les lieux d'animation, les visites guidées d'endroits mystérieux ou soi-disant hantés, les locations de cassettes vidéos de film d'horreur[[Soit une dépense par habitant d'environ 10dollars, ce qui représente un changement notable par rapport au milieu du siècle, quand friandises et déguisements étaient, pour la plupart, fabriqués dans les foyers, mais ce qui est encore très loin des débours engendrés par Noël, championne toutes catégories des occasions d'achat: le *Wall Street Journal* du 14décembre 1995 estime que chaque famille américaine dépense en cadeaux la somme de 800dollars!]], etc. En quelque sorte, la boucle est bouclée: en retrouvant le caractère adulte qu'elle avait perdu lors de son implantation-réinvention en Amérique du Nord à la fin du XIXesiècle, Halloween réussit ce que les concepteurs de cette adaptation de la date ancienne à la modernité contemporaine n'avait pas obtenu: normaliser l'événement festif, soit encore le placer sous le contrôle quasiment exclusif (mais lui aussi occulté, masqué, déguisé) des adultes...

On le voit donc, Halloween, pour l'historien, c'est un sujet à proprement parler «fantastique»: en effet, l'étude de cette fête l'entraîne sur le terrain des pratiques et des croyances, dans les mondes, faits à la fois de correspondance et de disjonction, du réel et de l'imaginaire, au cœur



des rapports que les représentations et les mentalités entretiennent avec les sociétés et l'environnement, tout en l'obligeant à effectuer de multiples sauts dans l'espace et le temps; l'analyse des raisons d'un usage, leur comparaison et le suivi de leur devenir, au cours des siècles, et d'une aire culturelle à l'autre, balisent un territoire composé des grands enjeux que les hommes d'époques et de civilisations différentes, les groupes auxquels ils appartenaient ou appartiennent encore, et les pays dans lesquels ils s'inscrivaient ou vivent toujours, assignaient voire continuent d'assigner à leurs présents- tout comme elle permet de circonscrire les grands centres d'intérêt de leurs attentes; bref, elle ouvre sur le champ de la construction des piliers de la vie en communauté que constituent les normes, les valeurs, et les moyens que les collectivités ou certains de leurs éléments parviennent à définir et à mettre en œuvre pour les faire respecter. Halloween, c'est en cela une chambre d'écho des principes fondamentaux autour desquels s'édifient les sociétés concernées, grandes ou petites, aux moments étudiés, révélateur de leur ordre, de leur système de pensée et de leurs mécanismes de socialisation et de coercition. Elle peut en outre se faire l'un de leurs supports privilégiés. Mais parfois, elle se présente également comme vecteur de changement, chargé d'accommoder l'innovation à un état socio-culturel déjà préétabli et bien défini. Ou encore elle peut être introduite dans l'univers des façons de faire et des façons de croire de manière disruptive, et parfois malgré le discours qui la légitime, pour mieux conduire à l'acceptation, par les populations ciblées, d'un nouvel ensemble de représentations et d'usages. La date se révèle ainsi être tantôt reflet, tantôt victime, tantôt agent, tantôt moyen de reflux des transformations socio-culturelles des différents grands espaces de civilisation abordés sur quatre siècles. Cet objet de recherche, passeur de temps, marqueur de sociétés, indicateur des transferts culturels transatlantiques, mérite par conséquent plus d'attention que celle qu'en général, et surtout de ce côté-ci de l'Océan, on daigne lui prêter. Ou en tout cas, il exige qu'on dépasse les images qu'il donne de lui-même - ou qu'on lui fait porter. Comme la *Jack-o'-lantern* qui en est venue à le symboliser, c'est une construction humaine, pleine de chair fraîche, qui masque derrière ses travestissements et ses sourires l'enjeu, ou plutôt *tous* les enjeux de son éclat...

Ines Sabotic, p. 133-147

→ [Les cafés de Zagreb de 1884 à 1914 : sociabilités, normes et identités](#)

Ines Sabotic,

Les cafés sont nés à Paris et à Vienne à la fin du XVIIesiècle, en même temps que les Lumières. L'esprit nouveau qui souffle alors sur l'Europe s'engouffre dans cet espace vierge et sans histoire. L'élite sociale (d'abord en France) quitte ainsi les salons pour se rendre dans ce lieu public, qui lui est néanmoins réservé, afin de discuter, avec ses pairs, des idées nouvelles tout en buvant cette boisson stimulante qu'est le café.

Une nouvelle forme de sociabilité s'y développe, différente de celle des tavernes dans lesquelles se regroupe, autour de boissons alcoolisées, une clientèle essentiellement populaire; «aussi l'avènement du café au XVIIIe fut-il généralement interprété comme un signe de progrès, comme un triomphe de la civilisation sur la barbarie»[[LECOQ (Benoît), «Le café», in NORA (Pierre) (s.d.), *Les lieux de mémoire*, III, Paris, Gallimard, 1992, p.855-883.]]. Au

XIXe siècle, les cafés se démocratisent ou plutôt s'embourgeoisent. Le scénario est le même dans toutes les villes d'Europe, seuls les personnages et les noms diffèrent. Café à Paris, *Kaffeehaus* à Vienne, *kávéház* à Budapest, *kavana* à Zagreb, chacune de ces villes intègre cet établissement dans son environnement, dans son histoire.

Si la *kavana* est mentionnée pour la première fois dans les années 1750, elle ne connaît son âge d'or que dans les années 1900. De ce fait, ce tournant de siècle attire toute notre attention. D'abord, le cadre juridique est alors le plus riche mais aussi le plus complexe. Plus particulièrement, 1884 est l'année de mise en vigueur d'une nouvelle loi sur l'artisanat marquant une importante rupture avec la législation précédente. La *kavana* ainsi que les établissements de même type comme les tavernes (*krcma*), les restaurants (*gostiona*), les hôtels (*svratište*), les débits de café (*kavotocje*), les débits d'alcool (*rakijašnica*) sont plus que jamais les objets de préoccupation des autorités.

De plus, Zagreb traverse une période de modernisation et découvre la modernité. Malgré ses 61002habitants en 1900, elle remplit néanmoins toutes les fonctions d'une capitale, elle est véritablement le centre politique, économique, culturel, universitaire... de Croatie. Ce développement doit cependant être remis dans un contexte plus large. Intégrés à l'Empire d'Autriche-Hongrie, les royaumes de Croatie et Slavonie bénéficient, grâce à la *Nagodba* (compromis hungaro-croate signé en 1868), d'une autonomie dans les affaires intérieures, la justice, les cultes et l'éducation. Le pouvoir exécutif est entre les mains du gouvernement à la tête duquel se trouve le ban, le législatif entre celles de la diète (*Sabor*). La langue officielle est le croate. Si la *Nagodba* apporte quelques satisfactions, elle reste malgré tout en deçà des attentes d'une majorité de Croates. En effet, alors que les nationalismes sont en plein développement et les aspirations nationales grandes, le partage du royaume «triunitaire» est confirmé: la Croatie et la Slavonie restent liées à la Hongrie, la Dalmatie sous administration autrichienne. La vie politique de cette période est d'ailleurs assez tumultueuse. À ce titre, on retient plus particulièrement deux dates, 1883 et 1903, correspondant d'une part à deux révoltes populaires, et d'autre part au gouvernement du ban Khuen-Héderváry, personnage symbolisant la «magyarisation» en Croatie[[MACAN (Trpimir), *Povijest hrvatskog naroda* [Histoire du peuple croate], Zagreb, Nakladni zavod Matice Hrvatske/Školska knjiga, 1992 (rééd.); HORVAT (Josip), *Politicka povijest Hrvatske* [Histoire politique de la Croatie], Zagreb, August Cesarec Zagreb Atlantic Paper, 1990 (rééd.), Vol.I; ŠIDAK (Jaroslav), GROSS (Mirjana), KARAMAN (Igor), ŠEPIC (Dragovan), *Povijest hrvatskog naroda 1860-1914* [Histoire du peuple croate 1860-1914], Zagreb, Školska knjiga, 1968.]].

Bref, Zagreb et ses cafés sont sans aucun doute le lieu de rencontre mais aussi d'affrontement des différentes logiques de modernisation, porteuses de valeurs et d'intérêts spécifiques. La

première est impériale (autrichienne et hongroise), marquée par la problématique centre-périphérie, la seconde est royale (croate), marquée par la problématique nationaliste[[ROGIC (Ivan), *Tehnika i samostalnost* [La technique et l'autonomie], Zagreb, Hrvatska sveučilišna naklada, 2000.]]. Les cafés zagrebois se développent donc dans un double contexte.

D'une certaine manière, le café est une porte d'entrée dans l'histoire d'un pays ou d'une ville. Les historiens amateurs n'ont pas manqué de le constater. Les ouvrages, destinés au grand public, riches en illustrations, plus modestes sur le texte, sont effectivement nombreux. Chacun d'entre eux présente le café comme un foyer de révolution en tout genre, un riche laboratoire de culture, un espace privilégié de relations humaines. Bref, le café est devenu une institution culturelle sans l'intervention des historiens. En effet, ces derniers mentionnaient souvent le rôle du café mais sans pour autant s'intéresser outre mesure à cette image d'Épinal. L'historiographie étant elle aussi dépendante de son présent, il fallait attendre un temps plus propice à ce type de réflexion. Ce n'est que depuis les années 1980 que des études plus systématiques sont faites, en l'occurrence quelques thèses[[LALOUETTE (Jacqueline), *Les débits de boisson en France 1871-1915*, thèse de 3ecycle, Université ParisI, 1979; LANGLE (Melchior de), *De la convivialité à la sociabilité à Paris dans les débits de boissons au XIXesiècle*, thèse de doctorat, Université ParisIV, 1988; CONDEMI (Concetta), *Le café-concert à Paris de 1849 à 1914, essor et déclin d'un phénomène social*, thèse de doctorat, EHESS, 1989; VULIC (Marin), *Le cabaret, le bistrot, lieu de la sociabilité populaire dans le bassin houiller du Nord-Pas-de-Calais 1750-1985*, thèse de doctorat, Université LilleIII, 1991; GAYOL (Sandra), *Sociabilité à Buenos Aires: les rencontres dans les débits de boissons 1860-1900*, thèse de doctorat, EHESS, 1996.]] et des rencontres scientifiques[[DESMET-GRÉGOIRE (Hélène) (s.d.), *Contributions au thème du et des cafés dans les sociétés du Proche-Orient*, Aix-en-Provence, Cahiers de l'IREMAM, 1992; *Le café en Méditerranée: histoire, anthropologie, économie XVIIIe-XXesiècle*, Actes de la table ronde à Aix-Marseille en octobre 1980 organisé par le Groupement d'intérêt scientifique Sciences Humaines sur l'aire méditerranéenne et la Chambre de commerce et d'industrie de Marseille, Aix-en-Provence, Institut de recherches méditerranéennes, 1980; *Les boissons, production et consommation au XIXe et XXesiècle*, Actes du congrès national des sociétés savantes à Perpignan en 1981, Paris, Comité de travaux historiques et scientifiques, 1984.]]. Le café devient même un des «lieux de mémoire» de la France[[LECOQ (Benoît), *op.cit.*]]. En fait, l'entrée du café dans le champ historiographique n'a pu se faire sans l'entrée au préalable d'une problématique de recherche plus riche, en l'occurrence la sociabilité[[FRANCOIS (Étienne) (s.d.), *Sociabilité et société bourgeoise en France, en Allemagne et en Suisse, 1750-1850*, Paris, Recherche sur les civilisations, 1987; THELAMON (Françoise) (s.d.), *Sociabilité, pouvoirs et société*, Actes du colloque de Rouen en novembre 1983 organisé par l'Association de recherche sur la sociabilité et le Groupe de recherche d'histoire de l'Université de Rouen, Mont-Saint-Aignan, Publications de l'Université de Rouen, 1987; AURELL (Martin), DUMOULIN (Olivier), THELAMON (Françoise) (textes réunis par), *La sociabilité à table: commensalité et convivialité à travers les âges*, Actes du colloque de Rouen en novembre 1990 organisé par le Groupe de recherche d'histoire de l'Université de Rouen, Mont-Saint-Aignan, Publications de l'Université de Rouen, 1992; CEULEMANS (Jacques), *La sociabilité dans une petite ville de province: Montbéliard de 1870 à 1914*, thèse de doctorat, Université LyonII, 1992... Voir l'introduction de AGULHON (Maurice), *Pénitents et francs-maçons dans l'ancienne Provence: essai sur la sociabilité méridionale*, Paris, Fayard, 1984 (rééd.)]].

Dans l'esprit des *Annales*, l'histoire s'ouvre aux autres disciplines, notamment à la sociologie qui s'interroge, entre autres, sur la sociabilité. C'est ainsi que cette dernière fait son apparition dans le vocabulaire historique français en 1966 sous la plume de Maurice Agulhon[[AGULHON (Maurice), *La sociabilité méridionale (confréries et associations dans la vie collective en Provence orientale à la fin du XVIIIesiècle)*, Aix-en-Provence, La Pensée universitaire, 1966.]].

Si les idées nouvelles sont toujours enrichissantes, elles ont néanmoins besoin de sources pour entrer dans l'histoire. Dans le cas des cafés de Zagreb au tournant du XXesiècle, ces sources ne manquent pas, au contraire. Elles sont diverses, obligeant à adopter non pas une mais des approches méthodologiques, et inédites, dévoilant des réalités inconnues jusqu'alors. D'abord, les registres artisanaux, en particulier le registre artisanal (*Obrtni upisnik «B»*), ont apporté des informations objectives (nom des artisans, type d'établissement, date d'ouverture et de fermeture, etc.) permettant de mesurer le phénomène du café (plus précisément la *kavana*, la *krcma*, la *gostiona...*). Pour expliquer ce dernier, les dossiers de l'Index général (*Opce kazalo*) annuel de la mairie de Zagreb qui enregistre les échanges écrits (déclarations, lettres, plaintes, amendes, demandes...) entre la mairie d'une part, et les administrations diverses, les habitants et les organisations civiles d'autre part, ont apporté de précieuses informations. Ils ont permis notamment de dégager deux protagonistes clés de l'univers des cafés, à savoir les autorités et les artisans. Pour mieux connaître les positions des autorités, il a été nécessaire de consulter le Recueil des lois et ordonnances de Croatie et Slavonie (*Sbornik zakona i naredaba kraljevina Hrvatske i Slavonije*) qui regroupe la majorité des textes juridiques issus du parlement, gouvernement national - secteur des affaires intérieures, des ministères ainsi que les procès-verbaux des séances de la diète (*Stenografski zapisnik sabora Hrvatske, Slavonije i Dalmacije*). Les décisions municipales, quant à elles, sont conservées dans les dossiers de l'Index municipal mais aussi dans les comptes rendus du conseil municipal (*Zapisnik skupštine gradskog zastupstva slobodnog i kraljevskog glavnoga grada Zagreba*). En ce qui concerne les artisans, les journaux professionnels (*Viestnik hrvatskih konobara, gostionicara i kavanara, 1903-1905, Gostionicarski list, 1907-1912, Gostionicar, 1913-1914, Kalendar za svratištare, gostionicare, krcmare i kavanare za prostu godinu, 1910-1913*) sont de véritables chroniques pour la période 1903-1914. Pourtant, il aurait été incomplet de se limiter à ces deux groupes, il était nécessaire d'en intégrer un troisième, les clients, utilisateurs des cafés. C'est pour eux et par eux que ces établissements connaissent le succès, ils sont en quelque sorte leur raison d'être. Comme ce groupe n'est pas homogène et ses contours relativement flous, l'étude des clients posait un problème, celui des sources. Il était donc nécessaire de trouver des sources alternatives qui pouvaient révéler les motivations et les attentes des clients, comme des mémoires, des articles de journaux, des textes littéraires, des guides touristiques, des photographies, des menus et des cartes. Toutes les sources sont écrites dans un croate parfois vieilli mais toujours accessible.

En fait, c'est plutôt la bibliographie qui a posé des problèmes. L'absence d'étude systématique et complète sur l'histoire politique et économique rendait parfois plus difficile l'explication de

certaines termes ou encore la définition de certains contextes. L'absence d'ouvrages sur la sociabilité (une histoire culturelle peut difficilement être envisagée avant d'avoir épuisé les problématiques relatives à l'histoire politique et économique) a néanmoins quelques avantages dans la mesure où elle donne une certaine liberté de réflexion, à l'abri des polémiques.

D'une manière générale, si l'histoire culturelle et sociale pose des questions particulièrement stimulantes, l'histoire croate contemporaine détermine le contexte spatio-temporel de l'histoire des *kavana* mais aussi des *krcma*, *gostiona*..., bref de tous les établissements de ce type.

Enfin, comme ce sont les hommes qui donnent sens et fonctions aux cafés, il semble justifié d'étudier ces derniers au travers des autorités, des artisans et des clients. Chacun de ces groupes porte un regard particulier et très subjectif sur les cafés, chacun a une perception et une conception propre de leurs sociabilités. Quels sont leurs liens aux cafés? Quelles sont leurs attentes? De quels moyens usent-ils pour les satisfaire? Comment chacun d'entre eux décline-t-il sociabilité et café, identité et café?

Néanmoins, il convient d'insister aussi sur leur complémentarité. Tous ensemble, ils forment un tableau relativement complet de la société croate au tournant du siècle.

### **Les normes des autorités**

La sociabilité des cafés a largement intéressé les autorités, qu'il soit question des autorités locales (la municipalité de Zagreb), nationales (la diète croate et le gouvernement croate) et communes (le parlement, les différents ministères). La multitude des textes de loi, leur renouvellement, confirme bien l'intérêt des diverses autorités pour cette branche artisanale.

Le point de départ du cadre juridique général de la période 1884-1914 est la loi sur l'artisanat de 1884 qui apporte de grands changements au sein de l'artisanat de la couronne de saint Étienne. Pour une majorité de métiers artisanaux, elle met un bémol au libéralisme économique affirmé dans la loi sur l'artisanat de 1872. En effet, la liberté d'entreprendre n'existe plus puisque le diplôme redevient une condition nécessaire à toute activité, la liberté d'association n'est plus possible puisque les organisations professionnelles redeviennent obligatoires (forme modernisée des corporations). Bref, le diplôme retrouve sa valeur, l'artisan son statut, la branche son pouvoir et le consommateur la qualité. Il y a néanmoins quelques exceptions à cette règle.

Pour les débitants, les cafetiers, les hôteliers et les restaurateurs (ainsi que les brocanteurs, les transporteurs divers, les ramoneurs, les fabricants et vendeurs de produits explosifs, toxiques et médicamenteux, les professionnels du bâtiment), les changements sont d'un autre ordre. Les possibilités de recel, de prostitution, d'incendie... poussent les autorités à mettre ces métiers sous la loupe. Le statut des débitants, des cafetiers, des restaurateurs et des hôteliers de la ville de Zagreb (*Štatut za obrte bavece se držanjem svratištah, gostionah, pivanah, krcmah, rakijašnicah, kavanah i kavotocjah*) datant de 1887 précise les normes suivant lesquelles un artisan zagrebois peut obtenir une concession (être majeur, avoir un casier judiciaire vierge, être digne de confiance, ne pas être tenancier d'une maison close). Mais cela n'est pas suffisant. Une commission doit effectivement inspecter l'établissement qui doit répondre à des critères d'hygiène et de santé publique (salles ventilées, lieux d'aisance avec water-closet, propreté...), d'ordre et de morale (éclairage, enseigne, horaire, fêtes et jeux autorisés...). À cela, il faut rajouter les normes conservant la hiérarchie sociale.

La *kavana* et la *krcma* illustrent très bien cet aspect. Les autorités ont prévu de faire de la *kavana* le lieu de sociabilité de l'élite, du moins de la bourgeoisie. Cet établissement est le moins sujet aux interdictions et possède les droits les plus importants. Ses caractéristiques en témoignent: son espace est plus grand (une superficie d'au moins 60m<sup>2</sup> et un plafond haut de 4mètres au minimum), ses salles peuvent se situer au premier étage d'un immeuble, ses horaires sont plus longs (jusqu'à 1heure), le billard y est autorisé. La *krcma*, au contraire, devrait accueillir une clientèle plutôt populaire, donc plus douteuse. Certes, la *krcma* n'est pas véritablement l'opposé de la *kavana*, puisque les jeux y sont aussi autorisés et les heures de fermeture relativement tardives (jusqu'à 23heures). Pourtant, cet établissement ne peut s'ouvrir qu'au rez-de-chaussée, il est interdit dans certaines rues de la ville et notamment à proximité des bâtiments publics et des lieux de cultes, ses salles sont plus petites (une superficie d'au moins 30m<sup>2</sup> et un plafond haut de 3mètres au minimum), sa transparence est toujours renforcée.

Mais pour ouvrir un établissement, il n'est pas suffisant que l'artisan et l'établissement remplissent les conditions nécessaires, il faut aussi que le nombre d'établissements autorisés à être ouvert ne soit pas dépassé (soit 15 puis 25 *kavana* en 1897 et 150 puis 200 *krcma* en 1903).

En 1888, soit quatre ans après la ratification de la loi sur l'artisanat, un an après celle du statut pour les cafés de Zagreb, la loi concernant les impôts sur les boissons alcoolisées apporte d'importants changements. Depuis les années 1850, un nouvel impôt sur le vin est levé par l'État dans la couronne de saint Étienne, en Croatie il l'est au profit des municipalités. L'État s'est donc privé d'une source importante de revenus au profit des localités afin que ces dernières puissent renflouer leurs maigres budgets et subvenir aux charges publiques locales (et notamment au financement des écoles et de l'administration). La loi de 1888 ne remet pas en cause cette source de financement confirmée par la *Nagodba*, mais elle amoindrit le rôle des municipalités. Désormais, l'État détient le «droit exclusif» sur la vente des boissons alcoolisées et le ministère des Finances, en l'occurrence la Direction des Finances, devient le seul compétent pour délivrer les autorisations.

Les plus grandes répercussions touchent les artisans. À la simplicité du cadre juridique précédent, on observe un doublement de la procédure. Le patron de café, de restaurant ou d'hôtel doit obtenir deux autorisations, la première des autorités municipales pour loger des clients, servir du café ou des plats cuisinés, la seconde de la Direction des Finances pour vendre des boissons alcoolisées. Les réformes faites par la suite (comme la loi concernant la vente des boissons alcoolisées de 1899) n'apportent pas de changements radicaux, elles ont avant tout pour objectif l'amélioration des prélèvements des nouveaux impôts destinés à remplir les caisses de l'État.

Les autorités, qu'il soit question de la direction des Finances, du gouvernement croate - secteur des affaires intérieures ou de la municipalité de Zagreb, posent les conditions par des textes de loi. Elles proposent une sociabilité normée, idéale en quelque sorte, véhiculant des valeurs nécessairement conservatrices, à savoir l'ordre, la morale, l'hygiène ainsi que la hiérarchie sociale. Leurs motivations et leurs craintes ont des formes tout à fait palpables, visibles et mesurables. La seule concurrence qui existe entre ces institutions est d'ordre financier.

## Étude d'une branche artisanale

Il ne fait aucun doute que la complexité juridique et la modernisation de cette branche artisanale aient eu des répercussions concrètes et directes sur la vie professionnelle des taverniers, cafetiers, restaurateurs et hôteliers. Les problèmes sont nombreux: modernisation difficile à assumer, complexité de la procédure, fiscalité trop lourde, amendes jugées injustes, concurrence des petits restaurants, des maisons closes, des marchands de vin et d'alcool, manque de professionnalisme du personnel. Confrontés à ces temps nouveaux, les artisans s'organisent.

L'association des restaurateurs et des cafetiers (*društvo gostionicara i kavanara*) qui existe depuis au moins 1833, regroupe principalement des artisans appartenant à la petite bourgeoisie dont les origines sont aussi variées que celles qui existent dans l'Empire. La fonction de cette organisation reste relativement traditionnelle puisqu'elle est avant tout humanitaire, sans véritable souci pour les intérêts de cette branche artisanale.

Pourtant, on observe une évolution dans la fonction et la structure de cette organisation. En effet, en 1894, les autorités poussent à une modernisation des organisations professionnelles libres (appelées *zadruga*). Ces dernières doivent davantage s'investir dans la défense des intérêts professionnels et le développement de la profession. En 1904, sous la montée du nombre de taverniers d'origine croate, l'un d'entre eux, Mato Huzjak, devient président de la *zadruga*. La direction s'engage alors activement dans la défense des intérêts des artisans. Elle écrit régulièrement des courriers aux autorités de toutes les instances et organise même des manifestations. Elle n'hésite pas non plus à s'engager dans la politique. Sensible à la nécessité de favoriser la communication avec ses membres, elle reprend le journal professionnel qui sort depuis fin 1903. Mais la direction a des objectifs plus ambitieux encore. En 1907, elle récolte les fruits de sa politique. Cette année-là, une fédération nationale des *zadruga* sous la direction de Mato Huzjak est fondée ainsi qu'une banque des restaurateurs (*Gostioncarska banka*) permettant aux artisans d'avoir une plus grande autonomie financière. À la suite de la mort de Huzjak en 1909, le nouveau président, Franjo A. Schmidt, et son principal collaborateur Srečko Pavleković, poursuivent dans cette voie. Parmi leurs plus grandes réalisations, on retient l'ouverture d'une école professionnelle en 1917.



D'une certaine manière, les artisans deviennent les relais entre les autorités et les clients, ils sont responsables de l'application de normes fixées par les autorités, des normes qui ne sont pas toujours en accord avec leurs propres intérêts. La sociabilité normée est ici confrontée à la réalité d'une branche artisanale qui a des impératifs financiers indépendants des systèmes de valeur. Devant les obstacles, les différences entre les taverniers et les hôteliers s'effacent, les artisans deviennent homogènes, capables d'adopter les règles de la sociabilité formelle pour défendre au mieux des intérêts communs. Le développement de la société civile impose sans aucun doute une prise de conscience de ses droits et de son statut ainsi qu'un apprentissage des moyens pour en bénéficier pleinement.

### Pratiques et symboliques des cafés

Le tournant du siècle est pour la société croate une période particulièrement dynamique de modernisation. Elle fait alors face à l'urbanisation, elle prend conscience de sa nation, elle cherche sa place parmi les sociétés européennes. D'une certaine manière, Zagreb, la Croatie et l'Europe ne sont pas seulement des entités géographiques d'échelles différentes, elles sont véritablement des sphères culturelles et des supports d'identité qui se manifestent de manière très concrète. La sociabilité informelle des clients est une voie prometteuse pour les déceler et les étudier. La sociabilité normée des autorités est maintenant confrontée à la réalité d'une société.

D'abord, la sociabilité informelle des cafés parle de Zagreb, de son identité urbaine. Malgré toutes les normes favorisant une certaine hiérarchie sociale entre les différents établissements, les autorités n'ont réussi à appliquer que partiellement cet objectif. L'homogénéité sociale n'est respectée que dans le cas de la *kavana* dont l'identité urbaine est exclusive. La *krcma* au contraire est davantage «démocratique» puisqu'elle accueille toutes les couches sociales, elle est intégrative. Cette réalité s'inscrit même dans l'espace. Le centre-ville est réservé à la *kavana* alors que le reste de la ville est véritablement envahi par la *krcma* qui se trouve d'ailleurs même là où elle est interdite. En raison de la présence de l'élite sociale dans les deux types d'établissements, l'un comme l'autre remplissent une fonction sensiblement identique, celle d'être les salons de la société zagreboise. Cette observation de A.G. Matoš[[MATOŠ (Antun Gustav), «Društvenost» [Sociabilité], 1910, in *Sabrana djela* [Œuvres complètes], Zagreb, Mladost, 1973, vol.V, p.206-210.]] n'est pas sans ironie car elle témoigne de l'absence d'une véritable élite urbaine.

Dans ces «salons», l'identité croate s'éveille et évolue. La *krcma* apparaît comme un relais de sociabilité politique. Les sympathisants de mêmes idées politiques en font leur quartier général, ils y préparent leurs élections. La *krcma* de Ivan Peršić offre à ce titre un portrait particulièrement intéressant[[Archives municipales de la ville de Zagreb, fonds Ivan Peršić.]]. Cependant, étant donné que le droit de vote est particulièrement restreint (environ 2,2% de la population), ce type de sociabilité n'a pas véritablement d'effet dans la vie politique. La *krcma* est avant tout un espace de liberté, de réconfort mais aussi d'éducation politique.

La *gostiona*, quant à elle, apporte des éclairages plus discrets sur l'identité croate mais sans être moins révélateur. Pour cela, il suffit de se pencher sur la langue, fort élément d'identification dans cet empire multilingue, et plus particulièrement sur la langue des menus. On remarque que l'allemand est ici aussi la langue dominante. Le croate n'ayant pas encore acquis ses lettres de noblesse, il a du mal à s'installer dans l'univers gastronomique de la bourgeoisie. Pourtant, comme c'est la langue officielle, les autorités veillent à l'application de la loi dans les restaurants aussi. Ce n'est qu'au début du XX<sup>e</sup> siècle que les restaurateurs commencent de manière systématique à «croatiser» le nom des plats. Le choix de la langue des menus devient ainsi un mode d'affirmation identitaire. Mais pour cela, une prise de conscience nationale avait dû se faire au préalable.

Si la langue est un support d'identité nationale stratégique, cela n'est pas le cas des bonnes manières et du bon goût. En effet, les *kavana* de Zagreb ne sont finalement que des imitations des cafés viennois: les décors, les dialogues, la clientèle bourgeoise, les références culturelles, bref la théâtralisation est identique. Le fait que la *kavana* ressemble tant au *Kaffeehaus* de Vienne n'a rien d'étonnant. L'imitation est un phénomène inhérent à la périphérie surtout quand il est question des symboles de la culture bourgeoise. Elle est comme un acte d'adhésion volontaire à une sphère culturelle, exprimant par là même la volonté de sortir des limites imposées par la périphérie mais au risque de tomber dans le snobisme.

Ce choix pour l'Europe est également visible chez les jeunes qui désirent ardemment participer aux grands mouvements culturels. Au tournant du siècle, la scène culturelle croate est marquée par la *Moderna* que l'on ne doit pas seulement comprendre comme un mouvement littéraire mais aussi comme une «renaissance culturelle croate»[[NEMEC (Krešimir), BOBINAC (Marijan), «Becka i hrvatska moderna: poticaji i paralele» [La modernité viennoise et croate: impulsions et parallèles], in *Zagreb-Bec fin-de-siècle*, Zagreb, Školska knjiga, 1997, p.86.]] et «un mouvement vers l'Europe»[[BARAC (Antun), *Jugoslovenska književnost* [La littérature yougoslave], Zagreb, Matica Hrvatska, 1954, p.239.]]. Comme à Vienne, la *kavana* devient le lieu de prédilection de la sociabilité des jeunes écrivains, elle est le royaume de la Bohême. Les parallèles s'arrêtent là.

En effet, si les formes s'imitent facilement, cela n'est pas le cas des valeurs. La réalité du café n'est pas la même à Vienne et à Zagreb. Alors que les jeunes Autrichiens se détournent de la politique pour se réfugier dans l'art, les jeunes Croates au contraire ne peuvent faire abstraction des affaires de la cité ni de leur héritage historique. La politique s'infiltré ainsi dans l'art et la littérature. Les jeunes Croates ne peuvent intégrer les valeurs d'une société décadente et cosmopolite dans une société qui commence à peine à se moderniser et à prendre conscience de son identité nationale.

Plus généralement, de la norme des autorités aux attentes et besoins des clients, les différences sont grandes car jamais un texte de loi ne peut englober toutes les «inventions» qui naissent des rencontres faites lors du temps libre. C'est justement ce qui fait du café un établissement de liberté et donc de vérité. Au contact des clients, la sociabilité normée s'efface, à sa place apparaît une sociabilité informelle, spontanée, libre, suivant les besoins, les valeurs et les goûts de la société. On y retrouve ainsi les expressions identitaires à la fois d'une société urbaine sans véritable élite puisqu'elle fait des cafés ses salons, d'une société croate dont les couches populaires parlent politique alors que les bourgeois commandent encore leurs plats en allemand, et d'une société européenne tournée vers la culture et les modes de vie de Vienne, sa capitale. La *krcma* devient alors un espace de liberté, la *gostiona* un atelier de croate et la *kavana* une porte ouverte sur l'Europe. Les modernisations se mêlent et s'entremêlent dans chacun de ces établissements.

## Conclusions

Ainsi, les autorités posent les conditions de la sociabilité, les artisans l'appliquent, les clients en usent et même en abusent. Tous se rencontrent sur les limites de la sociabilité pour les conserver (autorités), les repousser (artisans), les détourner (clients). D'une certaine manière, la sociabilité est, pour chacun d'entre eux, un moyen de réaliser leurs objectifs. Au travers de la sociabilité normée, les autorités veillent à conserver un état présent et un système de valeur; au travers de la sociabilité formelle, les artisans se posent en acteurs de leur destinée professionnelle; au travers de la sociabilité informelle, les artisans et surtout les clients se posent en acteurs de leur destinée nationale. Les attentes et les perceptions de ces trois groupes ne sont pas nécessairement en opposition, elles se superposent aussi et se complètent. Aucun de ces regards n'est juste ou faux, ils sont avant tout parallèles, complémentaires et dynamiques.

La *kavana* et la *krcma* sont sans aucun doute les antipodes des lieux de sociabilité de la ville. La première est bourgeoise, la seconde ouverte à toutes les couches de la population urbaine. Ces différences expriment clairement la hiérarchie sociale. D'ailleurs, cette pluralité est reconnue de tous: les autorités ne leur imposent pas les mêmes normes, les artisans se distinguent fortement en fonction de l'établissement dont ils sont propriétaires, les clients n'ont pas le même profil selon qu'ils fréquentent une *krcma* ou une *kavana*.

Surtout, la sociabilité des cafés apparaît comme la forme de sociabilité proposant les perspectives historiographiques les plus intéressantes. D'abord, la sociabilité des cafés est comme une brèche (parmi beaucoup d'autres d'ailleurs), par laquelle on s'infiltré dans le quotidien d'une société, un quotidien qui ne travestit pas mais dévoile toujours la réalité, si bien que nous sommes persuadée d'avoir un portrait spectral et authentique de la société croate. De plus, elle propose un modèle tout à fait prometteur sur la sociabilité elle-même car c'est dans ces établissements qu'elle est la plus complète, à la fois formelle et informelle, professionnelle et populaire, normée et spontanée. Enfin, «étudier et comprendre la sociabilité doit être un préalable à toute réflexion approfondie sur l'Europe centrale»[[MICHEL (Bernard), *Nations et nationalismes en Europe centrale XIXe-XXe siècle*, Paris, Aubier, 1995, p.179.]]. En amont, elle nécessite une approche multiple de la réalité d'une société comme son administration, sa vie politique, sa situation économique, son évolution littéraire, ses modes de vie... En aval, elle offre de nombreuses pistes de recherche sur l'identité, la structure des pouvoirs, les symboles nationaux, le lien entre la culture et la politique, le développement de la société civile au travers des sociabilités... Bref, tous ces sujets de réflexion sont d'autant plus intéressants qu'on les intègre à une perspective comparative.

Julien Papp, p. 149-168

→ Révolution ou "soviétisation" : la Hongrie à la fin de la Seconde guerre mondiale (septembre 1944-septembre 1947)

Julien Papp

La défaite militaire du nazisme et la réoccupation par l'Armée rouge des territoires qu'elle venait de libérer ont créé en Europe orientale une situation qui présentait «l'aspect d'une véritable mosaïque» au lendemain de la Seconde Guerre mondiale[[LÉVESQUE (Jacques), *L'URSS et sa politique internationale de 1917 à nos jours*, Paris, A. Colin, 1980, p.127.]]. De fait, il ne pouvait pas en être autrement car malgré la ressemblance de leurs structures socio-économiques, les pays de la région n'avaient pas le même statut de belligérants et surtout ils ne présentaient pas le même intérêt géo-politique pour l'Allemagne et les puissances de «l'étrange alliance»[[En août 1944, après l'effondrement des régimes roumain et bulgare, et la

tentative du décrochage hongrois ayant échoué, la nouvelle ligne de défense de la Wehrmacht est fixée sur l'axe Varsovie-Slovaquie-Budapest. D'autre part, le projet de Churchill d'une offensive anglo-américaine vers la plaine danubienne par la «porte» de Ljubjana, soulevé lors des entretiens de Moscou des 9-18 octobre 1944, aurait inquiété Staline et joué comme accélérateur de l'avance soviétique en Hongrie: UNGVÁRY (Krisztián), *Budapest ostroma* [Le siège de Budapest], Budapest, Corvin, 1998, p.13; VARGYAI (Gyula), *Magyarország a második világháboniban* [La Hongrie dans la Seconde Guerre mondiale], Budapest, Korona, 2001, p.383. À l'opposé de cette vision d'une rivalité entre Soviétiques et Anglo-Saxons, FUNK (Arthur) écrit que «ce sont (les) échanges de vue avec les Occidentaux qui ont amené le commandement russe à prendre la décision d'une offensive vers Vienne à travers la Tchécoslovaquie et la Hongrie» (*De Yalta à Potsdam. Des illusions à la guerre froide*, Bruxelles, Complexe, 1995, p.78). Tout en signalant les inquiétudes de Staline au moment de l'offensive américaine en Allemagne, BEEVOR (Antony) précise que le 15 avril 1945, alors que la Neuvième Armée se trouve à moins de 100km de la capitale du Reich, le général Bradley ordonne de «s'arrêter sur l'Elbe et ne pas avancer en direction de Berlin» (*La Chute de Berlin*, Paris, de Fallois, 2002, p.235-236).].

Si l'argument militaire préside au sort de ces pays bien avant que la guerre ne s'achève, dans les conférences interalliées qui se poursuivent depuis «l'année bissectrice» de 1943, la question du «couloir» germano-polonais et le complexe balkano-méditerranéen occupent toutefois une place autrement plus importante que le bassin des Carpathes, ce qui précisément se traduira dans cette partie de l'Europe par une abstention relative et assez prolongée des grandes puissances alliées après leur victoire[[Une note de recommandations rédigée en janvier 1944 par MAISKY (Ivan M.), vice-commissaire soviétique aux Affaires étrangères, consacre peu de place à la Hongrie qu'il souhaite «maintenir dans l'isolement international, du moins pendant les premières années de l'après-guerre»: «A jövendo világ kívánatos alapelveiről (1944)» [Des principes fondamentaux souhaitables du monde à venir (1944)], *Külpolitika* [Politique étrangère], 1996, n°3-4, p.154-184.]].

### **Transition démocratique et stalinisme: les raisons d'une assimilation**

Pour diverses raisons cependant, la diversité initiale des futures «démocraties populaires» sera vite confondue dans une vision globale et approximative des «pays de l'Est». Le poids de l'URSS sur la scène internationale, l'importance de l'Europe centrale et orientale dans la genèse de la guerre froide tout autant que la connaissance incertaine de ce qui s'y est passé (et pourquoi) dans la dernière phase de la guerre ont pu ainsi contribuer à l'effacement des caractères spécifiques des pays de la région et à l'assimilation plus ou moins marquée de leurs années de l'après-guerre à la dictature stalinienne. La chape de plomb tombée d'un seul coup sur ces pays a joué aussi son rôle dans l'oubli du passé immédiat.

L'annonce de la fin de la «soviétologie» à la faveur de l'ouverture des archives soviétiques[[WERTH (Nicolas), «De la soviétologie en général et des archives russes en particulier», *Le Débat*, n°77, novembre-décembre1993, p.126-143. RUCKER (Laurent), «Les archives de la politique extérieure soviétique», *Vingtième Siècle*, n°45, janvier-mars1995, p.139-143. COUMEL (Laurent), «L'URSS dans l'histoire des relations internationales. L'apport des nouvelles archives», *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, n°11, printemps2001, p.159-182.]] risque de donner lieu à une sorte de fascination, contribuant à perpétuer l'idée que le sort des «pays de l'Est» a été planifié à Moscou. Dans le même ordre d'idées, on observe que la vision d'en haut habitue les auteurs à retenir ce qu'ils jugent utiles, en fonction de leur sensibilité, pour démontrer les «responsabilités» dans l'avènement de la guerre froide ou pour construire des systèmes d'interprétation, sans s'occuper vraiment des réalités internes des pays évoqués[[Par exemple, l'affirmation de Truman au moment de la conférence de Potsdam, citée par FUNK (Arthur), *op.cit.*, p.151-152, à savoir que des restrictions sont apportées «aux libertés d'expression les plus élémentaires» dans les pays soumis à l'occupation soviétique, est toujours prise pour argent comptant par les auteurs traitant de cette époque, tandis que la Hongrie connaît alors une grande liberté d'expression. Par ailleurs, un ouvrage comme celui de GROSSER (Pierre), *Les Temps de la guerre froide*, Bruxelles, Complexe, 1995, cite la Hongrie une fois peut-être (p.119) dans le contexte de l'après-guerre, et celui de GARDNER (Lloyd C.) trois fois (*Spheres of Influence. The Great Powers Partition of Europe, from Munich to Yalta*, Chicago, I.R. Dee, 1993, p.107, 261, 265). Dans le livre de SOULET (Jean-François), *Histoire comparée des États communistes de 1945 à nos jours*, Paris, A. Colin, 1996, la première partie s'intitule carrément «L'ordre stalinien (1945-1953)», effaçant d'emblée la spécificité de la période qui précède le tournant stalinien, avant de procéder à une construction «logique» passablement coupée du contexte diplomatico-militaire et de la genèse de la politique intérieure des États évoqués. Je citerai encore le livre impressionnant de SOUTOU (Georges-Henri), *La Guerre de Cinquante Ans. Les relations Est-Ouest 1943-1990*, Paris, Fayard, 2001, qui écrit, p.41, qu'après la bataille décisive de Koursk en juillet1943, Staline «développa de plus en plus fermement ses objectifs jusqu'en 1945. Ceux-ci concernaient les frontières de l'URSS, la préparation de l'occupation et de la communisation de l'Europe orientale». À notre sens, ce Staline «en majesté», omniscient, est contredit par toutes les erreurs et toute la politique en zigzag du dictateur soviétique. Et sur le terrain les faits sont nombreux qui ne vont pas dans le sens d'un projet d'expansion, d'une volonté de «communisation» et du «facteur idéologique révolutionnaire de la politique soviétique»]]. L'enjeu le plus ordinaire de ces problèmes est l'idée implicite que l'histoire (la réalité et celle de l'historien) n'a pas lieu d'être, l'essentiel étant de retrouver et rassembler les éléments du projet du «grand planificateur».

Les observations qui précèdent, particulièrement frappantes pour nous dans le cas de la Hongrie, ont paru suffisamment stimulantes pour revisiter les années 1944-1947 qui constituent, malgré leur brièveté, toute une époque dans l'histoire de ce pays.

Époque incarnée au départ de façon institutionnelle par un gouvernement provisoire négocié à Moscou (octobre-décembre 1944) après l'échec de la tentative du désengagement hongrois, qui associe des généraux horthystes et les anciens partis d'opposition (petits propriétaires, communistes, sociaux-démocrates, paysans nationaux). Ce régime dit de coalition ou de transition démocratique s'achève en septembre 1947, quand le parlement hongrois ratifie le traité de paix signé à Paris le 10 février précédent, et c'est en septembre également que Moscou met en place le Kominform, organe de coordination des partis communistes, proclamant par la même occasion que désormais le monde est divisé en deux blocs opposés. Loin d'être fortuite, la coïncidence de ces deux événements est chargée de sens, dans la mesure où le Kominform matérialise la rupture avec la politique de front populaire adoptée en 1935 par le VII<sup>e</sup> congrès du Komintern et que la ratification du traité de paix implique le départ des troupes soviétiques. Mais la corrélation de ces deux phénomènes a été obscurcie du fait que l'occupation a perduré en concomitance avec l'instauration du régime monolithique, ce qui favorisera la résorption de la «transition démocratique» dans une continuité. En outre, le parti communiste ne cessera de s'en réclamer, comme d'une époque fondatrice, pour légitimer ainsi la confiscation du pouvoir, alors que ses adversaires (et ses victimes) feront des années 1944-1947 un repoussoir en y associant surtout la mise en place de la «soviétisation» [[Après avoir noté l'ingratitude des «politiques officielles du passé» vis-à-vis des années 1944-1947, le «doyen» des historiens de la Hongrie contemporaine, Sándor Balogh, constate que depuis le milieu des années 1980 la période en question «commençait, grâce aux recherches historiques, à occuper la place qui lui convenait [...] lorsque, à partir de 1990, plus précisément à l'époque du changement de régime, elle est retombée dans la pénombre et l'oubli» pour ne plus apparaître «dans les déclarations officielles et les projets de lois que comme le point de départ de l'occupation, de l'épuration, des illégalités, etc.»: «Az Ideiglenes Nemzetgyűlés és az Ideiglenes Nemzeti Kormány a magyar történelemben» [L'Assemblée nationale provisoire et le Gouvernement national provisoire dans l'histoire hongroise], in FEITL (István) (s.d.), *Az Ideiglenes Nemzetgyűlés és az Ideiglenes Nemzeti Kormány 1944-1945* [L'Assemblée nationale provisoire et le Gouvernement national provisoire 1944-1945], Budapest, 1995, p.21.]].

## **Légitimités et pouvoirs en Hongrie après la guerre**

On a donc affaire à une convergence de faits qui soulève non seulement une question d'interprétation, mais qui aboutit à priver de ses traits une époque charnière particulièrement riche, comme toute époque de transition. Au-delà de cette vision largement accréditée, l'enquête tournée vers le processus historique propre à la période semble devoir formuler trois interrogations: quels sont les traits originaux et la nature de la transition démocratique hongroise de 1944-1947, comment celle-ci a-t-elle été possible, pourquoi n'a-t-elle pas pu devenir un état permanent? Une question subsidiaire serait de savoir quelle contribution l'étude de la situation en Hongrie peut apporter à la problématique des origines de la guerre froide.

Les forces en présence ont pour la plupart une conscience claire du vide politique qui se produit en Hongrie à l'automne 1944. Kálmán Saláta, jeune militant brillant du parti des petits propriétaires, écrit par exemple en août 1945 que «le peuple hongrois est [...] dans une situation où il peut façonner lui-même son propre avenir. À la suite de la défaite militaire et de la révolution, l'ancienne classe dirigeante hongroise s'est brisée, il y a un vide à sa place»[[Cité par CSICSERY-RÓNAI (István), CSERENYEI (Géza), *Koncepció per a Független Kisgazdapárt szétzúzására 1947. Tanulmány és válogatott dokumentumok* [Procès préfabriqué pour détruire le parti indépendant des petits propriétaires, 1947. Étude et documents choisis], Budapest, Institut de 1956, 1998, p.15.]].

En effet, la disparition de la «Hongrie millénaire» au terme d'une série de désastres[[Pour n'en citer que les étapes successives les plus importantes: destruction de la 2<sup>e</sup> Armée sur le Don (12 janvier - 9 février 1943); déportation et extermination de près de 600 000 juifs hongrois (dont la grande majorité en quelques semaines, du 15 mai au 8 juillet 1944); destruction de Budapest (décembre 1944 - février 1945); démantèlement et évacuation vers l'Allemagne d'une partie importante des biens d'équipement; occupation du pays par une armée soviétique désorganisée qui se livre aux viols, aux pillages et aux transferts de main-d'œuvre en URSS.]] est suivie de la naissance de trois légitimités: celle des assemblées et comités populaires multiformes qui se créent dans les villes et les communes à la place des administrations disloquées et qui forment souvent le noyau des comités nationaux organisés plus tard sur le modèle de la coalition; celle du gouvernement provisoire, fondée sur des élections menées au pas de charge, dépositaire d'une souveraineté limitée; et celle de l'occupant soviétique qui la tient des sacrifices consentis pour vaincre le nazisme. L'armistice signé le 20 janvier 1945 légalise la souveraineté limitée qui sera visible par la présence d'une Commission de contrôle alliée (SZEB) à dominante soviétique, sous la présidence du maréchal Vorochilov. Neutre en principe dans les affaires intérieures, la Commission, ses chefs soviétiques et ses représentants locaux interviennent assez souvent et parfois de façon contradictoire dans la vie publique. De leur côté, les Anglo-Américains sont régulièrement renseignés sur les affaires hongroises par leurs ami(e)s travaillant notamment dans les différentes administrations, ainsi que par les partis amis[[FIGDER (Éva), PALASIK (Mária), «Brit jelentés a magyar politikai rendorségrol 1946-ban» [Rapport britannique sur la police politique hongroise en 1946], in GYARMATI (György), *A Történeti Hivatal évkönyve 1999* [Annuaire de l'Office historique 1999], Budapest, 1999, p.167-188. DOBI (István), *Vallomás és történelem* [Témoignage et histoire], Budapest, 1962, t.2, p.450.]].

En réalité, le contrôle de l'application de la convention d'armistice, qui est la raison d'être de la SZEB, permet aux responsables soviétiques de justifier la plupart de leurs interventions: après la réforme agraire dont ils ont pressé l'application pour des raisons militaires, on les voit



agir au moment des élections, lors de la formation des gouvernements et parfois de la préparation des réunions ministérielles, ou encore dans la mise en oeuvre de l'expulsion des Allemands de Hongrie et lors des grandes crises de la coalition[[GERGO CSEH (Bendegúz) (ed.), *Documents of the Meetings of the Allies Control Commission for Hungary*, Budapest, MTA, 2000, 456p. FÖLDESI (Margit), *A Szövetséges Ellenorzo Bizottság Magyarországon* [Commission de Contrôle alliée en Hongrie], Budapest, IKVA, 1995, p.67-176.]].

Si le «complot antirépublicain» et l'arrestation de Béla Kovács font grand bruit[[Secrétaire d'État à l'Intérieur, ministre de l'Agriculture puis secrétaire général du parti des petits propriétaires, Béla Kovács (1908-1959) est arrêté par les autorités militaires soviétiques le 25février 1947. Il reste emprisonné jusqu'en 1956.]], il semble bien que les Soviétiques redoutent surtout les troubles et le blocage de l'État qui mettraient en danger les réparations[[L'article12 de la convention d'armistice impose à la Hongrie le remboursement des dommages causés à l'Union soviétique, à la Tchécoslovaquie et à la Yougoslavie. Le montant des réparations est fixé à 300millions de dollars, dont le versement pendant 6ans doit être effectué en biens industriels et agricoles.]] ainsi que l'entretien de la SZEB et des troupes d'occupation. Cette question des réparations (assurer toutes les conditions nécessaires pour la livraison continue) et la dévolution des «biens allemands» de Hongrie à l'URSS sont très visiblement à l'origine des mécanismes d'interdépendance entre le pays occupé et la puissance occupante qui apparaîtra rétrospectivement comme la réalisation d'un projet expansionniste.

La souveraineté limitée s'exerce en effet dans le contexte d'une multiplicité de pouvoirs. Dès leur arrivée, les troupes avaient affaire un peu partout à des «comités populaires» aux noms divers et aux fonctions multiples et, dans l'industrie, à des comités d'usine. De sorte qu'avant la renaissance de l'État et la réorganisation de ses services, ces organismes populaires et ouvriers restent les interlocuteurs les plus efficaces des commandants militaires locaux qui ne sont guère préparés à leurs tâches et qui agissent, pour la plupart, selon leur tempérament personnel[[Contrairement aux Soviétiques, les Anglo-Américains ont pensé, dans le style de l'AMGOT (Allied Military Government for Occupied Territories), à l'occupation de la Hongrie, comme le laisse voir PÓK (Attila), «Magyarország, 1944. Egy angol katonai kézikönyv története» [Hongrie, 1944. L'histoire d'un manuel militaire anglais], *História*, 1985, n°2, p.30-31.]].

Héritiers à maints égards des premiers organismes populaires, les comités nationaux, dont les origines dépassent, rappelons-le, les limites de la Hongrie, et parfois les comités d'usines, sont comme revitalisés au printemps 1945 par la réforme agraire, le partage des terres devenant une action révolutionnaire sous l'impulsion des communistes et du parti des paysans nationaux. Cet événement engendre un troisième type de comités dont l'action brise

définitivement en Hongrie les bases de l'ancien régime et décide donc de l'issue du «procès millénaire» de la paysannerie hongroise. «La révolution française est datée de la démolition de la Bastille, la Hongrie nouvelle commence avec la suppression de la grande propriété foncière», écrit Mihály Károlyi en avril 1945[[Lettre à Vilmos Böhm du 16 avril 1945, in SZABÓ (Éva), SZUCS (László) (éd.), *Böhm Vilmos válogatott politikai levelei 1914-1919* [Lettres politiques choisies de Vilmos Böhm 1914-1919], Budapest, Napvilág, 1997, p.245-247.]].

Par ailleurs, l'adhésion massive aux partis politiques, les taux de participation très élevés aux élections et la richesse remarquable de la presse caractérisent la vie publique. Le nouveau régime qui se réclame des révolutions de 1848 et de 1918 entreprend aussi la laïcisation de l'État et de l'enseignement, proclame la République malgré les campagnes légitimistes virulentes menées par le cardinal Mindszenty et les siens. Au demeurant, le pullulement des associations, dont un grand nombre sont sous l'influence de l'Église catholique, tout autant que la loi électorale extrêmement libérale permettant à une masse de gens imprégnés de la propagande horthyste et Croix-fléchée de s'exprimer dans la vie publique, témoignent d'une grande tolérance de l'occupant soviétique vis-à-vis des idéologies.

### **Démocratie directe et démocratie représentative**

Cette ambiance encourage les espoirs de ceux qui veulent croire que l'effondrement de l'ancien régime n'est pas définitif. D'une manière générale, la coexistence entre démocratie directe et démocratie représentative, qui est à coup sûr une caractéristique majeure de l'époque, est loin d'être sereine. Les rivalités sont fortes autour de la moindre parcelle de puissance publique, y compris dans l'attribution des emplois subalternes, les enjeux les plus importants étant situés dans l'ordre économique et le contrôle de la police. On voit ici l'importance de ce que certains auteurs appellent la «surenchère» révolutionnaire, car si elle n'avait pas tenu en haleine les populations intéressées dans les transformations apportées par la défaite du nazisme, les forces politiques impliquées auraient probablement sombré sans que la Hongrie connût l'expérience de la «transition démocratique». Ce que représente le tournant stalinien de septembre 1947 se serait produit, peut-on supposer, sans cette expérience puisque, de toute façon, l'Union soviétique n'aurait pas accepté que les droits et les dédommagements lui échappent ou soient mis en danger par un retour à l'ancien ordre des choses. De toute façon, cela est un fait, les Anglo-Américains se sont démarqués sèchement des tentatives et des spéculations des milieux «modérés» hongrois qui croyaient obstinément que les Occidentaux prendraient en charge les obligations de leurs pays pour sauver une parcelle du «monde libre».

Jusqu'à l'été 1945, les organes de la démocratie directe tiennent le haut du pavé. «Au printemps 1945, le pouvoir des comités nationaux fut en réalité exclusif», souligne un historien de l'administration hongroise[[FARKAS (Gábor), *A megye, a város és a község igazgatása Magyarországon 1945-1950* [L'administration du département, de la ville et de la commune en Hongrie 1945-1950], Budapest, Akadémiai Kiadó, 1992, p.38.]]. Il existe notamment un véritable antagonisme entre le Gouvernement provisoire installé à Debrecen depuis le 22décembre 1944, quand la moitié ouest du pays est encore livrée aux combats, et le Comité national de Budapest, organisé en plein siège de la ville le 21janvier 1945 et qui fait figure d'un second gouvernement: ni leur légitimité, ni leur principe de fonctionnement, ni le milieu social et politique où ils s'insèrent ne sont identiques. Lors de la séance du 11avril tenue à la veille du déménagement du Gouvernement à Budapest, tous les membres du Comité sont d'accord pour dire qu'il faudra accueillir celui-ci «sans aucune manifestation d'enthousiasme»[[GÁSPÁR (Ferenc), HALASI (László), *A Budapesti Nemzeti Bizottság jegyzőkönyvei 1945-1946* [Procès-verbaux du Comité national de Budapest 1945-1946], Budapest, Archives municipales de la capitale, 1975: PV, n°17, 26février 1945 (XV/2) et note2, p.42; n°27, 11avril 1945 (XXV/5) et note4, p.90; n°28, 18avril 1945 (XXVI/3) et note7, p.108.]].

Les conflits entre gouvernement et comités provoquent l'intervention de la SZEB, alertée par le général Miklós, Premier ministre, qui déclare que les comités nationaux «ne peuvent pas constituer un État dans l'État ni un gouvernement annexe»[[*Szabad Nép* (Peuple Libre), 11 avril 1945 et SZUCS (László), *Dálnoki Miklós Béla kormányának (Ideiglenes Nemzeti Kormány) minisztertanácsi jegyzőkönyvei 1944. december 23. - 1945. november 15.* [Procès-verbaux des conseils des ministres du gouvernement de Béla Dálnoki Miklós (Gouvernement national provisoire) 23décembre 1944 - 15novembre 1945], vol.A, note16, p.291.]]. Malgré les différents décrets qui enlèvent à ces derniers leur pouvoir de décision, les deux légitimités continuent à s'affronter:

«Plusieurs comités nationaux ne veulent pas admettre, écrit un sous-préfet, que leurs attributions administratives ont pris fin. Ainsi, dans certaines localités, ils dissolvent les conseils municipaux, élisent des secrétaires généraux et d'autres responsables exécutifs communaux, s'opposent directement aux décisions de l'autorité, qui sont (pourtant) parfaites tant du point de vue démocratique que juridique... Je vois la raison de tout cela en ce que la population est en général méfiante et se comporte avec aversion envers l'administration, à cause de son rôle dans le passé»[[Archives nationales hongroises, XIX-A-1-j-XX. t.-5831/1945, carton 18: rapport du sous-préfet des comitats de Szabolcs-Ung, 23juillet 1945.]].

Tous les partis sont d'accord pour reléguer et dévitaliser les comités nationaux au profit de l'État. Si les comités d'usines connaissent une plus grande longévité, le déclin se produit là aussi, suite au découragement des ouvriers qui ont consenti des sacrifices énormes tant qu'ils exerçaient de réels pouvoirs et du fait que les administrations centrales aspirent les meilleurs éléments pour reconstituer une bureaucratie spécialisée.

### **La prédominance des pouvoirs exécutifs**

Le jeu des forces politiques se déplace ainsi vers les positions de l'État restauré. Les conflits sont alimentés par les difficultés (réparations, reconstruction, ravitaillement) insolubles sans l'instauration de l'«économie dirigée» et par la question de la police qui est d'autant plus aiguë que la vie publique frise souvent l'état de guerre civile. Au sommet de l'État, le conflit affecte l'organisation des pouvoirs, à telle enseigne qu'on parle d'une «dualité» du système gouvernemental[[GYARMATI (György), «Harc a közigazgatás birtoklásáért. A koalíció belüli pártküzdelmek az 1946. évi hatalmi dualizmus időszakában» [La lutte pour la possession de l'administration publique. L'affrontement des partis au sein de la coalition à l'époque du dualisme des pouvoirs de l'année 1946], *Századok* [Siècles], 1996, n°3, p.497-568.]]. Après les élections du 4 novembre 1945 qui, avec la proclamation de la République le 1er février 1946, mettent fin à l'état provisoire des institutions du pays, le parti des petits propriétaires, fort de sa victoire, exige certains portefeuilles, dont l'Intérieur, et la redistribution proportionnelle des positions administratives (préfectures, sous-préfectures, préfectures et commissariats de police, municipalités, etc.), occupés pour l'essentiel par les partis ouvriers qui se trouvaient aux avant-postes au moment de l'effondrement de l'ancien État. Or, la gravité des problèmes à résoudre pousse à la prédominance des fonctions exécutives et à la primauté de la classe ouvrière qui, par son dynamisme et ses organisations, constitue le fer de lance de la reconstruction, même si la paysannerie est numériquement plus importante. Étant donné qu'il n'existe pas d'opposition politique organisée, les clivages se développent à l'intérieur même de la coalition gouvernementale.

Le consensus minimal des partis qui s'est maintenu jusque vers le milieu de 1946 cède la place aux affrontements des deux plus importantes formations, communistes et petits propriétaires, la première bénéficiant du soutien des sociaux-démocrates et des paysans nationaux, avant que ces deux partis soient tout à fait laminés à leur tour.

## L'effet catalyseur du traité de paix

Cette évolution est accélérée et les tensions aggravées par la perspective du départ des troupes soviétiques. L'article 22 du traité de paix qui entre en vigueur le 15 septembre 1947 prévoit que «toutes les forces militaires alliées» quitteront la Hongrie dans les 90 jours, l'URSS se réservant le droit de maintenir des «unités de liaison» pour assurer la sécurité de ses lignes de communication avec l'Autriche[[D'après l'annonce du gouvernement soviétique, le 14 décembre 1947, il ne reste plus dans le pays que ces troupes. Le traité du 15 mai 1955 avec l'Autriche aurait dû libérer entièrement la Hongrie, mais le Pacte de Varsovie signé la veille a fourni à Moscou une base juridique pour maintenir l'occupation.]]. Les forces modérées les plus conciliantes espèrent une solution à la finlandaise par la reconnaissance des transformations socio-économiques essentielles (réforme agraire, nationalisations), du multipartisme ou des rapports de bon voisinage avec l'Union soviétique. Mais de larges fractions de la société hongroise, travaillées notamment par l'Église catholique qui est restée une force idéologique puissante, n'attendent que de pouvoir régler leur compte aux communistes et autres «partageux» qui voient se dessiner une situation similaire à celle de 1919-1920, après l'échec de la République des conseils. L'enseignement peut-être le plus important à tirer des fameux documents secrets récupérés dans les archives soviétiques[[IZSÁK (Lajos), KUN (Miklós) (éd.), *Moszkvának jelentjük... Titkos dokumentumok 1944-1948* [Nous rapportons à Moscou... Documents secrets 1944-1948], Budapest, Századvég Kiadó, 1994, 293p.]], c'est que les communistes hongrois ne sont pas du tout rassurés quant au soutien de Moscou. Devant la perspective d'une guerre civile, on voit ainsi M. Rákosi quémander littéralement des armes au cours d'un entretien avec Molotov[[«Un problème essentiel que je voudrais poser, c'est la question de l'armement, dit-il..., notre police, de l'ordre de dizaines de milliers, ne possède pas d'armes. À présent, nous mettons en place deux-trois bataillons de police pour l'exécution de tâches spéciales. Nous avons déjà organisé un bataillon, mais les soldats n'ont pas de fusils. Il faut noter que les éléments criminels de la Hongrie sont équipés de bonnes mitraillettes soviétiques... En même temps, ni la police ni l'armée ne possèdent de voitures blindées. Les ouvriers n'ont pas d'armes. Alors que les fascistes en possèdent, cela est indéniable. En deux ans, nos camarades ont par exemple trouvé plus de 200 canons cachés en différents endroits... Nous voudrions avoir au moins deux-trois mille bonnes mitraillettes... La situation est extrêmement tendue et nous n'avons pas d'armes... D'ici peu, la SZEB va quitter la Hongrie, et alors- je le crains- notre démocratie va être suspendue dans le vide». Entretien du 29 avril 1947, *ibidem*, p.199.]].

Selon l'esprit de la grande coalition et la décision du comité de Défense nationale soviétique du 27 octobre 1944, le conseil militaire du 2e Front d'Ukraine, auquel revenait, sous le commandement du maréchal Malinivski, l'essentiel des opérations militaires en Hongrie, avait prescrit qu'il fallait rétablir derrière le front, dans une zone de 50 à 100 kilomètres de large,

l'ancienne administration au fur et à mesure et conserver l'ordre social existant, en interdisant en particulier la création de conseils de type soviétique.

«Cependant, cette politique pratique ne s'accordait pas tout à fait avec les objectifs des forces populaires-révolutionnaires hongroises libérées, écrit l'historien du Gouvernement provisoire. Ces forces voulaient obtenir vite, quasi simultanément la libération de l'occupation étrangère et du fascisme, et la délivrance du régime Horthy réactionnaire détesté.... C'est de cette situation complexe que résultèrent les quelques affrontements qui se produisirent en octobre 1944 sur les territoires libérés entre les forces communistes et de gauche hongroises et les organismes politiques du 2<sup>e</sup> Front d'Ukraine, qui se traduisirent par la non autorisation de journaux locaux communistes prônant le pouvoir prolétarien et le socialisme et par l'appui occasionnel donné aux hommes de l'ancien appareil contre les organismes populaires»[[KOROM (Mihály), *Magyarország Ideiglenes Kormányja és a fegyverszünet (1944-1945)* [Le Gouvernement provisoire de la Hongrie et l'armistice (1944-1945)], Budapest, Akadémiai Kiadó, 1981, p.278.]].

Motivées d'abord par les nécessités militaires (transports, ravitaillement et sécurité des troupes, travaux divers) puis par la reprise de la production et la gestion des réparations, les autorités militaires soviétiques réaffirment qu'il faut relever l'ancien État et se contenter d'écarter le personnel «fasciste». On désigne une dimension essentielle des transformations politiques de l'époque par l'expression de «réorganisation administrative». Quand l'épuration, effectuée selon la légalité de l'État reconstruit, aboutit à des résultats dérisoires[[À l'été 1945, quand la «vérification» des fonctionnaires s'achève, 96,7% du personnel de l'ancienne administration est réintégré. Le ministre de l'Intérieur constate que le travail des commissions d'épuration a été un échec. Selon les statistiques de la Centrale syndicale datées de la fin de 1945, l'effectif des ouvriers industriels a baissé de 35% et celui des fonctionnaires de 1%: HABUDA (Miklós), *A magyar szakszervezetek a népi demokratikus forradalomban 1944-1948* [Les syndicats hongrois dans la révolution démocratique populaire 1944-1948], Budapest, Népszava, 1986, p.132-133. D'après le journal communiste *Szabad Nép* du 11 novembre 1945, la Hongrie agrandie avait, en 1939, 116000 fonctionnaires, alors que le pays ruiné, ramené à ses frontières d'avant-guerre (quelque 8 millions d'habitants), en employe 175000.]] et que le licenciement massif et souvent musclé des fonctionnaires par l'application de la «liste B» met en danger la perception des impôts et les livraisons obligatoires diverses, les Soviétiques réagissent avec vigueur contre les «excès gauchistes graves» des communistes, en même temps d'ailleurs que les députés «modérés» dénoncent la procédure «illégale et arbitraire» de László Rajk, ministre de l'Intérieur.

On a le sentiment que le gouvernement de Moscou a du mal à insérer dans la ligne démocratique front populiste la rupture historique qui s'est produite en Hongrie avec la dispersion de l'État et l'effondrement de l'ancien ordre social. Le fait, d'une part, que la fuite des appareils, à l'exception du clergé, a eu lieu malgré les promesses de la direction de l'Armée rouge, et que d'autre part, pour une partie importante de la société hongroise l'armée soviétique apportait la liberté et la révolution, semble traduire le sens de la phrase bien connue de Staline adressée à M. Djilas selon laquelle dans cette guerre la présence des armées de chaque camp déterminera le régime politique des pays occupés[[DJILAS (Milovan), *Conversations avec Staline*, Paris, Gallimard, 1971.]] et refléter le «précédent italien» créé par les Anglo-Américains[[L'armistice italien préparé par les seuls Occidentaux ne fut signé que par le commandant en chef de leurs armées et la mise en place de l'AMGOT réglait le sort de la péninsule pratiquement jusqu'à la fin de la guerre. Ce qui fit que «l'URSS ne pouvait jouer aucun rôle *exécutif* au sein de l'appareil de contrôle du territoire italien... Rien, au début de 1944, ne pouvait plus dissimuler que le système de contrôle effectivement mis en place par les Anglo-Américains dans la péninsule ne correspondait guère au modèle d'inspiration paritaire présenté six mois plus tôt par les Britanniques eux-mêmes aux Soviétiques et accepté en octobre par ces derniers»: ARCIDIACONO (Bruno), «Le précédent italien. Les armistices de septembre 1943: la dimension interalliée», in VAÏSSE (Maurice) (s.d.), *La Victoire en Europe*, Lyon, La Manufacture, 1985, p.99.]].

## Staline et la révolution prolétarienne

Malgré la vision qui prévaut souvent quant aux visées expansionnistes et révolutionnaires de Staline, que, sous bénéfice d'inventaire, aucun document significatif n'est encore venu attester[[Évoquant les dîners de Staline et les tables chargées de nourriture, Djilas observe que «c'était au cours de ces dîners que se décidait le sort de l'immense terre russe, celui des territoires nouvellement acquis...», mais que bien des actions imaginées par ces «grands ingénieurs de l'esprit humain... furent sans doute abandonnées à jamais»: *op.cit.*, p.116.]], on préférera retenir ici l'idée que l'attitude du dictateur soviétique prenait forme par touches successives, en liaison étroite avec les Alliés occidentaux et, le plus souvent, en réaction à leurs comportements et initiatives. En tout cas, parler de «bolchevisation» et d'extension de la révolution par la volonté de Staline depuis les événements majeurs que sont les procès de Moscou, le VIIe congrès du Komintern et sa dissolution, pose problème et apparaît même comme un abus de langage. À défaut de «preuves matérielles», les déclarations de Staline lui-même et les observations que nous avons pu faire sur le terrain du pays étudié restent les éléments de démonstration les plus palpables.

Sur le premier point, les lecteurs connaissent assez bien la phrase presque proverbiale de Staline selon laquelle l'extension du socialisme par la révolution est «un malentendu tragico-comique»[[*Pravda*, 5 mars 1936, cité par DEUTSCHER (Isaac), *Staline*, Paris, Gallimard, 1953, p.507.]]. Or ce genre de déclaration est réitéré par la suite. Lors des discussions sur les fameux pourcentages à Moscou, où le 14 octobre 1944 Churchill soulève combien «les petits pays européens sont mortellement effrayés par la révolution bolchevique» en rappelant «à quel point en 1919-1920 le monde entier tremblait devant la révolution mondiale», Staline répond sans ambages que «le monde ne tremblera pas de peur. L'Union soviétique n'a pas l'intention de faire des révolutions bolcheviques en Europe»[[MARIE (Jean-Jacques), *Staline*, Paris, Fayard, 2001, p.695.]]. En avril 1945, il déclare à nouveau à Tito pendant une visite de la délégation yougoslave: «Aujourd'hui, le socialisme est possible, même sous le régime monarchique anglais. La révolution n'est plus nécessaire, nulle part»[[DJILAS (Milovan), *op.cit.*, p. 152.]].

Réellement négligés ou sous-estimés par les auteurs consultés, les procès de Moscou, en rapport avec le lancement de la ligne front populaire, semblent constituer la pierre de touche de la politique stalinienne dans le contexte de l'après-guerre en Hongrie. Le destin de Béla Kun montre que pour Staline il fallait exterminer les communistes qui exprimaient le moindre doute sur la validité de la collaboration avec les partis bourgeois (doute non dénué de fondement puisqu'il y avait eu le précédent effrayant de l'expérience avec Chang-Kaï-Chek): aussi bien les dirigeants du Komintern «estimaient qu'on ne pouvait faire une politique nouvelle dans le parti hongrois non plus qu'avec des hommes nouveaux; il fallait donc débarrasser le parti hongrois des anciens cadres «compromis». Avant tout, de Béla Kun. C'était ce but là que visait le groupement tendancieux des accusations»[[BORSÁNYI (György), *Kun Béla. Politikai életrajz* [Béla Kun. Biographie politique], Budapest, Kossuth, 1979, p.378.]].

## Les hantises du passé

Les témoins qui connaissent intimement l'époque confirment que les dirigeants communistes hongrois «moscovites», Rákosi, Gero, Révai, «sont revenus en 1945 en Hongrie avec l'instruction qu'il leur fallait se situer dans la perspective d'une longue période démocratique populaire»[[HEGEDÜS (András), *Élet egy eszme árnyékában* [Une existence à l'ombre d'un idéal], Budapest, Gábor Bethlen, 1989, p.92.]]. Ni l'ambiguïté de cette formule ni l'effort des communistes pour occuper la première place dans la vie politique ne permettent de mettre sérieusement en cause la sincérité de leurs intentions. Aussi bien, tous ces dirigeants sont-ils extrêmement surpris lors du grand tournant annoncé en septembre 1947 à Sklarska Poreba, et tous doivent procéder à une autocritique, ce dont ils avaient l'habitude au demeurant. Dans la



question fondamentale de la police, le témoignage d'un communiste intègre comme Zoltán Vas montre que l'attachement crispé à cette institution est dicté moins par l'intention cachée de s'emparer de tout le pouvoir que par l'extrême prudence devant toute une série de menaces qui rappellent la terreur blanche de 1919-1920.

On ne peut qu'approuver les auteurs qui pensent qu'il n'y a pas de liens nécessaires entre le régime intérieur et la politique étrangère du stalinisme[[Le «postulat selon lequel les Soviétiques opéreraient en matière de politique étrangère d'après un plan inspiré par leur idéologie et visant des objectifs précis, non seulement leur a valu une réputation plus large qu'ils ne méritent, mais encore a constitué un des facteurs fondamentaux des erreurs commises dans l'évaluation de la politique soviétique d'après la guerre. Cette conception a conduit les Américains à exagérer la cohérence de la politique du Kremlin, et le rôle qu'y jouent l'idéologie et le calcul»: YERGIN (Daniel), *La Paix saccagée. Les origines de la guerre froide et la division de l'Europe*, Paris, Balland, 1977, p.34. Plus récemment, HOBSBAWM (Eric J.) écrit: «La Russie stalinienne était un État effroyable, mais sa politique extérieure et ses objectifs internationaux n'étaient pas expansionnistes, encore moins belliqueux», *Le Débat*, 1997, n°93, p.88.]], car celui-ci se caractérise précisément par un repli nationaliste farouche (la «construction du socialisme dans un seul pays»)[[GIRAULT (René), FRANK (Robert), *Turbulente Europe et nouveaux mondes, 1914-1941*. Paris, Masson, 1988, p.186.]]. Mais la politique du front populaire «exporte» nécessairement le stalinisme et quand elle se révèle être un régime de guerre civile, ce dernier reprend spontanément en quelque sorte sa véritable identité.

Dans les rapports avec l'Occident, cela ne pouvait pas durer raisonnablement. Certes, l'opinion que Churchill aurait exprimé devant le cardinal américain Spellman, à savoir que «seule l'URSS peut faire régner l'ordre dans la majeure partie de l'Europe»[[MARIE (Jean-Jacques), *op.cit.*, p.702.]], est tout à fait plausible. Mais les Américains, qui menaient le jeu, pouvaient-ils compter à la fois sur le rôle de gendarme de Staline et sur le principe des «portes ouvertes», avec la manne de la reconstruction d'une URSS ruinée, qui aurait privé le dictateur soviétique des fondements socio-économiques de son pouvoir? D'où, inévitablement, la cohabitation orageuse de la guerre froide. Dans cette crise, on ne saurait négliger en outre un aspect psychologique: «la caste de parvenus que la Révolution a portée au pouvoir», et dont l'ambassadeur français à Moscou à l'époque n'est pas le seul à relever le «complexe d'infériorité et d'orgueil en même temps»[[CATROUX (général Georges), *J'ai vu tomber le rideau de fer. Moscou 1945-1948*. Paris, Hachette, 1952, notamment p.45, 72, 110 et 252.]], ne pouvait que se sentir mal récompensée par les Occidentaux pour l'abandon de la politique révolutionnaire internationaliste.

À l'intérieur, la politique de l'union nationale, ou front populaire, élaborée comme une stratégie pacifique de la conquête du pouvoir, se révèle un régime de crises permanentes. En Hongrie, les forces bourgeoises sont encore plus ténues qu'avant la guerre, en raison de l'extermination des Juifs qui comptaient l'essentiel du libéralisme hongrois, de sorte que les communistes se retrouvent en présence de la Hongrie archaïque et obscurantiste. Ce n'est pas un hasard si les deux personnages forts, emblématiques de l'époque de la coalition sont Rákosi et Mindszenty. Le parti lui-même se laisse submerger, pour les nécessités du recrutement, par une masse d'arrivistes et de prolétaires imprégnés de la propagande cléricale, irrédentiste et antisémite.

Les réparations, dont la gestion efficace devait être, aux yeux des Soviétiques, garantie par la stabilité politique et la paix sociale, contribuent largement à aggraver la crise et à transformer les partis ouvriers en boucs émissaires; d'autre part, cette union nationale n'en est pas une dans la mesure où chacun des protagonistes a le regard tourné vers le grand protecteur étranger, respectivement les États-Unis et l'URSS.

Si l'expérience de la «transition démocratique» a donc été possible pendant la période de la «souveraineté limitée», elle devient intenable devant la perspective du traité de paix qui devra laisser la Hongrie à son sort: les Occidentaux, redoutant la contagion révolutionnaire et n'ayant pas d'intérêt majeur qui vaudrait la peine de prendre en charge un régime de guerre civile comme en Grèce, préfèrent à coup sûr l'équivalent d'un cordon sanitaire, c'est-à-dire le «rideau de fer», tandis que pour gérer ses intérêts matériels et politico-militaires l'URSS résoudra les problèmes par les méthodes qui lui sont familières depuis les années 1930.

Du reste, pour que ce basculement se réalise, il n'est pas nécessaire d'«importer» le «soviétisme» puisque l'Union soviétique trouve dans les structures de l'État reconstitué et dans les traditions politiques du pays la plupart des ingrédients nécessaires: l'administration comme instrument des luttes politiques, la prédominance du pouvoir exécutif derrière la façade parlementaire, l'existence d'un «parti gouvernemental», la pratique des «jugements populaires» et de la «liste B», les méthodes terroristes de la police, la défense de l'ordre social inscrite dans le droit pénal, etc. apparaissent comme la réactivation d'un héritage. Toutes ces données, et bien d'autres, relèvent d'une continuité endogène, autochtone, et dès l'été 1945 elles commencent à l'emporter sur les différentes formes de la démocratie directe.

Il semble finalement que, si la Hongrie possède peu d'intérêt géo-politique aux yeux des grandes puissances après la guerre, l'étude de son cas permet de souligner l'importance des facteurs internes dans les transformations qui ont affecté alors cette partie de l'Europe.

André Urban, p. 169-175

→ [Les Etats-Unis face au Tiers-Monde à l'ONU de 1953 à 1960](#)

André Urban,

La problématique principale du sujet était la suivante: comment passe-t-on à l'ONU d'une domination américaine en début de période à une domination tiers-mondiste après 1960? Il se passe beaucoup de choses durant ces huit années, et beaucoup d'éléments expliquent cette transition entre deux dominations. Cela dit, l'ONU, c'est avant tout une question d'arithmétique, une arithmétique de type parlementaire. Un ambassadeur doit savoir compter ses soutiens, quel que soit l'organe concerné.

Or l'ONU comptait soixante membres en 1953, et 99 fin 1960, ce qui représente une progression de plus de soixante pour cent, alimentée pour l'essentiel par les États d'Afrique et d'Asie. On tient là l'explication, bien plus que dans les crises du Guatemala, de Suez, du Liban, du Laos, du Congo... sans parler des questions qui courent sur toute la période (décolonisation de l'Algérie, conflit israélo-palestinien, du Cachemire, apartheid...) ou des dossiers économiques.

Aborder le sujet nécessitait d'abord quelques remarques méthodologiques sur l'histoire des organisations internationales. Qu'apporte l'histoire à un domaine déjà étudié par d'autres disciplines? Comment doit-elle procéder? Il fallait aussi présenter les principaux acteurs de notre sujet, dont chacun est difficile à cerner, qu'il s'agisse de l'ONU (organes, fonctionnement), du Tiers-Monde (ensembles géographiques, genèse politique) ou des États-Unis (différentes branches de l'exécutif, législatif, opinion publique...). Pour rendre plus dynamique cette présentation, nous avons cherché à décrire les protagonistes en les opposant: Nations unies et moyens d'influence américaine, États-Unis et challenger soviétique, naissance de l'afro-asiatisme et réactions américaines.

## **Le poids américain**

Au niveau de l'exécutif, le trio américain incarné par Eisenhower, Dulles et Lodge, encouragé par une opinion publique globalement favorable à l'ONU, se complète beaucoup plus souvent qu'il ne se neutralise. Il aboutit à des compromis qui se tiennent, et permet de jouer sur plusieurs tableaux, en préservant les alliances traditionnelles tout en s'ouvrant aux nouveaux États.

À l'ONU, l'Assemblée générale est l'organe qui s'affirme au cours de notre période, d'où la nécessité pour les États-Unis de suivre de près l'évolution de sa composition.

Washington peut influencer sur les Nations unies grâce à ses moyens budgétaires, grâce à sa présence au sein du Secrétariat, qui est alors impressionnante, et- facteur le plus direct, interétatique- grâce à sa maîtrise du processus électoral au sein des différents organes, lui permettant de favoriser ses alliés aux dépens de ses adversaires. À ces trois moyens, il faut ajouter un quatrième, spécifique aux opérations de maintien de la paix: la logistique, le transport, le matériel. Les Américains excellent dans ce domaine, et en rendant l'ONU dépendante de leur logistique, ils parviennent à influencer le cours des opérations de maintien de la paix, sans avoir besoin d'y contribuer par l'envoi de troupes.

Les États-Unis ne sont pas pour autant omnipotents, mais ils savent avec maestria bâtir des majorités, faire endosser par leurs alliés dans le Tiers-Monde des résolutions qu'ils écrivent eux-mêmes, utiliser ces alliés dans le Tiers-Monde contre ceux qui sont leurs adversaires.

Les Soviétiques disposent en comparaison de très peu de moyens, et ont intérêt à mettre en avant pour élargir leur audience les thèmes qui intéressent le Tiers-Monde: décolonisation, désarmement, admission de la Chine populaire, développement économique.

En Asie et en Afrique, un groupe d'États finit par s'agréger à l'ONU autour des pôles constitués par l'Inde et les pays arabes. Ce processus est évoqué au cours d'un premier chapitre purement chronologique, qui couvre les événements des origines de l'afro-asiatisme à la conférence de Bandung, en passant par les deux conférences de Genève, les premiers

débats sur le Maroc et la Tunisie, les rapports entre Porto Rico et l'ONU, la crise du Guatemala. Bandung représente un choc pour l'Occident. Néanmoins les États-Unis, grâce à leur influence, sont épargnés par la conférence. Succès à court terme, car les Afro-asiatiques concentreront leur offensive sur les débats onusiens, et donc, inévitablement, sur le leadership américain au sein de l'organisation.

La deuxième partie de la thèse est consacrée aux questions de fond séparant (ou non) le Tiers-Monde des États-Unis. Civilisations, objectifs nationaux, intérêts et conceptions politiques ou économiques, débats aux Nations unies sur la décolonisation, les territoires sous tutelle, le neutralisme, les droits de l'homme, sans oublier l'élargissement éventuel des grands conseils de l'ONU... Nous avons cherché à passer en revue les controverses théoriques (entre historiens, politistes, économistes...) aussi bien que les débats quotidiens entre délégués à l'ONU. L'enjeu était simplement d'apporter des précisions sur les positions des uns et des autres, dans le contexte de l'époque. Il était aussi de distinguer ce qui rassemblait le Tiers-Monde de ce qui pouvait séparer ses représentants. Il était enfin d'observer l'évolution de la position américaine, ses concessions, ses blocages. Sur la décolonisation, par exemple, la volonté d'ouverture est entravée par le souci de préserver l'avenir des territoires américains sous tutelle, dont le sort est lié devant l'ONU à celui des autres territoires dans le même cas. C'est le premier facteur qui dissuade Eisenhower de voter en décembre 1960 la résolution 1514 (XV), déterminante, sur «l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux». Il est à noter que les territoires américains sous tutelle seront les derniers à recouvrer l'indépendance, bien après les territoires européens.

C'est sur l'évolution des institutions économiques que nous sommes allé le plus loin, en étudiant les négociations sur l'assistance technique, les relations entre la Banque mondiale et l'ONU, les dossiers du Fonds spécial, de la Société financière internationale, de l'Association internationale pour le développement... Malgré les réticences idéologiques et budgétaires des républicains, le legs de l'administration Eisenhower apparaît sérieux et important. De nombreux organismes ou programmes virent leurs moyens augmentés ou furent créés dans la période. Si le mouvement fut surtout dû à la poussée d'un Tiers-Monde uni et offensif, la volonté américaine de vouloir continuer à maîtriser les décisions se traduit notamment par le rôle accordé à la Banque mondiale dans la définition des politiques.

Sur le plan théorique, d'une certaine façon, «tout était dit»: l'étude des débats dans les organes économiques et sociaux de l'ONU montre que dès le milieu des années cinquante la plupart des questions étaient posées, sur le commerce et l'aide, l'État et le secteur privé, l'agriculture et l'industrialisation, l'action et les limites du libéralisme.

## Enjeux régionaux

Après les généralisations, les études de cas. La troisième partie de la thèse se penche sur les enjeux régionaux à l'ONU, par ère géographique, par conflit, voire par pays. Pour chaque dossier onusien, le contexte est évoqué- intentions américaines générales, rôle éventuel de la politique intérieure, relations bilatérales entre Washington et le ou les pays en question, politique extérieure et onusienne de ces derniers, sommets régionaux, portrait des leaders du Tiers-Monde les plus marquants. Puis, à la présentation des objectifs spécifiques des uns envers les autres, au sein de l'organisation, succède le détail des événements de 1953 à 1960. Chaque chapitre comprend enfin un volet économique, en particulier lorsque la région du monde concernée accueillait une commission économique régionale de l'ONU. Inversement, nous avons observé la concurrence exercée, du fait des États-Unis, par les organisations régionales telles que l'Organisation des États américains.

Ne sont donc étudiés que les problèmes essentiellement régionaux. Les crises onusiennes de plus large portée fournissent la matière de chapitres ultérieurs, purement chronologiques, dont la troisième partie est en quelque sorte la présentation.

Les trois derniers chapitres de la thèse sont entièrement consacrés à l'étude des crises internationales à partir de Bandung et jusqu'à la fin de l'année 1960. Comme pour les autres parties, il est fait appel à la plus grande diversité possible de sources: archives américaines ou onusiennes, documents officiels de l'époque, mémoires, témoignages du Tiers-Monde, études récentes. Le point de vue des États-Unis est suivi pas à pas, de la définition de leurs objectifs généraux à la réalisation de ces derniers. Ces chapitres sont aussi l'occasion de retracer l'histoire des premières grandes opérations de maintien de la paix, de Suez au Congo en passant par le Liban. Ils permettent d'autre part de suivre le comportement du Secrétaire général de l'époque, Dag Hammarskjöld, et de son équipe, face aux pressions américaines. De ce point de vue, comme de bien d'autres, malgré la variété supplémentaire apportée par des questions aussi diverses que celles de Sakiet Sidi Youssef, de Cuba, ou de la quinzième Assemblée générale, rien ne dépasse en «intensité dramatique» les six premiers mois de la crise de l'ex-Congo belge.

Les États-Unis parviennent en définitive jusqu'à la fin de la période à satisfaire leurs objectifs à l'ONU. Cependant, l'entrée à l'automne 1960 de dix-sept nouveaux États au sein de l'organisation internationale, dont seize pays africains, accorde cette fois aux Afro-asiatiques un poids politique égal, voire supérieur à celui des États-Unis au sein de l'Assemblée générale. Les appréhensions exprimées en fin de période annoncent les réticences des trois décennies suivantes.

La conclusion de la thèse permet d'aborder le point central des rapports entre souveraineté et organisation internationale, dans le contexte de l'affirmation de la puissance américaine à la fin des années cinquante.

### **Quelques enseignements**

Bien d'autres enseignements ont pu être tirés de notre étude, que je ne ferai qu'évoquer: sur les difficultés à l'ONU entre les Américains et le Guatemala, qui perdurèrent après le coup d'État de 1954, contre toute attente; sur les incompréhensions entre l'Amérique latine et les Afro-asiatiques en matière de décolonisation, et l'absence de coordination de leurs diplomaties sur le plan politique; sur les combats diplomatiques acharnés entre les Américains et les Indiens en début de période, qui furent suivis par une compréhension beaucoup plus grande; sur la politique équilibrée des Américains au Proche-Orient, qui aurait pu aboutir à des résultats si leurs interlocuteurs l'avaient souhaité; sur l'inquiétude des Américains à propos du canal de Panama, qui explique leur attitude vis-à-vis de l'ONU au début de la crise de Suez; sur le souci éprouvé à propos de la stabilité du Maroc et de la Tunisie, qui expliqua le début de changement d'attitude américaine aux Nations unies sur la question algérienne; sur la façon dont les Américains évitèrent que le Conseil de sécurité ne se saisisse réellement de la question de Sakiet Sidi Youssef, pour éviter de gêner les Français, du moins au sein de l'ONU, moins d'un an et demi après la crise de Suez; sur les interactions très complexes entre la question noire aux États-Unis et les questions africaines aux Nations unies; sur le fait que le problème cubain fut soulevé à l'ONU bien avant le débarquement dans la Baie des Cochons; sur la façon dont les Américains, à l'occasion d'un débat important sur l'avenir du Congo, tentèrent de faire admettre par anticipation les nouveaux États d'Afrique noire, qui devaient être officiellement parrainés quelques jours plus tard par la France- ceci augurant des luttes d'influence futures au sein de l'organisation.

Autre fait surprenant, la première conférence des États africains indépendants à Accra, en avril 1958, décida d'instituer le sous-groupe qu'elle venait de créer au sein de l'ONU en mécanisme de concertation entre les États africains. L'OUA naissait ainsi de façon embryonnaire. Cette décision fut confirmée par une nouvelle conférence en juin 1960. Ainsi le premier siège de l'OUA fut-il établi à New York...

## COLLOQUE

Corine Defrance, Ulrich Pfeil, p. 177-184

→ [Les historiens et le traité de l'Élysée](#)

Corine Defrance, Ulrich Pfeil

À l'occasion du quarantième anniversaire du traité de l'Élysée, l'Institut historique allemand de Paris et l'Unité mixte de recherche IRICE (ParisI, ParisIV, CNRS) ont organisé le 20 janvier 2003 un colloque international, précédé la veille au soir à la Sorbonne d'une conférence prononcée par l'ancien ministre allemand des Affaires étrangères Hans-Dietrich Genscher.

Des chercheurs français et allemands ont fait le point des connaissances les plus récentes sur les aspects politiques, militaires, économiques et culturels des relations franco-allemandes depuis 1945 et se sont interrogés sur la réalité du traité de l'Élysée comme «pivot» des relations franco-allemandes et point de départ de la relation privilégiée bilatérale.

## Le chemin vers le traité

*Hans-Peter Schwarz* (Bonn) souligne le paradoxe que constitue ce traité quasi mort-né, qui fut pourtant réanimé et parvint à déployer toute sa force vingt ans plus tard. Il s'interroge d'abord sur son échec initial. Bien qu'Adenauer connût fort bien tous les arguments qui plaidaient contre une alliance bilatérale exclusive, il se décida néanmoins à conclure ce traité. H.-P. Schwarz estime que le chancelier s'est déterminé en raison du refroidissement dramatique des relations avec Washington suite à la crise de Berlin et à la construction du Mur, de la pression croissante sur les États-Unis pour obtenir voix au chapitre en matière atomique, de la crainte d'une nouvelle alliance franco-russe et enfin, de son propre isolement en politique intérieure. C'est ainsi que s'explique l'idée d'un traité, largement improvisé, et les difficultés qui s'ensuivirent. «Je suis resté vierge» déclara de Gaulle après l'adjonction par le *Bundestag* du célèbre préambule qui devait redonner la priorité à l'atlantisme.



*Jacques Bariéty* (ParisIV) montre comment de Gaulle et Adenauer ont «forcé le destin» en janvier 1963. Il rappelle d'abord le chemin déjà parcouru entre 1950 et 1958. Dès 1919, Adenauer avait été partisan de la réconciliation franco-allemande et les propositions qu'il fit en 1949-1950, par la presse interposée, ouvraient déjà la voie au «Plan Schuman». Puis, pour les années 1958-1963, J.Bariéty insiste sur l'obsession d'Adenauer d'un possible rapprochement franco-soviétique. En 1958, la coopération privilégiée franco-allemande n'était pas à l'ordre du jour. Certes, en 1959, Adenauer fut impressionné par l'attitude française dans la crise de Berlin, mais les tensions se multiplièrent en 1960, en raison de l'accession française à l'arme nucléaire et des déclarations sur l'Europe de l'Atlantique à l'Oural. À Rambouillet, de Gaulle «creva l'abcès», lança l'idée d'une union politique de l'Europe et déjà d'un axe franco-allemand en Europe. Avec le recul, le traité de l'Élysée apparaît comme la solution de rechange à l'échec de ces projets de coopération multilatérale européenne.

Commentant les deux interventions précédentes, *Elisabeth du Réau* (ParisIII) souligne l'intérêt d'exploiter de nouvelles sources, tels le fonds Michel Debré à la Fondation nationale des sciences politiques, les archives britanniques (*Public Record Office*, Londres) ou les archives de l'UEO encore à Londres. Sa première remarque porte sur le rôle d'Adenauer, de son intérêt très précoce pour la réconciliation franco-allemande et de ses entretiens avec Pierre Mendès France en 1954. Le chemin vers le traité ne débute donc pas seulement en 1958! La seconde remarque met en lumière l'importance des enjeux de sécurité et rappelle la crise de décembre 1962: Adenauer pouvait-il être sincère en s'engageant avec la France tout en étant lié avec les États-Unis dans la question d'une force multilatérale?

### **Les objectifs du traité**

Dans son intervention sur la politique étrangère, *Ulrich Lappenküper* (Bonn) se demande dans quelle mesure le Traité a rempli l'objectif qu'il s'était fixé: parvenir à une «attitude analogue» des deux pays dans ce domaine. U.Lappenküper analyse la période allant de la fin de l'ère Adenauer au début de l'ère Kohl (1963-1982) et la question de la relation de la RFA et de la France avec les États-Unis, l'URSS et la Communauté européenne. Alors qu'Adenauer avait eu pour objectif la réconciliation franco-allemande et la consolidation de cette relation, de Gaulle, sans négliger de tels aspects, visait avant tout l'émancipation de l'Europe par rapport aux États-Unis. Pourtant, malgré ce malentendu, les deux pays parvinrent à surmonter un passé douloureux et à établir des bases solides pour l'avenir. Mais le Traité, tout en

contribuant à la réconciliation franco-allemande, n'a jamais permis d'atteindre, au cours de ces années, une «attitude analogue» dans les principales questions de politique étrangère.

*Henri Ménudier* (ParisIII) commente d'une part le «rôle des couples», d'autre part celui des grands thèmes abordés lors des concertations au sommet et de l'intrication entre bilatéral et multilatéral dans ces débats. Citons parmi eux l'*Ostpolitik*, la question de la ligne Oder-Neisse, du Viêt-nam et du Printemps de Prague, des crises du Moyen-Orient et de l'Afghanistan, des questions de sécurité, où la France et la RFA n'avaient pas toujours les mêmes vues. H.Ménudier note que les vrais «couples», d'un point de vue chronologique, furent Pompidou/Brandt et Giscard/Schmidt.

Après avoir rappelé que la coopération militaire franco-allemande ne commence pas avec le Traité, *Florence Gauzy* (Spire) met l'accent sur la crainte de Paris et Bonn, au début des années 1960, d'un éventuel désengagement nucléaire américain en Europe. Par le biais du Traité, la coopération militaire franco-allemande acquit une dimension nouvelle, bientôt entièrement remise en cause par l'adjonction du préambule atlantiste. À partir de l'été 1963, les États-Unis devinrent l'interlocuteur unique de la RFA, Bonn s'alignant sur la politique nucléaire et européenne de Washington. La relation à l'OTAN et aux États-Unis rendait incompatibles les positions et intérêts français et allemands. Après le retrait des forces françaises du commandement intégré de l'Alliance, la coopération militaire franco-allemande s'est retrouvée dans l'impasse, ce qui n'a pas empêché les échanges de personnels, la pratique de la concertation et la coopération en matière d'armement. Il allait falloir attendre les années 1980 pour que s'opère une relance de la coopération militaire entre les deux pays.

Dans son commentaire, *Reiner Pommerin* (Dresde) insiste sur les conversations régulières franco-allemandes à tous les niveaux, où l'on parla notamment d'attitude commune en cas de conflit. Cela ne doit pas faire oublier que la coopération bilatérale après 1963 resta bien en deçà des espérances. Ce n'est qu'avec la fondation du Conseil franco-allemand de défense et de sécurité (le 22janvier 1988) qu'une étape importante fut franchie dans la voie de l'amélioration de la coopération. R.Pommerin signale encore l'importance de la Brigade franco-allemande qui, par ses interventions à l'étranger, a favorisé les liens entre soldats français et allemands. L'abandon du service militaire obligatoire en France s'avère cependant un problème pour la cohésion des forces armées des deux pays.

*Ansbert Baumann* (DFI/Ludwigsburg) traite de l'éducation et de la jeunesse. Alors que la France des années cinquante mettait l'accent sur sa politique culturelle à l'étranger comme ersatz au statut perdu de grande puissance, la République fédérale posait les premiers jalons de sa politique culturelle extérieure. Malgré un intérêt réciproque, les conflits de compétence en matière de culture et d'éducation entre le *Bund* et les *Länder* ralentirent la coopération et ne furent que partiellement surmontés par la création d'un poste de plénipotentiaire. A. Baumann insiste ensuite sur le problème névralgique de l'enseignement de la langue du partenaire et aborde la question des équivalences d'études, à laquelle ne fut apporté un début de solution que dans les années 1980. Malgré les différences de structures, les relations scientifiques connurent un véritable essor suite à la signature du Traité. Selon A. Baumann, la fondation de l'Office franco-allemand pour la jeunesse, le 5 juillet 1963, constitue l'un des plus beaux succès: l'OFAJ a organisé plus de 200000 programmes d'échanges auxquels ont participé plus de 6 millions de jeunes.

Dans son commentaire sur «l'éducation et la jeunesse», *Pierre Jardin* (CNRS/Berlin) reprend successivement les trois points évoqués dans la partie C du *Programme* du Traité, qu'il qualifie de «partie fourre-tout». Il met l'accent sur le souci croissant que les deux gouvernements accordent à ces questions au cours des années soixante et s'interroge sur les motivations conduisant la République fédérale à développer sa politique culturelle à l'étranger: s'agissait-il de contrer la RDA qui déployait des efforts particuliers en matière de politique culturelle?

### **Ce que le Traité ne règle pas.**

Les orateurs de la 3<sup>e</sup> partie se sont intéressés aux deux aspects qui, dans les années cinquante, avaient été objets d'accords bilatéraux et qui ne furent pas repris dans le cadre du traité de 1963: l'économie et la culture (à l'exclusion de l'éducation et de la jeunesse).

*Andreas Wilkens* (Orléans) note d'emblée que la coopération économique a été discutée dans le cadre des questions de politique étrangère. L'absence des questions économiques dans le traité s'explique d'une part par les difficultés jadis soulevées au moment des discussions du plan Fouchet, d'autre part par l'impossibilité pour de Gaulle et Adenauer de faire abstraction de l'existence de la Communauté économique européenne. Alors que le chancelier n'entendait pas remettre en cause les institutions existantes, le général avait sans cesse essayé de fragiliser

les structures supranationales. Aussi, selon A. Wilkens, faut-il comprendre la mise entre parenthèses de l'économie, en 1963, comme un acte de neutralité à l'égard de la Communauté européenne. C'était une manière de contourner les opposants au bilatéralisme franco-allemand pour ne pas hypothéquer l'accord.

*Werner Bühner* (Munich) présente ensuite les acteurs, les formes et les objectifs de la coopération et analyse l'influence du monde industriel sur la coopération bilatérale avant et après la signature du Traité. Il en conclut que dès le milieu des années cinquante existait un réseau dense de contacts bilatéraux et multilatéraux, si bien que la mise en place de nouvelles organisations aurait été superflue. S'établirent alors différentes formes de coopération qui survécurent facilement aux crises politiques. Aussi, les milieux économiques n'avaient-ils guère d'intérêt à voir l'économie être l'objet du Traité. Et comme les principaux acteurs politiques (Adenauer, de Gaulle) ne se préoccupaient guère des questions économiques, celles-ci sont restées en marge du Traité.

*Gérard Bossuat* (Cergy-Pontoise) insiste sur le fait que les relations économiques franco-allemandes ne relevaient pas seulement du bilatéral, mais aussi de la grande Europe et du monde (Marché commun, OEEC, FMI, etc.). Le traité de l'Élysée étant avant tout un acte politique et symbolique, l'absence de l'économie a sa logique. G. Bossuat s'interroge néanmoins sur le rôle possible du très peu francophile Ludwig Erhard dans cette omission. Par ailleurs, les relations économiques et commerciales entre les deux pays s'étaient considérablement intensifiées depuis les années 1950 et les acteurs économiques français et allemands avaient tissé, parfois même avant la Seconde Guerre mondiale ou pendant cette guerre, des réseaux de relations.

S'interroger sur l'absence de la culture peut paraître relever de la provocation, tant il est d'usage de parler de la «partie culturelle» du Traité. Pourtant, le mot «culture» ne figure pas dans le programme: il n'y est question que «d'éducation et de jeunesse». *Corine Defrance* (CNRS/Paris) s'interroge sur les raisons de ce choix, alors que l'accord culturel franco-allemand de 1954 couvrait un champ *culturel* large. En fait, les deux gouvernements n'accordaient qu'une importance relative aux questions «culturelles» et partageaient une conception «subsidiare» de leur action en la matière par rapport aux acteurs culturels non étatiques. C. Defrance formule alors une autre hypothèse: le Quai d'Orsay n'a-t-il pas souhaité exclure la culture du traité en raison des conflits de compétence entre les Affaires étrangères et le jeune ministère de la Culture? Mais les potentialités du développement de la coopération culturelle restaient préservées par le biais de la concertation franco-allemande. Ce n'est que vingt ans plus tard que Paris et Bonn devaient décider d'accorder une priorité plus grande à la culture.

*Hans Manfred Bock* (Kassel) s'intéresse ensuite aux acteurs socio-culturels dans la coopération franco-allemande entre 1949 et 1963 et à leur rôle de pionnier dans la voie vers le Traité. Il remarque tout d'abord que les années 1949-1963 n'ont pas encore suscité autant de travaux scientifiques que la période 1945-1949. Pourtant, même si le bilan de la coopération culturelle intergouvernementale reste maigre dans les années cinquante, l'accord culturel franco-allemand du 23 octobre 1954 témoignant surtout des difficultés de cette coopération entre États, il refuse de parler d'une époque de carence. Il considère plutôt ces années comme une période originale au cours de laquelle se dessina dans les relations franco-allemandes une nouvelle conception de la communication transnationale qui trouva son expression dans le traité de l'Élysée et fut à la base de la fondation de l'OFAJ. En s'appuyant sur plusieurs exemples (GÜZ, BILD, Maison Heinrich-Heine), H.M.Bock montre l'interdépendance de la dynamique socio-culturelle portée par les sociétés civiles et de la politique culturelle étatique.

*Jérôme Vaillant* (Lille III), souligne que l'éducation fait partie du champ de la culture. Aussi vaudrait-il mieux s'interroger sur la nature du «projet culturel du traité de l'Élysée». Il insiste lui aussi sur le peu d'intérêt des deux gouvernements pour la «culture» classique (relations intellectuelles et artistiques) et sur la prise en compte des nouvelles formes culturelles (éducation populaire, rencontres internationales) par le biais de la jeunesse. Par ailleurs les États ne sont pas les seuls acteurs sur la scène culturelle internationale et peuvent s'appuyer sur le travail réalisé par les sociétés civiles depuis l'après-guerre.

*Robert Frank* (Paris I), tirant les conclusions du colloque, s'interroge sur la symbolique du traité: est-il devenu un lieu de mémoire franco-allemand? Il relève que, jusqu'en 1978, lors des commémorations du traité, le sentiment de la routine prévalait sur l'enthousiasme. R.Frank recherche ensuite les raisons qui imposèrent un délai de vingt ans (le discours de Mitterrand au *Bundestag*, en 1983, marque un tournant dans l'histoire de sa commémoration). Il y eut à la base un échec, celui des plans Fouchet (un «*Ersatz*» peut-il devenir un lieu de mémoire?), puis un paradoxe: le traité devait clore une phase fructueuse dans la relation franco-allemande et ouvrir une époque de tensions. Mais la coopération se poursuit néanmoins, les sociétés civiles jouant un rôle important en marge de la coopération intergouvernementale. Quant à la symbolique du traité, R.Frank montre comment des lieux de mémoire fortement connotés, à la charge mémorielle dramatique ou négative (Verdun, Reims, l'arc de Triomphe à la gloire de Napoléon), ont été exploités dans l'affirmation de la coopération bilatérale (le recueillement main dans la main, la prière commune, le défilé de la brigade franco-allemande), jusqu'à la commémoration du 40<sup>e</sup> anniversaire au château de Versailles! La mythification des «couples» constitue l'autre élément clé dans la panoplie symbolique, mais la réalité de la coopération dépasse ces personnalités. Le traité de l'Élysée est-il donc devenu un lieu de mémoire franco-allemand? R.Frank constate que la coquille vide

s'est peu à peu remplie après 1969, mais se refuse à une réponse définitive: l'historien n'a pas à décréter des lieux de mémoire, il doit au contraire démythifier le passé.

## LIEUX DE RECHERCHE

Denis Rolland, p. 185-201

→ Relations internationales et nouvelles technologies : les sites du ministères des Affaires étrangères du monde, l'histoire et la mémoire

Denis Rolland,

Les institutions ont une mémoire. Et une mémoire qui a un rapport très variable à l'histoire. Il est une nouvelle source encore peu étudiée, en expansion extrêmement rapide et qui a donné naissance à trop peu d'examens critiques: internet. Or internet propose de l'histoire. Et de l'histoire en quantité et en qualité très variables.

Le problème est que l'esprit critique du lecteur n'est actuellement pas à même, faute de repères connus, de fonctionner de la même manière pour internet que pour un livre ou une revue: en lisant la revue grand public *Historia* le lecteur avisé sait qu'il ne lit pas une revue scientifique du type des *Annales*, *Genèse* ou *Matériaux pour l'histoire de notre temps*. Pour internet, le niveau de crédibilité scientifique est souvent méconnu. Contrairement à la production imprimée pour laquelle sont accessibles des instruments de discrimination (bibliographies, recensions critiques, réputation scientifique...), pour le «réseau», il n'existe à ce jour que très peu de moyens d'évaluer la qualité de l'offre proposée par le «réseau», le «net»; et les sitographies ne sont ni nombreuses ni très fiables. Il y a en outre un fait aggravant: la virtualité de l'information conduit volontiers à un manque de recul; en raison d'un rapport plus lointain à une source plus diversifiée, l'information parvenue sur les écrans est *a priori* jugée et utilisée par les scolaires, étudiants et jeunes chercheurs avec encore moins de filtres critiques que l'information imprimée. D'une certaine manière, la magie de l'accessibilité de données distantes jointe à la jeunesse du moyen d'information brisent une partie du regard critique potentiel.

Il est un exemple particulièrement éclairant de la très grande variété qualitative de ce fatras informatif, conçu avec des paramètres et des objectifs très divers mais rarement anodins: le rapport à l'histoire. Sur l'ensemble de la planète, les ministères des Affaires étrangères se sont équipés de sites internet conçus à la fois comme des instruments pratiques et comme des vitrines. L'expérience prouve qu'ils sont désormais volontiers utilisés comme source d'information et de documentation par les étudiants et les amateurs d'histoire ou de relations internationales. Structures d'État inscrites dans le long terme, par définition très visibles depuis l'étranger et conscientes du rôle qu'elles jouent dans la diffusion d'une image nationale, ces ministères, acteurs parmi d'autres des relations internationales, ont un lien fort à l'histoire

du pays *via* l'histoire des relations diplomatiques (trop longtemps confondues avec l'histoire des relations internationales).

Tous les États n'ont pas de site ministériels: beaucoup de ministères des Affaires étrangères de pays peu développés n'en ont pas, souvent pour des raisons de pauvreté, comme la plupart des pays africains, le Paraguay ou Cuba. À «surfer» néanmoins sur les sites existants des ministères chargés des relations internationales, un constat s'impose: dans les pays développés ou en cours d'industrialisation, le rapport à l'histoire, quand il y en a, n'est pas lié à la structure ministérielle; il paraît bien plus lié à la volonté de ses responsables nationaux de donner à voir ou non tout ou partie de l'histoire nationale. La construction d'un site internet est généralement le résultat d'un cahier des charges précis: alors la décision du recours ou non à l'histoire paraît avoir du sens; elle a à voir notamment avec une représentation que les gouvernants des pays souhaitent donner d'eux-mêmes, à une certaine conception ou échelle de la puissance nationale[[Le plus souvent faute d'informations sur les motivations préalables à la construction des sites, toute tentative d'explication dans cet article ne peut être que conjecture.]].

Le rapport à l'histoire que ces différentes institutions affichent est très ouvert, oscillant entre deux pôles: les ministères qui se sont construits des sites où l'histoire est absente, et ceux pour qui l'histoire paraît essentielle.

Il est des sites gouvernementaux qui n'ont pas d'histoire, les sites des ministères des Relations extérieures espagnol et argentin. Il en est qui donnent au contraire une part très importante à l'histoire, les ministères français et brésilien. Sans doute, certains peuples s'intéressent moins à l'histoire (et à leur histoire) que d'autres. Mais existe-t-il une norme ou un idéal à atteindre qui doit être partagé par les ministères homologues d'un monde globalisé? Les exemples français et brésilien, très tournés vers leur passé pour des raisons sensiblement différentes, sont-ils à considérer comme des références remarquables ou comme des extrêmes?[[Ce travail a été préparé entre juin 2001 et février 2002. Il reflète une consultation des sites principalement pendant l'hiver 2001-2002 et ne prend donc pas en compte les modifications ultérieures. Or, si certains sites sont complétés par ajouts (Mexique), d'autres sont largement revus (France).]]

Dans le marais entre ces deux options, il y a des gradations. Parmi les ministères des Affaires étrangères qui, pour leur présentation sur le réseau, ne font pas de l'histoire leur affaire, sans

la négliger tout à fait pour autant, le britannique *Foreign and Commonwealth Office* et, bien qu'un peu moins réservé, la *Farnesina*, le ministère italien des Affaires étrangères; et, parmi ceux qui en donnent des éléments discontinus, le Département fédéral des Affaires étrangères (DFAE) de la Confédération helvétique. Parmi ceux qui donnent des éléments d'information détaillés et utiles, sans pour autant développer longuement leur histoire diplomatique, le *State Department* (États-Unis), le MID (Russie), le *Palácio das Necessidades* (Portugal), le ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine et, dans une mesure d'approche linéaire réduite, le ministère belge des Affaires étrangères. L'examen détaillé de quatorze sites, simplement classés en fonction de l'absence ou de la présence de rubriques historiques, aura notamment comme objectif d'évaluer les pesanteurs de la mémoire nationale et/ou institutionnelle dans la rédaction d'une rubrique impliquant particulièrement l'image qu'un État souhaite donner de lui-même.

### **Relations extérieures: l'amnésie historique totale ou partielle**

Certains sites n'ont pas d'histoire ou très peu. Le moindre intérêt de certains pays à donner une vision rétrospective de leurs relations internationales est une explication un peu courte, même complétée par des moyens financiers affectés à la construction du site éventuellement moins importants. En fait, il semble bien que la difficile gestion d'un passé récent ait pu influencer la décision des promoteurs du site. En d'autres termes, comment expliquer dans un cadre institutionnel un passé récent générateur de conflits, de violences et de blessures, dont les acteurs sont parfois encore vivants voire en fonction?

Telle est sans doute la difficulté non contournée qui contribue à expliquer que ni l'Espagne, ni l'Argentine ne se soient dotés de rubrique historique dans leur site ministériel respectif, alors que les deux pays aiment à célébrer la grandeur de leur passé, l'empire de l'un, les souvenirs du développement économique ou certaines icônes politiques de l'autre.

Pour l'**Espagne**, le franquisme est un passé encore brûlant. Il n'est point besoin d'être un grand historien pour s'en rendre compte à de multiples occasions. Mais il faut ajouter à cette donnée générale l'idée que la transition démocratique brillamment réussie par le pays repose sur une absence délibérée et quasi totale de volonté d'«épuration» au nom de l'apaisement et de la concorde civile. La plupart des fonctionnaires du *Ministerio de Asuntos Exteriores* de l'époque du franquisme sont restés en poste. Comment, dans ces conditions, présenter en



termes scientifiques et néanmoins officiels l'histoire de la guerre civile, de la croisade franquiste puis du franquisme de guerre, et de cette longue dictature qui s'est poursuivie tard dans le XX<sup>e</sup> siècle? À beaucoup de points de vue, ne pas écrire d'histoire quand ce n'est pas nécessaire facilite la gestion du présent. Alors, sur les treize rubriques de la page d'accueil, aucune ne donne d'histoire ([Argentine, la situation peut a priori être appréhendée avec des hypothèses similaires \(même si les moyens financiers ont peut-être pesé\). La Cancillería n'a pas d'histoire en ligne. Pourtant, le pays aime chercher dans un passé pas si lointain les manifestations d'une croissance très rapide et d'une possible puissance à la manière du Nord. Pas d'histoire sur le site du ministère, alors pas de mise en scène des gestions différentielles des relations extérieures par les grands partis politiques nationaux; pas de changements de régime à présenter et donc pas de gestion du très récent, difficile et meurtrier passé militaire; pas d'utilité non plus de gérer la politique extérieure argentine volontiers erratique vis-à-vis des États-Unis... Si l'historien ne sait pas exactement les raisons qui ont conduit à cette absence d'histoire, il peut comprendre les difficultés qui ont conduit à ne pas écrire là d'histoire, voire les avantages que ledit ministère peut avoir à ne pas aborder une question délicate dans un site il est vrai très modérément développé \(www.mrecic.gov.ar\)\[\[«La Chancellerie, Service au voyageur, Commerce extérieur, La République argentine».\]\]>www.mae.es.](#)

Ces deux sites, plus détaillés dans le cas espagnol (13 entrées contre 4), sont ainsi exclusivement des sites fonctionnels et pratiques, sans enracinement dans le passé.

Il est des cas différents: un ministère qui, sur une trame historique très légère, oublie un quart de siècle de son histoire; un autre qui ne fait pas remonter son histoire au-delà du dernier changement de régime...

L'**Italie** présente ainsi très peu d'histoire institutionnelle sur le site de son ministère des Relations extérieures, la *Farnesina* ([www.esteri.it/lafernesina/luoghi/index.htm](http://www.esteri.it/lafernesina/luoghi/index.htm))>www.esteri.it, un peu dans la rubrique «Servizio Storico», mais c'est pour évoquer seulement l'histoire des archives du ministère en quelques paragraphes[[[www.esteri.it/archivi/servsto/archivsto/archiv1.htm](http://www.esteri.it/archivi/servsto/archivsto/archiv1.htm)]]... Et rien, en tous cas, qui mentionne les années du fascisme, ni Mussolini, ni aucun des ministres des Affaires étrangères de la période, même si, par exemple, l'imposant édifice principal du ministère, dans le *Foro Italico*, n'est nullement étranger à la politique architecturale du fascisme. Le passé ne paraît pas assumé, ou il n'est pas jugé présentable à l'extérieur (malgré les évidentes traces de continuité dans la société contemporaine), ou enfin il n'est simplement pas jugé nécessaire d'en parler.

Cette sélectivité n'est pas le propre des régimes démocratiques vis-à-vis de leur passé autoritaire: la collégialement autocratique **Chine** communiste a le même réflexe de défiance et d'occultation vis-à-vis de son passé «différent».

La version anglaise du site du *Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China* consacre une partie modeste de son architecture à l'histoire ([www.fmprc.gov.cn/eng](http://www.fmprc.gov.cn/eng)). Une seule des 34 rubriques est en effet consacrée à «*Diplomatic History*» ([www.fmprc.gov.cn/eng/c698.html](http://www.fmprc.gov.cn/eng/c698.html)). Mais, derrière cette entrée unique, 58 articles balayent les thèmes et les aires géographiques des relations extérieures d'une politique extérieure chinoise très tournée vers de petites synthèses du type «*The Long-term Stable Constructive Partnership Between China and the European Union*»[[«Le partenariat dans le long terme, stable et constructif entre la Chine et l'Union européenne».]], «*Establishment of Sino French Diplomatic Relations*»[[[www.fmprc.gov.cn/eng/5689.html](http://www.fmprc.gov.cn/eng/5689.html): «Établissement des relations diplomatiques sino-françaises».]], «*China and Brazil*»[[[www.fmprc.gov.cn/eng/4320.html](http://www.fmprc.gov.cn/eng/4320.html)]]... Néanmoins, on l'aura compris, cette histoire diplomatique de la Chine est strictement limitée à l'ère communiste: la Chine impériale ou républicaine avant Mao n'ont aucune place, même minimale, dans cette représentation extérieure de l'histoire chinoise. L'amnésie historique, partielle, repose sur une sélectivité politique délibérée.

Le cas du *MOFA japonais* est sensiblement différent. Le site en anglais du ministère japonais ([www.mofa.go.jp](http://www.mofa.go.jp)) est lui aussi très détaillé, avec un remarquable système de double entrée: 13 ou 55 rubriques initiales proposées sur la page d'accueil! L'histoire n'y est cependant pas une préoccupation visible (aucune entrée proposée d'emblée), ni un souci global (pas d'histoire générale du ministère). À partir des rubriques «*Postwar Issues*» ([www.mofa.go.jp/policy/postwar/index.html](http://www.mofa.go.jp/policy/postwar/index.html)) ou «*Culture*», l'on accède au *Bluebook* (publication de documents diplomatiques des dernières années, accessible en ligne à partir de 1994); il n'y a toutefois là aucune référence à l'histoire japonaise antérieure. En cherchant bien cependant, la rubrique «*Regional Affairs*» abrite beaucoup de petites notes historiques sur les relations extérieures du Japon ([www.mofa.go.jp/region/middle\\_e/relations/history.html](http://www.mofa.go.jp/region/middle_e/relations/history.html)]], avec les États-Unis, l'historique commence avec la «défaite japonaise»[[[www.mofa.go.jp/region/n-am/us/relation.html](http://www.mofa.go.jp/region/n-am/us/relation.html)]]>[www.mofa.go.jp/region](http://www.mofa.go.jp/region) et, avec l'Union européenne, seulement en 1991 ([www.mofa.go.jp/region/europe/eu/overview/history.html](http://www.mofa.go.jp/region/europe/eu/overview/history.html)). Il donne à l'internaute de larges pages d'histoire mais souvent par le biais de renvois vers d'autres sites et seulement pour définir sa neutralité (Commission indépendante d'experts dite Commission Bergier, «questions historiques»: [www.switzerland.taskforce.ch/W/W2/W2a/a1\\_fn.htm](http://www.switzerland.taskforce.ch/W/W2/W2a/a1_fn.htm)) ou pour répondre aux critiques internationales, en particulier autour de la Seconde Guerre mondiale (sous-rubrique «Suisse - 2e Guerre mondiale»). Ainsi, l'histoire intervient principalement lorsqu'elle paraît indispensable à l'image nationale. Sinon, elle n'est pas jugée nécessaire.

Le **Royaume-Uni** cherche à donner de lui-même une image résolument tournée vers l'avenir. Le site du *Foreign and Commonwealth Office London* est symboliquement placé sous la devise «*Creativity, innovation and quality*» ([www.fco.gov.uk](http://www.fco.gov.uk)). Relation de cause à effet semble-t-il, l'histoire existe alors à dose homéopathique, dans de très brèves «*History Notes*» ([www.fco.gov.uk/news/keythemehome.asp?9](http://www.fco.gov.uk/news/keythemehome.asp?9)) présentant en quelques lignes les «*FCO Historians*», trois séries de publications historiques et quelques données pratiques, auxquelles sont ajoutés neuf petits articles ponctuels, tous consacrés au XX<sup>e</sup> siècle, depuis «*Britain's entry into the EC*» ou «*Nazi Gold*» jusqu'à «*Women in Diplomacy*»... On trouve aussi quelques éléments d'histoire très domestique derrière la présentation des bâtiments du ministère ([www.fco.gov.uk/directory/dynpage.asp?Page=62](http://www.fco.gov.uk/directory/dynpage.asp?Page=62); [www.fco.gov.uk/directory/tour.asp](http://www.fco.gov.uk/directory/tour.asp)). Cela ne veut nullement dire que le ministère ne s'intéresse pas à son histoire, loin s'en faut: nul refus d'histoire dans cette discrétion, les travaux scientifiques publiés directement ou indirectement sous la bannière des *FCO Historians* l'attestent. Mais, dans sa promotion publique, l'histoire n'est jugée ni déterminante, ni prioritaire.

Le site du ministère **belge** des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement ([www.diplobel.org](http://www.diplobel.org), [www.diplobel.fgov.be](http://www.diplobel.fgov.be)) n'oublie pas l'histoire; mais il ne s'y attarde pas non plus. C'est dans la rubrique «Guide du Ministère» que l'on trouve un bien nommé et bref «Aperçu historique» ([www.diplobel.org/Ministry/gids%20-%20fr/2.htm](http://www.diplobel.org/Ministry/gids%20-%20fr/2.htm)). Parfois rédigé à destination interne («notre pays»), il est divisé en quatre «périodes» chronologiques: «1830-1875», «1875-1914», «entre-deux-guerres», «après 1945». Au moins d'après ces titres, les deux guerres sont «sorties» de l'histoire du ministère: une phrase pour évoquer «la neutralité rompue» pendant la Première Guerre mondiale; rien pour la Seconde. La mention de l'occupation du territoire national pendant la Première ou la Seconde Guerre mondiale n'explique pas grand chose (la nationalité de l'occupant n'est jamais mentionnée): des gouvernements en exil ont pourtant existé, travaillé et, à l'intérieur du pays, quelques institutions sont pour le moins demeurées fonctionnelles. Alors, point n'est besoin d'insister, il existe des éléments de syndrome belge, comme existe en France un «syndrome de Vichy», peut-être moins important, étudié et reconnu qu'en France. Et le site du ministère belge des Affaires étrangères est un reflet de cet *aggiornamento* non réalisé de l'histoire institutionnelle belge.

Le site **mexicain** de la *Secretaría de Relaciones Exteriores* ([www.sre.gob.mx](http://www.sre.gob.mx)) donne une place importante à l'histoire (5 rubriques sur 14: [www.sre.gob.mx/acerca/sre/historiasre.htm](http://www.sre.gob.mx/acerca/sre/historiasre.htm)). Mais c'est un long exposé (21 pages) qui n'est linéaire qu'en trompe-l'œil. Il donne en effet une très grande prépondérance au XX<sup>e</sup> siècle (16 pages) et, plus précisément, aux dernières années (8 pages). Dans un pays qui a une historiographie de grande qualité et une histoire des relations internationales bien développée, la terminologie du découpage chronologique, en six périodes très inégales, est un peu surprenante; et les recoupements donnent à penser que le site a moins été mis à jour par révision globale que complété par accumulation. Après un logique «XIX<sup>e</sup> siècle», vient un elliptique «Aube du XX<sup>e</sup> siècle» là où l'on attendait le mot Révolution. Suit une étonnamment précoce (pour l'historiographie mexicaine traditionnelle) «Étape postrévolutionnaire» de 1917 à 1946, puis une «Étape moderne» de 1946 à 2000. Mais la rubrique se poursuit avec une «Fin du XX<sup>e</sup> siècle» évoquant les réformes de 1998, puis avec un «Nouveau millénaire» qui aborde, sans le formuler explicitement, la fin de l'hégémonie du

Parti révolutionnaire institutionnel et, de manière explicite cette fois, l'alternance politique avec l'arrivée du *Partido de Acción Nacional* (PAN) au pouvoir: cette dernière partie qui, seule, apparaît sur l'écran en caractère gras, insiste sur le fait «qu'aujourd'hui on peut promouvoir l'image d'un Mexique démocratique». Autrement dit, la Révolution est, si ce n'est gommée, du moins largement amodiée dans cette représentation du passé mexicain, très fortement tournée vers le présent et délibérément ouverte vers l'avenir.

Le site du ministère **russe** des Affaires étrangères (MID)[[En 1991, il avait été décidé de le nommer ministère des Relations extérieures. Mais le site est encore signé en décembre 2001 d'un département du MID. Et partout c'est la mention «MID» qui apparaît.]] est un site assez complet ([www.ln.mid.ru/website](http://www.ln.mid.ru/website)). Mais dans sa version russe seulement, alors que les versions en anglais, français, espagnol ou allemand, identiques, sont très pauvrement constituées, avec trois rubriques qui ne contiennent que des actualités. Sauf à considérer que cette différence ne serait *que* le produit d'impératifs financiers, il faut s'interroger sur deux autres explications possibles et complémentaires: une sorte de prime «nationaliste»; et une considération différentielle de l'accès à l'information entre public national (ou russophone) et public étranger (non russophone).

En russe donc, l'histoire n'est pas absente des dix rubriques d'entrée: le «service des archives» présente notamment un historique global, une chronologie des ministres des Affaires étrangères et des articles de synthèse sur quelques thèmes ([www.ln.mid.ru/website/ns-arch.nsf](http://www.ln.mid.ru/website/ns-arch.nsf)). Trois caractéristiques se dégagent. D'une part, l'histoire de la Russie des tsars est plus longuement développée (4/8e) que celle de l'URSS (7/16e); et le site n'insiste pas, *dans la rubrique historique*, sur la politique de la nouvelle Russie (1/16e): celle-ci est uniquement mise en perspective par quelques chiffres éloquentes (nombre d'ambassades, personnel); tandis qu'elle est bien développée par ailleurs grâce à de nombreux articles thématiques. D'autre part, l'idée clairement affirmée est celle d'une continuité de la politique étrangère entre tous les régimes (un peu à la manière brésilienne, même si là les changements n'ont été que politiques), depuis bien avant la Russie des Romanov jusqu'à la Russie de Poutine, en passant par l'URSS; ou de la monarchie tsariste à la presque démocratie actuelle, en passant par l'ère communiste. Très différente de l'occultation chinoise, cette manière d'écrire ou de présenter l'histoire de la politique extérieure russe, en effaçant les changements de régimes politiques, n'est pas isolée: c'est là une méthode largement partagée par les sites italien, brésilien voire français. Enfin, et c'est là la troisième caractéristique de ce site, le MID inscrit sa politique dans une très longue durée, faisant remonter la politique extérieure russe à la formation politique de la Russie: la première partie de l'exposé commence au IXesiècle (même la France, très soucieuse de son histoire et de l'ancienneté de celle-ci, n'ose pas remonter si loin), une date il est vrai communément admise pour la naissance de la Russie (le MID n'a été créé sous ce nom qu'en 1802). La Russie est présentée comme partie prenante depuis plus d'un millénaire des grands enjeux mondiaux, une Russie toujours active en politique extérieure, présente à Byzance comme dans les processus de globalisation actuels, animatrice entre-temps de la lutte antifasciste, partenaire décisif de la Détente...

Le **Portugal** donne de son *Ministério dos Negócios Estrangeiros* un site illustré bien détaillé où l'histoire arrive en bonne place ([www.min-nesrangeiros.pt/mne](http://www.min-nesrangeiros.pt/mne)), troisième rubrique sur sept, mais en part modeste (3 sous-rubriques sur 28). La partie «*Aspectos Históricos*» se décompose en trois éléments: la très brève «*História da Instituição*» d'un demi-feuillet ([www.min-nesrangeiros.pt/mne/historia](http://www.min-nesrangeiros.pt/mne/historia)); enfin, une série de discours, «*Discursos*», clôt l'ensemble. Mais, en centrant précisément sa chronologie très détaillée (36 pages) sur le ministère, les ministres et les relations diplomatiques, cette partie du site parvient à un résultat remarquable ([www.min-nesrangeiros.pt/mne/histdiplomacia/sino36.html](http://www.min-nesrangeiros.pt/mne/histdiplomacia/sino36.html)): ne mentionner aucun changement de régime, ni même le nom de Salazar jusqu'en 1936, pour signaler simplement qu'à cette date celui-ci prend en charge provisoirement le ministère, et sans donner au lecteur sa fonction principale...[[Son nom apparaît ensuite pour les années 1942, 1943, 1957.]] Ainsi, il n'y a aucune notation de changement de régime dans les années vingt, pas plus d'ailleurs qu'au milieu des années soixante-dix!

Le site **allemand** de l'*Auswärtiges Amt* est à cet égard bien mieux réussi ([www.auswaertiges.amt.de/www/de/aamt/geschichte/index.html](http://www.auswaertiges.amt.de/www/de/aamt/geschichte/index.html)) et une autre pour certaines archives[[www.auswaertiges.amt.de/www/de/infoservice/politik/index.html](http://www.auswaertiges.amt.de/www/de/infoservice/politik/index.html)]">www.auswaertiges.amt.de. Le site d'histoire dresse un historique général du ministère depuis 1870 qui ne contourne pas, par exemple, le nazisme. Tout au plus, certaines pages tendent-elles à montrer que la diplomatie traditionnelle et le ministère ont perdu de leur importance, de leur pouvoir et, implicitement, de leur responsabilité, au fur et à mesure que le pouvoir national-socialiste a donné compétence en matière internationale soit au parti national-socialiste, soit à d'autres ministères (Propagande).

Le *State Department* **nord-américain** est, comme le site allemand, un site clair et sans contournement majeur ([www.state.gov](http://www.state.gov)). Si on le compare à un site du type de celui du Portugal, il dispose de plus de moyens financiers, techniques et scientifiques, mais il a, surtout, moins de variations politiques à expliquer, justifier ou oublier. La partie historique (*History, Education Culture*, une des neuf entrées du site) ouvre sur l'*Office of the Historian*. Là, c'est d'abord le domaine des sources, de la réponse aux interrogations du public ou, plus particulièrement, des chercheurs. Dépendant du *Bureau of Public Affairs* du *State Department*, le site inclut dans sa rubrique historique onze fenêtres dont une chronologie détaillée des voyages présidentiels et du Secrétaire d'État ([www.state.gov/r/pa/ho/trvl/c4388.htm](http://www.state.gov/r/pa/ho/trvl/c4388.htm)), une rubrique spéciale sur la documentation liée à l'«Holocauste», et une chronologie d'histoire diplomatique nationale (*Timeline of US Diplomatic History*): là, sur un modèle assez commun (que l'on retrouve aussi dans le site français), une galerie de portraits ([www.state.gov/r/pa/ho/c1799.htm](http://www.state.gov/r/pa/ho/c1799.htm)) permet de passer en cliquant sur l'image choisie à de plus amples informations (histoire diplomatique sur le site américain, biographies sur le site français); mais, début mars 2002, ce travail n'est achevé que pour la période de l'Indépendance (alors que le site français est, de ce point de vue, achevé).

**Relations extérieures: la stratégie de mise en avant ou l'instrumentalisation de l'histoire**

Il est d'autres pays pour lesquels la stratégie institutionnelle semble être exactement inverse de celle de l'Espagne ou de l'Argentine. Tels sont les cas du Brésil et de la France. L'on se retrouve face à une abondance d'histoire.

Le site du ministère **brésilien** des Relations extérieures (*Ministério das Relações Exteriores*) ([www.mre.gov.br/cdbrasil/itamaraty/web/port/index.htm](http://www.mre.gov.br/cdbrasil/itamaraty/web/port/index.htm)). Surtout, l'une des trois entrées présentées comme centrales, «*A Diplomacia Brasileira*», ouvre sur quatre rubriques à dominante historique dont la deuxième, «*História da Diplomacia brasileira*» ([www.mre.gov.br/acs/diplomacia/portg/h\\_diplom/menu\\_hd.htm](http://www.mre.gov.br/acs/diplomacia/portg/h_diplom/menu_hd.htm)) est un remarquable livre d'histoire complet en deux versions, portugaise ou anglaise, comportant chacune une centaine de pages au moins ([www.mre.gov.br/acs/diplomacia](http://www.mre.gov.br/acs/diplomacia)).

Cette importance de l'histoire est sans doute liée, d'une part, à l'existence et l'ancienneté (par rapport à la plupart des pays du continent) de l'École diplomatique, l'*Instituto Rio Branco*. Elle est liée, d'autre part, au développement dans le pays d'une histoire des relations internationales d'un niveau remarquable. Mais ces éléments d'explication sont trop courts, même si l'analogie des situations entre la France et le Brésil contribue à valider ces hypothèses. Car il y a d'autres pays qui disposent d'un très bon niveau d'étude d'histoire des relations internationales (États-Unis, Allemagne...) et d'une école ancienne de formation des diplomates (Royaume-Uni, Allemagne...), mais qui font des choix différents lors de la construction de leurs sites. Cela a sans doute beaucoup à voir avec la volonté de justifier la puissance, régionale à tout le moins, en soulignant aux yeux du public, le caractère ancien, réfléchi et historiquement «linéaire» de la politique étrangère nationale.

Le site du ministère **français** des Affaires étrangères ([www.diplomatie.gouv.fr/index.html](http://www.diplomatie.gouv.fr/index.html)) est, avec celui du Brésil, le site consulté qui contient le plus d'histoire. C'est aussi, *dans ce domaine*, le site le plus complet, un site remarquablement détaillé. Dans sa rubrique «archives diplomatiques» ([www.diplomatie.gouv.fr/archives/index.html](http://www.diplomatie.gouv.fr/archives/index.html)-><http://www.diplomatie.gouv.fr/archives/index.html>)>[www.itamaraty.gov.br](http://www.itamaraty.gov.br)), l'une des treize entrées du site, l'histoire surgit à travers neuf sous-rubriques (à nouveau détaillées) dont une très belle galerie de portraits commentés[[[www.diplomatie.gouv.fr/archives/dossiers/140ministres/index.html](http://www.diplomatie.gouv.fr/archives/dossiers/140ministres/index.html)]] et une courte série intitulée «Quelques grandes figures de la diplomatie»[[[www.diplomatie.gouv.fr/archives/dossiers/grandes-figures/index.html](http://www.diplomatie.gouv.fr/archives/dossiers/grandes-figures/index.html)]: Richelieu, Vergennes, Chateaubriand, Briand.



Le site a été largement remanié et amélioré en 2001. Une préface à cette rubrique d'archives (d'Hélène Carrère d'Encausse) a été supprimée. Le site conserve cependant la trace profonde du syndrome de Vichy dans l'administration des Affaires étrangères. En effet, dans la galerie de portraits commençant en 1574 avec Luis de Revol[[Mais en 1589 dans le titre.]], une belle continuité très artificielle permet toujours de passer pratiquement de la France de la fin de la Troisième République à cette France d'exil regroupée à Londres autour du général de Gaulle. D'une certaine manière, le lecteur est conduit à penser que les Affaires étrangères n'existent pas à Vichy et que le ministère n'eut, en conséquence, rien à voir avec les «Années noires». Cette simplification maximale de la mémoire n'est en rien la spécificité, en France, du site du ministère des Affaires étrangères: c'est celle proposée aussi bien par la seule et précieuse synthèse d'histoire du ministère des Affaires étrangères publiée par le CNRS[[*Les Affaires étrangères et le corps diplomatique français*, tomeII, Paris, CNRS, 1984.]] que par l'*Annuaire diplomatique*, une publication officielle annuelle des Affaires étrangères(ou par l'Association française d'action artistique sous une version à peine modifiée)... Le site internet du ministère propose donc dans sa galerie de portraits une chronologie en images tout à fait concordante avec la mémoire dominante pour- le terme n'est pas des plus modernes- la «2eGuerre mondiale»: cela en dit long sur ce que l'on ne veut pas comprendre de Vichy. Dans le détail, les marges de l'occultation sont légèrement fluctuantes, la Troisième République étant de fait prolongée d'un semestre avec Paul Baudouin, certes «ministre du gouvernement de Vichy»[[Le traitement de la Seconde Guerre mondiale par ce site semble avoir donné lieu à d'amples débats internes au ministère, mais la tradition niant toute limite entre la Troisième République et la France libre l'a résolument emporté.]] mais en même temps «ministre de la Troisième République»[[En outre, il démissionne après Montoire, Laval prenant alors en charge les Affaires étrangères; ensuite, il n'est plus que ministre secrétaire d'État à la présidence du Conseil (voir DUROSELLE (Jean-Baptiste), *L'Abîme 1939-1944*, Imprimerie Nationale, 1986, p.269).]].

Et la contradiction interne ne gêne pas. Si Laval est absent de ce secteur de la galerie de portraits comme ministre des Affaires étrangères pendant la Seconde Guerre mondiale, il apparaît néanmoins dans la rubrique consacrée à l'entre-deux-guerres, ayant de fait occupé ce portefeuille à cinq reprises entre 1932 et 1936; et lorsque l'on «clique» sur ce portrait de Laval, le texte le fait réapparaître comme ministre pendant l'Occupation, mais seulement d'avril 1942 à août 1944, pas d'octobre 1940 à décembre 1941, comme si les débuts de l'État français (il est vrai en partie inclus par ce site dans la Troisième République), pourtant si fondateurs de la collaboration et de la politique d'exclusion, devaient être exemptés de Laval[[«LAVAL (Pierre), sénateur, président du Conseil, décédé le 15octobre 1945; 14janvier- 21février 1932; 13octobre- 7juin 1935, trois fois ministre; 7juin 1935 - 24janvier 1936, sénateur, président du Conseil, ministre pour la cinquième fois; 18avril 1942 - août 1944, ministre du gouvernement de Vichy»

([www.diplomatie.gouv.fr/archives/archives/expo/140/2guer/08.html](http://www.diplomatie.gouv.fr/archives/archives/expo/140/2guer/08.html)).]]! Ainsi, au moins pour la Seconde Guerre mondiale, la confusion entre mémoire et histoire, selon des stéréotypes «scientifiques» communs, est patente dans la représentation donnée par le site de la politique étrangère de la France. Une confusion délibérée, puisque la décision aggravante avait été prise, lors de la construction du site, de ne pas prendre en considération les objections scientifiques de certains des membres de la commission chargée de son élaboration.

À travers les quatorze sites étudiés, on observe donc des stratégies très différentielles de mise en scène de l'histoire. Il y a l'histoire comme problème, avec ces sites pour lesquels l'histoire est censée poser un certain nombre de problèmes (Argentine, Espagne, mais aussi Portugal, Japon, Chine, voire France, Belgique...): et les réponses sont variables, de l'amnésie à une reconstruction parfois acrobatique. Il y a aussi l'histoire comme manifestation d'ancienneté voire d'antériorité: les sites où l'histoire doit montrer l'ancienneté voire l'antériorité de la puissance régionale (Russie, France notamment). Il y a enfin l'histoire comme affirmation ou mémoire de la grandeur nationale, sensible à travers ces sites qui manifestent implicitement, *via* une histoire débordante, cette aspiration à la grandeur nationale (Brésil, France).

Cet examen doit bien sûr être poursuivi. Il faudrait étudier, en détail et avec une équipe de spécialistes de chacune des zones géographiques, beaucoup d'autres aspects de ces sites: leur genèse et, en particulier, l'écriture par des diplomates ou des historiens, de l'institution ou non, de ces pages d'histoire; la construction, l'instrumentalisation, ou la disparition parfois, des héros de l'histoire nationale; la présence de l'étranger dans ces histoires...